adf
AFRICA DEFENSE FORUM

DEVOIR COMMUN
Interventions multilatérales dans les zones de conflit

FLINTLOCK favorise les relations civilo-militaires

Plus
Un entretien avec le chef d'état-major de l'armée mauritanienne

RENDEZ-NOUS VISITE SUR LE SITE : ADF-MAGAZINE.COM

TABLE DES MATIÈRES

VOLUME 7 | 3E TRIMESTRE

articles

8 **Un projet au service de la paix**
L'Architecture africaine de paix et de sécurité de l'UA doit surmonter des défis pour remplir sa mission.

14 **Le pouvoir des personnes**
Prendre le temps d'impliquer activement les relais de la société civile permet de développer des partenariats renforçant la sécurité.

20 **La formation à l'évacuation médicale s'avère payante au Niger**
Les équipages des Cessna 208 utilisent de nouvelles compétences pour sauver des vies.

23 **Alliés de tous les jours**
Un colonel nigérien souligne l'importance de l'aide des civils dans la lutte contre l'extrémisme.

28 **L'Afrique aborde la cybersécurité**
La révolution électronique apporte un changement rapide au continent, en bien et en mal.

34 **Un déploiement pour la paix**
Des troupes tchadiennes s'allient à des formateurs américains et français pour préparer des opérations de maintien de la paix au Mali.

40 **Le maillon fort de la chaîne**
Le chef d'état-major des forces armées de la Mauritanie explique à *ADF* comment son pays s'efforce d'assurer la stabilité dans une région en proie à des difficultés.

46 **Les écoles d'état-major professionnalisent les armées africaines**
Un « groupe de réflexion » pour la recherche voit le jour dans l'école de guerre du Nigeria.

50 **L'armée de la colère et de la haine**
Sous la pression, Boko Haram change de tactiques.

34

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

26 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

***Africa Defense Forum* est à présent disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site www.adf-magazine.com

REUTERS

EN COUVERTURE : Des soldats de la paix ougandais se tiennent devant les drapeaux de l'Ouganda, des Nations Unies et de la Somalie lors d'une cérémonie à l'aéroport de Mogadiscio en mai 2014.

POINT DE VUE

La sécurité commence par coopération. Qu'il s'agisse d'efforts entrepris en Afrique de l'Ouest pour endiguer l'afflux de drogues illicites provenant d'Amérique du Sud ou de garantir la sécurité face à la présence en croissance constante du continent dans le cyberespace alors que la présence du continent s'y accroit constamment, les pays devront combiner leurs efforts pour gagner et préserver la paix.

Une illustration de ce phénomène a récemment eu lieu au Niger, où les pays de la région du Sahel se sont réunis, à Niamey, Agadez, Tahoua et Diffa en février et mars 2014 pour l'exercice Flintlock 14. Des méthodes ont été enseignées aux participants pour leur apprendre à faire face à la menace croissante constituée par les organisations extrémistes terroristes et violentes, notamment celles qui ont pris racine dans le Nord du Mali.

Au fur et à mesure que les représentants des 18 pays participants se sont formés aux techniques de largage aérien et d'évacuation médicale mais aussi aux méthodes de patrouille, ils ont également appris une vérité importante à propos de l'édification d'une sécurité durable : les civils peuvent apporter leur aide. Cultiver de bonnes relations avec les civils est primordial, en particulier dans les pays étendus, où de vastes espaces ouverts sont éloignés des centres d'autorité gouvernementale. Les civils, s'ils ont confiance en leur armée et en leurs forces de police, seront des partenaires prêts à faire des efforts pour s'assurer que les intrus et les groupes extrémistes ne déstabilisent pas leur région.

Les relations nouées dans l'ensemble du continent entre les principaux responsables africains de la sécurité sont tout aussi essentielles. Un réseau d'institutions de formation professionnelle militaire contribue à renforcer la coopération régionale en matière de sécurité en favorisant les relations et les amitiés parmi les responsables qui suivent leurs enseignements.

Le rôle de l'Union africaine est également important. À l'avenir, les pays membres devront mettre l'accent sur l'harmonisation des efforts et le renforcement de leurs capacités pour répondre aux crises survenant sur le continent. Avec ce type d'orientation et de coopération, l'UA peut reproduire les exemples de succès que la Mission de l'Union africaine en Somalie a enregistrés récemment dans son combat contre les extrémistes d'Al-Shebab.

En dernier lieu, la sécurité reposera sur la coopération et de solides relations entre les Etats, leurs armées et les populations civiles.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Des soldats nigérians s'entraînent dans la ville frontalière de Diffa, au Niger, au cours de Flintlock 2014, un exercice de lutte contre le terrorisme auquel participent les pays du Sahel, les États-Unis et d'autres pays occidentaux. REUTERS

adf
AFRICA DEFENSE FORUM

La coopération multilatérale en matière de sécurité

Volume 7, 3e trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

adf

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Une nouvelle crise évitée *en* Centrafrique

DYLAN LOWTHIAN/PNUD

Abdoulaye Mar Dieye,

un citoyen sénégalais, est directeur du Bureau régional pour l'Afrique dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement. Voici une version modifiée d'un éditorial qu'il a rédigé en janvier 2014 pour l'Inter Press Service News Agency.

Les violences sectaires en Centrafrique ont fait 1 million de déplacés, et l'on estime que 2,2 millions de personnes, soit la moitié de la population, ont besoin de cette assistance.

Les cliniques et les hôpitaux manquent de médicaments. Les infrastructures publiques, notamment les écoles et les bâtiments administratifs, ont été détruites. Une crise alimentaire est désormais en train de se profiler.

Bien qu'il soit essentiel de satisfaire les besoins humanitaires des populations, la communauté internationale doit impérativement s'attaquer aux problèmes de développement qui ont provoqué le conflit. Si tel n'était pas le cas, une nouvelle crise pourrait se reproduire.

Il est donc extrêmement important que l'action humanitaire s'inscrive dans une perspective plus vaste, visant à remettre le pays sur la voie d'un développement robuste.

La crise qui sévit en Centrafrique est le résultat d'un échec de l'État et de la classe politique et résulte d'une pauvreté chronique et d'une anarchie totale, auxquelles il faut ajouter des décennies de sous-investissement en matière de services sociaux et de développement économique.

Environ 63 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ces inégalités de longue date et la course à l'énergie et au contrôle des ressources ont plongé le pays dans une série de conflits, dont le dernier a été alimenté par l'identité religieuse.

Nombre d'administrations ont été dans l'incapacité d'appliquer la Loi. Par conséquent, les femmes, les enfants et d'autres populations vulnérables sont davantage exposés à la violence. En parallèle, la planification du développement local a laissé de côté une grande partie des citoyens. Les populations marginalisées ou exclues ont donc l'impression que la violence est leur seul recours.

Lorsque le conflit armé se sera apaisé, toute notre attention devra se concentrer sur la reconstruction des infrastructures, telles que les cliniques, les routes, les ponts et les réservoirs d'eau.

De telles initiatives pourront non seulement contribuer à restaurer la confiance parmi les communautés locales, par-delà les divisions ethniques et religieuses, mais également réhabiliter les administrations locales.

Il va de soi qu'il faudra s'attacher à refaire tout un travail de plaidoyer et de sensibilisation pour promouvoir les Droits humains et faire reculer la violence faite aux femmes. Le dialogue et la réconciliation, la médiation des disputes et le soutien judiciaire et sécuritaire auprès des victimes auront un rôle important à jouer pour le relèvement des communautés.

Sur le moyen terme, parce que la faiblesse des institutions de gouvernance, à laquelle s'ajoute à l'heure actuelle un vide total de pouvoir, est au cœur du problème, il faudra investir dans les capacités de l'Etat à distribuer des services de base.

Des travailleurs humanitaires déchargent de la nourriture à Bangui, en Centrafrique, en janvier 2014. Selon les estimations des Nations Unies, 1,3 million de personnes, soit plus d'un quart de la population, manque de nourriture après des mois de conflits. REUTERS

Il faudra notamment constituer des services de sécurité et judiciaires, notamment des unités de gendarmerie et de police, capables de poursuivre les criminels et de les sanctionner.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a travaillé avec la communauté internationale et les acteurs nationaux pour créer une feuille de route sur la Centrafrique et soutiendra la stabilisation du pays en mettant en place, en plusieurs phases, un programme de sécurité communautaire, de création de moyens de subsistance, de cohésion sociale et de réconciliation.

L'ÉCOLE FLOTTANTE CONSTITUE UN ÎLOT D'ESPOIR DANS LA « VENISE DE L'AFRIQUE »

L'école flottante à Makoko, au Nigeria, apporte de l'espoir aux enfants de la ville connue comme « la Venise de l'Afrique ». NLÉ

AGENCE FRANCE-PRESSE

Makoko, au Nigeria, connue sous les noms de « bidonville sur pilotis » et de « Venise de l'Afrique », espère que la nouvelle école flottante apportera un nouvel avenir pour ses enfants. L'école, entièrement construite par la population locale et ouverte en 2013, a une structure triangulaire qui émerge de l'eau comme une maison à moitié construite submergée par les inondations.

Le projet, soutenu par le fonds des Nations Unies pour le développement, le gouvernement nigérian et la fondation Heinrich Boell, a été conçu par l'architecte nigérian Kunlé Adeyemi. Celui-ci s'est inspiré de la vie à Makoko. Par ailleurs, il a expliqué qu'améliorer cette zone à l'abandon demandait une nouvelle approche, plus en phase avec les coutumes locales et l'environnement.

« Habiter sur l'eau est un véritable style de vie, a-t-il confié. Donc, la question est de savoir comment améliorer les conditions de vie et comment relever les défis que cela implique de façon sûre et saine, tout en respectant l'environnement. »

La nouvelle école, visible depuis le Third Mainland Bridge, est posée sur un ensemble de 250 barils vides en plastique bleu, fixés sous une base en bois pour pouvoir faire face aux fréquents problèmes d'inondation que connaît cette zone. Ses trois étages en font la structure la plus haute de Makoko. Avec 220 mètres carrés de surface au sol, c'est aussi le plus grand équipement collectif du quartier. Les pêcheurs peuvent y accoster et réparer leurs filets.

La plupart des 150.000 habitants de Makoko vivent de la pêche et du commerce. Étudiant en art, Jeremiah Oleole Austin est l'un des rares garçons du quartier à avoir pu poursuivre des études supérieures. « Je suis né ici. C'est là que j'ai grandi. Donc, je sais comme les gens souffrent. Je connais leurs douleurs mais aussi leurs joies », a-t-il confié.

« Je sais ce dont ils ont vraiment besoin, dans cette communauté, a-t-il dit. Sans […] formation ni qualification, comment peuvent-ils partir d'ici ? […] S'il y a plus d'écoles, je pense qu'il y aura des changements dans la communauté. »

Noah Shemede, le directeur de l'école, partage ce point de vue. « Chaque enfant a droit à l'éducation, où qu'il soit, a-t-il souligné. Nous vivons sur l'eau. Cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas aller à l'école sur l'eau. C'est ce que nous devons faire. »

Le même prototype peut être utilisé au Nigeria et ailleurs pour construire des maisons, des hôpitaux, un théâtre ou un restaurant.

DES ROBOTS

règlent la circulation dans la capitale de la RDC

AGENCE FRANCE-PRESSE

Des robots peuvent-ils faciliter la circulation chaotique dans la capitale de la République démocratique du Congo ? C'est l'avis d'une petite coopérative qui a mis au point cette solution et qui est en train de tester deux robots. Elle a bien l'intention de promouvoir ce concept à travers le pays, en Afrique et dans le reste du monde.

Avec ses 10 millions d'habitants, Kinshasa est réputée pour sa circulation chaotique et d'énormes embouteillages. Il n'y a pratiquement pas de feux tricolores, beaucoup de voitures sont vieilles et cabossées, et peu de conducteurs respectent le code de la route. « Lorsque le robot arrête la circulation, tout le monde s'arrête et les piétons peuvent traverser sans problème », a affirmé le chauffeur de taxi-bus Franck Mavuzi.

Le premier prototype, de 2,5 mètres de haut, a été installé en juin 2013 sur le boulevard Lumumba, dans le quartier de Limete. « Conducteurs, laissez passer les piétons », gronde-t-il, levant un bras et baissant l'autre, tout en faisant clignoter des feux rouges et verts.

Le premier était destiné à assurer la sécurité des piétons, a expliqué Therese Ir Izay Kirongozi, qui a créé Women's Technology pour fournir un emploi aux femmes congolaises détentrices d'un diplôme d'ingénieur. Son équipe de sept membres, quatre hommes et trois femmes, construit les robots.

En octobre 2013, un modèle plus élaboré, destiné à régler le flux de circulation, a été installé en face du Parlement. Il tourne le torse au moment où un feu vert sur sa cuirasse passe au rouge, alors qu'il lève un bras, comme un agent de la circulation.

Les robots possèdent un système de détection électronique évaluant quand les piétons veulent traverser la rue. Des caméras placées dans les yeux et les épaules des robots prennent en vidéo le flux de circulation. Ces images sont transmises et stockées à des fins d'éventuelles poursuites de contrevenants.

Les robots en aluminium sont conçus pour résister aux climats équatoriaux. Leur fabrication coûte 15.000 dollars pièce, a précisé Therese Ir Izay Kirongozi.

Ci-dessus : un robot de circulation indique aux piétons qu'ils peuvent traverser l'une des rues encombrées de Kinshasa. Deux grands robots ont été installés dans la capitale de la République démocratique du Congo pour réduire les problèmes de circulation. AFP/GETTY IMAGES

Un homme en voie de devenir le premier Africain noir dans l'espace

AGENCE FRANCE-PRESSE

Après voir remporté un concours organisé par une académie de l'espace aux États-Unis, Mandla Maseko, âgé 25 ans, du district de Mabopane près de Pretoria en Afrique du Sud, s'envolera à 103 kilomètres dans l'espace en 2015. Il a été sélectionné avec 23 autres personnes, parmi 1 million de candidats venus de 75 pays, pour faire un voyage suborbital d'une heure dans une navette Lynx Mark II. L'ancien étudiant en génie civil volera en état d'apesanteur, au cours d'un voyage qui coûte normalement 100.000 dollars.

Mandla Maseko, qui vit encore chez ses parents avec ses quatre frères et sœurs, a été déclaré vainqueur le 5 décembre 2013, quelques heures après la mort de Nelson Mandela.

Le voyage improbable du DJ à temps partiel a commencé par un saut de 2 mètres depuis le mur d'enceinte de sa maison. En effet, les conditions d'inscription au concours exigeaient l'envoi d'une photo de lui-même sautant dans le vide. Il s'est assuré une place après avoir subi des test physiques éreintants pour le concours organisé par l'académie de l'espace AXE Apollo et parrainé par Unilever et Space Expedition Corp.

Sa famille a toujours su que Mandla Maseko viserait haut. « Je ne sais pas ce qu'il y a après l'espace », a confié sa sœur de 18 ans, Mhlophe. « Je suis sûre que s'il y avait quelque chose, il y irait. »

Ses projets à long terme sont d'étudier l'ingénierie spatiale pour obtenir un diplôme de spécialiste des missions spatiales, tout en rêvant d'aller planter le drapeau sud-africain sur la Lune.

Le ministre sud-africain des Sciences et des Technologies, Derek Hanekom, voit Mandla Maseko comme « un modèle pour la génération future des professionnels et des passionnés de l'espace ».

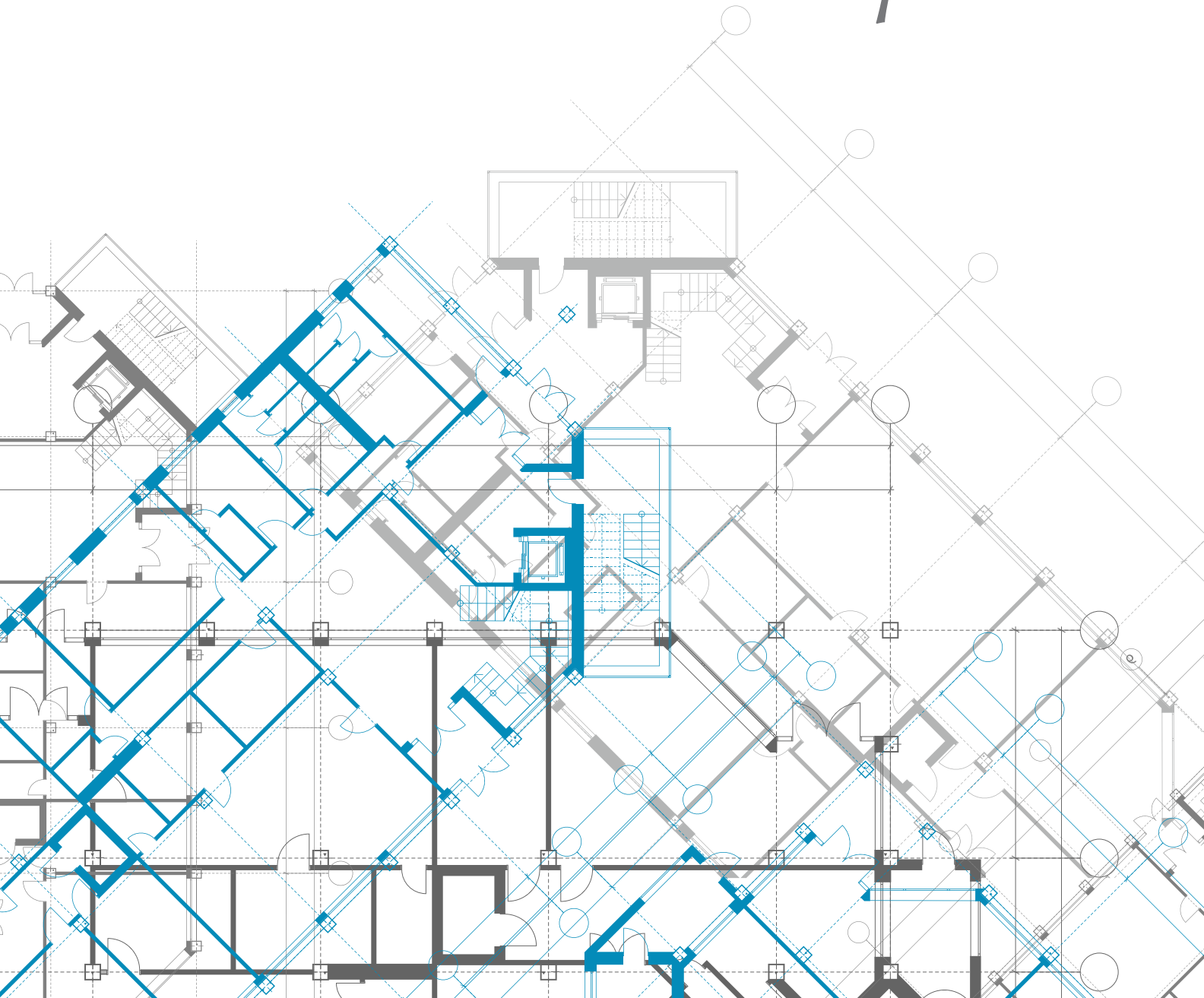
Mandla Maseko a passé une semaine à l'Académie spatiale Apollo, au Centre spatial Kennedy aux États-Unis, où il s'est entraîné au saut en parachute, au combat aérien et au vol en apesanteur. Pour Mandla Maseko, l'expérience a été magique. « C'est ce que l'on ressent quand on est dans l'espace », se souvient-il pensif.

En 2002, le sud-africain Mark Shuttleworth, qui avait acheté sa place de touriste de l'espace, a été le premier citoyen d'un pays africain à être lancé dans l'espace où il a passé huit jours à bord de la station spatiale internationale.

Mandla Maseko, âgé de 25 ans, a gagné une place dans le vaisseau spatial Lynx Mark II, qui l'emmènera à 103 kilomètres dans l'espace en 2015.
AFP/GETTY IMAGES

UN PROJET

au service de la paix



L'Architecture africaine de paix et de sécurité de l'UA doit surmonter des défis pour remplir sa mission.

TIM MURITHI/INSTITUT POUR LA JUSTICE ET LA RECONCILIATION

Tim Murithi, Ph.D., est le responsable du programme Justice et Réconciliation en Afrique au nom de l'Institut pour la Justice et la Réconciliation au Cap, en Afrique du Sud. Il est aussi chercheur à l'African Gender Institute de l'Université du Cap. Il est l'auteur de plusieurs articles et livres sur l'Union africaine.

Tim Murithi, Ph.D.

L'emploi des ressources collectives africaines pour résoudre les problèmes de sécurité sur le continent est un rêve de longue date des dirigeants africains. L'un de ses plus fervents partisans était Kwame Nkrumah, le président fondateur du Ghana. Dès les années 1950, il avait imaginé un « Haut commandement africain » qui pourrait être appelé à intervenir pour prévenir les crises, lutter aux côtés des mouvements de libération et repousser les occupants étrangers. Kwame Nkrumah a prononcé cette phrase célèbre : « Nous devons nous unifier maintenant ou périr. »

Le Haut commandement qu'évoquait Kwame Nkrumah n'a jamais vu le jour, mais son influence a été essentielle dans la création du panafricanisme, un concept reposant sur la promotion d'un esprit de solidarité et de coopération entre les Africains sur le continent et dans la diaspora. Ce concept a été institutionnalisé le 25 mai 1963, avec la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui avait pour mandat d'éradiquer les vestiges du colonialisme européen, de promouvoir la solidarité et de s'exprimer d'une seule voix sur les problèmes affectant le continent. Toutefois, l'OUA n'a pas été aussi efficace dans la surveillance et le contrôle des affaires de ses États membres. Par exemple, le génocide rwandais de 1994 s'est produit durant le mandat de l'OUA.

Ceci a conduit les dirigeants africains à créer une autre organisation plus interventionniste à travers le lancement de l'Union africaine (UA) lors d'un Sommet de l'OUA qui s'est tenu à Syrte, en Libye, en 1999. L'Acte constitutif de l'Union africaine a été signé à Lomé, au Togo, le 11 juillet 2000, et l'organisation a été officiellement inaugurée en juillet 2002 à Durban, en Afrique du Sud. La vision de l'UA est demeurée fidèle à l'esprit du panafricanisme, mais elle s'est fixée comme priorité de servir

Des troupes sud-africaines défilent à l'occasion du lancement officiel de l'Union africaine en juillet 2002, à Durban.

AFP/GETTY IMAGES

la cause de la paix, de la sécurité et du développement. Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine a été créé en 2004, et est l'une des composantes de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS). Les autres composantes sont le Système continental d'alerte rapide (SCAR), le Groupe des Sages, la Force africaine en attente (FAA), le Comité d'état-major (CEM) et le Fonds pour la Paix de l'UA.

Le Conseil de paix et de sécurité : le CPS, composé de 15 membres, évalue les crises potentielles, envoie des missions d'enquête dans les zones de conflit mais aussi autorise et légitime une intervention de l'UA, le cas échéant. L'article 4(h) de l'Acte constitutif de l'UA affirme le droit de l'UA à intervenir dans un État membre en situation de crise. L'article 7(e) du Protocole portant création du Conseil de paix et de sécurité stipule que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine peut « recommander à la Conférence des chefs d'État et de gouvernement une intervention au nom de l'Union dans un État membre dans certaines circonstances graves, à savoir les crimes de guerre, le génocide et les crimes contre l'humanité, tels qu'ils sont définis dans les conventions et instruments internationaux compétents ». Pays membres du CPS, au 1er avril 2014 :

- **EN AFRIQUE CENTRALE :**
  Burundi, Tchad et Guinée équatoriale
- **EN AFRIQUE DE L'EST :**
  Éthiopie, Tanzanie et Ouganda
- **EN AFRIQUE DE L'OUEST :**
  Guinée, Niger, Nigeria et La Gambie
- **EN AFRIQUE DU NORD :** Algérie et Libye
- **EN AFRIQUE AUSTRALE :**
  Mozambique, Namibie et Afrique du Sud

L'Algérie, l'Éthiopie, le Nigeria et l'Afrique du Sud apportent une expérience dans le domaine du rétablissement et du maintien de la paix au CPS. Le fait que le Nigeria et le Tchad, membres du CPS de l'UA, soient également membres du Conseil de sécurité des Nations Unies jusqu'en 2015 leur permet de surmonter les problèmes de communication et les différences culturelles existant entre les deux institutions. Depuis sa création jusqu'en avril 2014, le CPS a convoqué plus de 430 réunions. Il a également autorisé des sanctions contre plusieurs États membres ainsi que le déploiement d'opérations de soutien de la paix au Burundi (de 2003 à 2004), aux Comores (depuis 2008), en Somalie (depuis 2007) et au Soudan (depuis 2004, à présent conjointement avec les Nations Unies). En outre, l'UA participe à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, qui devrait se transformer en Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine le 15 septembre 2014. En 2013, l'UA a participé à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, dont elle a contribué au financement. La Force régionale d'intervention conduite par l'Union Africaine, dont la mission est de pourchasser les membres de l'Armée de résistance du Seigneur, opère en République centrafricaine et dans le Nord-Est de la République démocratique du Congo.

L'engagement de l'UA à intervenir dans des situations de crise est entravé par son manque de capacités et de ressources autonomes. En conséquence, elle dépend des Nations Unies pour renforcer ses interventions et en prendre graduellement le contrôle. Historiquement, cette situation a posé un problème épineux entre les deux institutions, les Nations Unies faisant valoir qu'elles ne peuvent pas toujours assumer la responsabilité des affaires de l'UA.

La Force africaine en attente : le 6 mai 2003, le Document-cadre sur la mise en place de la Force africaine en attente (FAA) et du Comité d'état-major (CEM) a été adopté à Addis-Abeba, en Éthiopie. La FAA, dont le mandat est de coordonner les activités des mécanismes sous-régionaux de l'Afrique, est composée de cinq brigades originaires de chacune des sous-régions de l'Afrique (centrale, est, ouest, nord et australe). Celles-ci comprennent des unités de brigade constituées à partir des communautés économiques régionales (CER), notamment la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. Il existe également deux mécanismes régionaux en Afrique de l'Est, à savoir l'EASBRIGCOM, et la Force régionale nord-africaine. L'état de préparation opérationnelle de la FAA et le processus de prise de décision utilisé par le CPS ont été testés grâce à une série d'exercices de poste de commandement appelée Exercice AMANI. Malgré cette « répétition générale », la FAA demeure une œuvre inachevée. Les États membres de l'UA n'ont pas réussi à déployer les ressources nécessaires pour rendre cette force opérationnelle.

Cette situation a affecté l'état de préparation logistique en raison des préoccupations concernant les conséquences politiques liées à la mise en place d'une force qui serait susceptible de remettre en cause la souveraineté nationale. La FAA sera efficace uniquement s'il existe une coordination beaucoup plus étroite entre les ministères de la Défense et des Affaires étrangères des nations membres de l'UA et si une source stable de financement est trouvée.

Le déploiement de la FAA, prévu pour 2008, a été retardé trois fois, dont en 2013 pour la dernière fois. Suite à un audit de l'UA, il s'avère improbable que la FAA soit prête avant la nouvelle date envisagée, c'est-à-dire 2015.

L'état de préparation varie selon les brigades. Les brigades de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique australe sont essentiellement prêtes au déploiement, ce qui n'est pas le cas des brigades de l'Afrique du Nord et de l'Afrique centrale. Ramtane Lamamra, ancien Commissaire de l'Union africaine pour la paix et la sécurité, a déclaré que la brigade de l'Afrique du Nord avait été retardée par les soulèvements du Printemps arabe. Raychelle Omamo, secrétaire du cabinet de la Défense du Kenya, a déclaré,

L'ARCHITECTURE africaine de paix et de sécurité

PERSONNEL D'*ADF*

Le Conseil de paix et de sécurité

- Est composé de 15 États membres (de deux à quatre de chaque région)
- Envoie des missions d'enquête dans les zones de conflits
- Autorise l'intervention de l'Union africaine lorsque cela est nécessaire
- Constitue la composante la plus opérationnelle de l'Architecture africaine de paix et de sécurité

La Force africaine en attente

- Est constituée de cinq brigades
- Comprend une brigade de chaque sous-région africaine (centrale, est, ouest, nord, et australe)
- Est limitée par la logistique et l'infrastructure
- Inclut des brigades régionales à différents stades de leur développement

Le Système continental d'alerte rapide

- Est destiné à fournir des informations aux décideurs sur les crises
- Comprend des observateurs au siège de l'UA et dans les communautés économiques régionales
- Fournit déjà des informations régulières
- N'opère pas encore à pleine capacité

Le Groupe des Sages

- Informe le Conseil de paix et de sécurité et le président de la Commission de l'UA
- A l'autorité de servir d'intermédiaire pour régler les différends

Le Comité d'état-major

- Aide le Conseil de paix et de sécurité à évaluer l'aspect militaire de son action
- Est composé d'officiers de haut rang ou d'attachés militaires
- Ne s'est pas régulièrement réuni

Le Fonds pour la paix de l'Union africaine

- Doit être financé à partir du budget de l'UA et de contributions volontaires
- A été constamment sous-financé

pour sa part, que la Force africaine en attente de l'Afrique de l'Est serait opérationnelle vers la fin 2014.

Malgré les retards de la FAA, l'UA a mis en place la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises (CARIC) en 2013. La CARIC a été développée comme une force de réaction rapide principalement formée de contingents volontairement fournis par les États. Selon les rapports publiés, l'Algérie et l'Afrique du Sud ont été à l'origine de la mise en place de la CARIC. Ils ont été rejoints par l'Angola, le Tchad, le Liberia, le Niger, le Sénégal, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda. Un « rapport détaillé » sur les progrès de la FAA et de la CARIC était attendu en juin ou juillet 2014.

Le Système continental d'alerte rapide (SCAR) : l'article 12 (1) du protocole du CPS établit un SCAR dont le mandat est de fournir des informations d'alerte rapide aux décideurs de l'UA. Le SCAR collecte des données et les analyse par l'intermédiaire d'un Centre d'observation et de contrôle basé au siège de l'UA. En outre, il coordonne les unités d'observation et de contrôle des CER et des mécanismes régionaux. L'idée à l'origine du SCAR est d'identifier et de prévenir les conflits avant qu'ils n'échappent à tout contrôle. Ces capacités additionnelles et une coordination améliorée avec des structures complémentaires aux niveaux régional et international sont nécessaires pour que le SCAR tienne ses promesses.

Le Groupe des Sages : ce groupe, créé en 2007, est composé de « personnalités africaines hautement respectées, venant des diverses couches de la société, qui ont apporté une contribution exceptionnelle à la cause de la paix, de la sécurité et du développement sur le continent », a précisé l'UA. Le groupe se réunit au moins trois fois par an et est chargé de soutenir le Conseil de paix et de sécurité « en particulier dans les domaines de la prévention des conflits ». Les cinq membres désignés représentent l'ensemble des régions du continent (Afrique centrale, de l'Est, du Nord et australe), et leur mandat est de trois ans. En 2010, le groupe s'est élargi pour inclure les Amis du Groupe des Sages, qui représentent également ces cinq régions.

L'UA indique que le groupe a produit des rapports thématiques sur des questions « concernant la paix et la sécurité, telles que la non-impunité, les femmes et les enfants dans les conflits armés et les conflits liés aux élections ». Le groupe s'est réuni au Caire en avril 2014 pour engager des pourparlers

Le président sud-africain Jacob Zuma (à gauche) s'entretient avec Ramtane Lamamra, alors Commissaire de l'Union africaine pour la paix et la sécurité, à l'occasion d'une réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'UA à Addis-Abeba, en Éthiopie, en 2011.

AFP/GETTY IMAGES

entre l'UA et l'Égypte, et s'est rendu en Égypte trois fois depuis le coup d'État militaire qu'a connu ce pays le 30 juin 2013.

L'article 11 du protocole établissant le groupe l'investit de l'autorité de servir d'intermédiaire dans les différends susceptibles de se déclarer ou en cours et d'en faciliter le règlement, de son propre chef. Même si le groupe a l'autorité de prendre des mesures préventives, il est regrettable qu'il doive consacrer l'essentiel de ses ressources et de son énergie à organiser des discussions de réflexion et à produire des déclarations. L'indépendance du groupe devrait être assurée par la mise en place d'un mécanisme adéquat de soutien institutionnel qui veillerait à ce qu'il dispose des informations en temps opportun et qu'il ait la capacité d'intervenir dans toute question et de sa propre initiative.

Comité d'état-major : le CEM, constitué d'officiers de haut rang et d'attachés militaires des États membres du CPS, a été créé par l'article 13 dans le but d'informer le conseil sur l'évaluation des aspects militaires de ses discussions, recommandations et décisions. Selon le protocole du CPS, le CEM a pour mandat de se réunir avant toutes les réunions du CPS au niveau des officiers de haut rang. Au minimum, le CEM devrait aspirer à se réunir chaque mois et à assister régulièrement aux procédures du CPS. En raison de l'absence d'une représentation adéquate des attachés militaires des 15 membres du CPS à Addis-Abeba, le CEM ne s'est pas réuni régulièrement et, par conséquent, demeure l'une des composantes de l'architecture dont le niveau de fonctionnement est faible.

Le Fonds pour la paix de l'Union africaine : l'intention initiale du financement de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) était d'établir un fonds pour la paix qui serait soutenu par une combinaison de contributions volontaires et de ressources provenant du budget ordinaire de l'UA. En pratique, le fonds est resté notablement sous-financé. Ainsi, l'UA ne dispose pas des ressources dont elle a besoin pour conduire des opérations et renforcer les capacités professionnelles. Le Fonds pour la Paix dépend de ressources provenant de partenaires de l'UA et des donateurs. Par conséquent, les États membres de l'UA doivent se donner les moyens nécessaires à la mise en œuvre de leurs plans ambitieux pour l'AAPS en assurant son financement.

La réponse de l'AAPS aux menaces et aux défis

L'AAPS est ambitieuse et met en évidence la politique interventionniste émergente de l'UA. L'UA est déterminée à servir la cause de la paix dans tout le continent en partenariat avec d'autres organisations intergouvernementales, telles que les Nations Unies et les CER, ce qui tranche nettement avec la politique tacite de « non-intervention » de l'OUA. L'UA est compétente pour concevoir et proposer des politiques, mais a eu moins de succès dans la mise en œuvre de ces politiques, en raison d'un manque de volonté politique. Ceci entrave la capacité de répondre aux menaces et de relever les défis, même si le CPS fait régulièrement des déclarations. L'AAPS ne réussira qu'en se penchant sur les questions d'éducation et de formation aux compétences sur la paix et la sécurité à travers des partenariats panafricains et internationaux.

L'AAPS est la somme de chacune de ses composantes. Même si certains de ses éléments constitutifs, comme le CPS, ont commencé à bien fonctionner, d'autres, notamment la FAA et le CEM, ont encore besoin d'être mis en œuvre de façon appropriée. L'Union africaine existe, mais le continent africain continue de faire des efforts pour s'unifier. Le problème majeur auquel l'UA est confrontée est le manque d'intégrité de la part de certains de ses dirigeants pour faire respecter les droits de l'homme et la gouvernance démocratique, ainsi que la répression, la domination et l'exploitation qu'ils font peser sur leur propre peuple, parfois en collusion avec certaines forces mondiales aux activités prédatrices. L'« afro-optimisme » est nécessaire pour que les Africains puissent atteindre les objectifs escomptés, à savoir la paix et le développement. Le panafricanisme et l'AAPS de l'UA sont des véhicules qui contribuent à atteindre ces objectifs. Toutefois, comme tous les véhicules, ils tombent parfois en panne, ont des accidents ou refusent de démarrer. Lorsque la voiture tombe en panne ou ne démarre pas, ce n'est pas le moment d'y renoncer ; le conducteur doit encore essayer de trouver quelqu'un pour la réparer. Le véhicule africain a commencé son chemin vers la paix et la sécurité. Il avance doucement, mais s'arrête fréquemment. L'AAPS peut jouer le rôle de moteur pour s'assurer que l'UA est en mesure de traiter les menaces existantes et émergentes. ❑

le pouvoir des

PERSONNES

PERSONNEL D'*ADF*

PRENDRE LE TEMPS D'IMPLIQUER ACTIVEMENT LES RELAIS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PERMET DE DÉVELOPPER DES PARTENARIATS RENFORÇANT LA SÉCURITÉ.

Le village de Gofat s'étend derrière les escarpements rocheux qui émaillent les étendues sablonneuses de l'extrême sud du Sahara au Niger. Plus de 1.000 personnes y ont élu domicile, mais la population change comme le vent du désert. Parfois, elle dépasse 3.000 habitants, selon la saison.

Au moment où le soleil pointait à l'horizon le 27 février 2014, un convoi, formé de soldats et de personnel médical transportant des fournitures, a entrepris le trajet solitaire menant au village, à 27 kilomètres au nord-est d'Agadez. Ils ont passé la journée à offrir une aide médicale aux villageois et à d'autres gens habitant dans un rayon de 160 kilomètres. Dans le cadre du programme d'action civique médicale intitulé MEDCAP, un médecin, des infirmiers et du personnel paramédical ont traité des personnes souffrant de douleurs dentaires, de diabète, de diarrhée et d'autres affections. L'événement s'inscrivait dans le cadre plus large de Flintlock 2014, un exercice militaire conduit dans la région du Sahel et axé sur les stratégies de lutte contre le terrorisme. Les événements MEDCAP se produisent fréquemment lors de tels exercices. Ils montrent aux civils que les militaires peuvent aussi être armés de stéthoscopes et de brassards de tensiomètre, pas seulement de canons.

Des femmes et des enfants dans le village de Gofat, au Niger, accompagnent de musique et de chants un service de consultations externes, le 27 février 2014. Le personnel médical a pris en charge 500 problèmes médicaux pendant cet événement d'une journée.

PERSONNEL D'*ADF*

EXERCICE FLINTLOCK 2014

PERSONNEL D'*ADF*

Depuis 2005, l'exercice Flintlock a contribué à développer les capacités des pays du Sahel à lutter contre le terrorisme et à collaborer à cet objectif, pour mieux les aider à protéger leurs populations civiles. En 2014, le Niger a accueilli l'exercice du 19 février au 9 mars, avec des entraînements à Niamey, Agadez, Tahoua et Diffa.

Plus de 1.000 soldats ont pris part à l'exercice. Pour l'Afrique, les participants étaient le Burkina Faso, le Tchad, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria et le Sénégal. Les participants occidentaux et européens étaient le Canada, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis.

« Votre présence illustre votre intérêt commun pour nos partenariats régionaux », a déclaré le colonel nigérien Mahamane Laminou Sani, coordinateur de pays pour l'exercice Flintlock, lors de la cérémonie d'ouverture. « En partageant les expériences, l'expertise et la camaraderie de tous les participants, nous partageons notre intérêt commun à œuvrer pour la stabilité dans la région. »

Les pays participants se sont entraînés au largage aérien de réapprovisionnement, aux techniques d'évacuation médicale, aux techniques utilisées dans les raids, les embuscades, les postes de contrôle et les fouilles, aux opérations civilo-militaires, et, sur le plan médical, ont fourni des services de consultations externes dans des villages reculés.

SCOTT NIELSEN / RELATIONS PUBLIQUES DE L'ETAT-MAJOR UNIFIE DES ETATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

Des soldats nigériens font le point sur leurs positions de patrouille et leurs responsabilités au cours de l'exercice Flintlock 2014 à Diffa, au Niger.

ILLUSTRATION D'*ADF*

L'exercice Flintlock de cette année, qui s'est déroulé dans tout le Niger à Niamey, Agadez, Tahoua et Diffa, a adopté une nouvelle approche. Les organisateurs ont noué des contacts avec des relais d'influence de tout le pays pour les familiariser avec l'exercice. Une telle initiative peut susciter de la bonne volonté et développer des relations pouvant valoriser les efforts déployés dans la lutte contre le terrorisme pour les années à venir.

Environ 20 relais d'influence de toute la région, y compris trois femmes, ont participé au MEDCAP de Gofat. La personnalité la plus en vue était Ibrahim Oumarou, le sultan de l'Aïr, dont l'influence s'exerce à travers une vaste portion du Niger et au-delà. Il est venu en compagnie de son escorte d'assistants, lesquels sont habilités à résoudre des problèmes dans tout le sultanat avant qu'ils ne remontent au sultan.

Ibrahim Oumarou a déclaré à *ADF* qu'il était satisfait de voir comment les armées occidentales étaient venues au Niger pour aider l'armée nationale à renforcer ses capacités. Il a indiqué que lui-même et d'autres civils se réjouissaient à l'idée de travailler avec l'armée pour veiller à ce que le pays demeure protégé contre toutes les menaces. Il a ajouté que la confiance entre l'armée et les civils s'était améliorée ces dernières années.

« En tant que chefs locaux, nous travaillerons. Nous ferons de notre mieux pour aller à la rencontre des habitants, dans tout endroit reculé, afin de leur faire savoir que nous ne recherchons qu'une seule chose, à savoir la paix dans les cœurs et dans les foyers de notre population », a-t-il déclaré.

UN NIGER ENCERCLÉ PAR LES MENACES TERRORISTES

Le Niger occupe un espace problématique dans cette région africaine du Sahel : il est encadré par le Mali à l'ouest, la Libye au nord et le Nigeria au sud. Des armes ont transité

Quelques données sur le NIGER

POPULATION : 17.466.172 *(estimation de juillet 2014)*
SUPERFICIE TOTALE : 1,267 million de kilomètres carrés
LANGUES : français *(langue officielle)*, hausa, djerma
GROUPES ETHNIQUES : Hausa 55,4 % ; Djerma Sonrai 21 % ; Touareg 9,3 % ; Peuhl 8,5 % ; Kanouri Manga 4,7 % ; Autres groupes 1,2 % *(recensement de 2001)*

Quelques données sur FLINTLOCK

NIAMEY : capitale du Niger, poste de commandement pour l'exercice Flintlock 14.

ENTRAÎNEMENT À TAHOUA : techniques de patrouille, opérations civilo-militaires, opérations de bouclage et de fouille, patrouilles montées, exercices à tir réel, postes de contrôle.

ENTRAÎNEMENT À AGADEZ : techniques de patrouille, raid et embuscade, évacuation des victimes, opérations civilo-militaires, exercices à tir réel, largages aériens.

ENTRAÎNEMENT À DIFFA : techniques de patrouille, opérations civilo-militaires, opérations de bouclage et de fouille, exercices à tir réel, patrouilles montées.

Sources : *CIA World Factbook* et État-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

dans cette région en provenance de la Libye de l'après Kadhafi. En outre, Boko Haram se livre à des incursions meurtrières à quelques kilomètres de la frontière du Niger. Ce dernier, tout comme le Mali, est pourvu d'un vaste territoire au nord de sa capitale, ce qui peut tenter les contrebandiers et les extrémistes violents cherchant à se livrer à leurs activités sans être repérés.

Le 23 mai 2013, des terroristes ont fait exploser deux camions piégés au Niger, l'un dans une base militaire à Agadez, l'autre dans une mine d'uranium exploitée par une société française à Arlit. Ces attentats suicide, dans lesquels ont péri leurs cinq auteurs, ont fait 21 victimes parmi les soldats. Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), une ramification d'Al-Qaida, en a revendiqué la responsabilité. L'activité du groupe dans le Nord du Mali nourrit les inquiétudes envers une violence venue d'ailleurs susceptible de se propager au Niger. Le gouvernement prend ces menaces au sérieux. En mars 2014, le Niger a rencontré les représentants du Bénin, du Cameroun, du Tchad et du Nigeria à Abuja, au Nigeria, pour examiner la création d'équipes de patrouille mixtes afin de sécuriser les frontières communes. En février, les ministres des Affaires étrangères des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest se sont réunis à Niamey afin de déterminer une réponse au terrorisme.

« Le Niger subit les impacts collatéraux des crises libyenne et malienne, et s'est très tôt investi dans la recherche des voies et moyens de sécurisation de ses frontières extracommunautaires à travers un partenariat qui garantit les droits de l'Homme et la libre circulation des personnes », a déclaré le ministre nigérien des Affaires étrangères Mohamed Bazoum lors de la réunion de l'Unité de fusion et de liaison.

La menace terroriste a été mise en évidence au moment même où l'exercice Flintlock se déroulait. Du jour au lendemain, les 24 et 25 février, les extrémistes de Boko Haram ont attaqué et ont incendié une école à Buni Yadi dans l'État de Yobe au Nigeria, qui a une frontière commune avec le Niger. Près de 60 élèves (tous des garçons) ont été soit abattus, soit brûlés vifs par les terroristes.

IMPLIQUER LES RELAIS D'INFLUENCE

De même que pour la plupart des exercices militaires à grande échelle, les mois précédant Flintlock ont comporté des initiatives visant à aller à la rencontre des civils au moyen d'affiches, de messages radios et de SMS. Toutefois, quelques mois avant que ne débute l'exercice, Mahamadou Issoufou, le président du Niger, a fait valoir auprès des organisateurs américains l'insuffisance des efforts engagés pour informer les civils de la nature de Flintlock et des raisons pour lesquelles le Niger l'organisait. En réponse, des officiers de haut rang nigériens et américains se sont réunis avec des commandants de régions militaires et gouverneurs nigériens, ainsi qu'avec

PERSONNEL D'*ADF*

Le colonel Dari Noma de l'armée nigérienne s'entretient avec Oumarou Ibrahim Oumarou, le sultan de l'Aïr, dans le village de Gofat, au cours d'un programme d'action civique médicale, le 27 février 2014. Durant l'exercice, les organisateurs ont insisté sur les relations réciproques nouées entre les militaires et les civils.

des chefs traditionnels à Agadez, Tahoua et Diffa, en vue d'expliquer l'exercice en français et en hausa.

Malgré tout, des inquiétudes subsistaient quant à la possibilité que le message n'ait pas suffisamment bien ciblé les chefs traditionnels. Aussi, les organisateurs ont fait venir des relais locaux de chaque région dans les trois sites de l'exercice. Ils ont choisi des relais locaux résidant à au moins deux heures de trajet de chaque site. Les relais ont passé trois nuits dans des hôtels avec repas et transports prévus. Ils ont assisté à une réunion d'information, ont observé l'entraînement dans les trois sites et ont assisté au MEDCAP dans leur région.

Cette initiative a répondu à deux objectifs importants. Les chefs traditionnels ont constaté que les responsables militaires nationaux et internationaux étaient disposés à la transparence au sujet de la mission Flintlock. Des deux

PERSONNEL D'*ADF*

PERSONNEL D'*ADF*

Des soldats nigériens pratiquent des exercices militaires à la base de Flintlock située à Agadez.

Un soldat nigérien (à droite) s'entretient avec des villageois faisant la queue pour obtenir une aide médicale au service de consultations externes, à Gofat.

côtés ont été nouées des relations qui pourraient aider l'armée nigérienne à compter sur les chefs traditionnels et tribaux pour être ses yeux et ses oreilles d'un bout à l'autre de ses vastes campagnes.

Le lieutenant-colonel américain Eric Kotouc, qui a participé à l'implication des relais d'influence à Agadez, a confirmé que l'initiative ne concernait pas seulement la promotion de l'exercice Flintlock. Il a indiqué qu'il s'agissait de renforcer « la réputation de l'armée et du gouvernement aux yeux de la population ».

« C'est l'occasion de réellement raconter l'histoire de ce qui est accompli : les armées acquièrent davantage de capacités et obtiennent une aide dans d'autres pays pour renforcer ces capacités, dans l'espoir que ces populations puissent avoir davantage confiance dans l'efficacité de leurs forces armées et dans la sécurité qu'elles apportent » a expliqué Eric Kotouc.

Les relais invités à Agadez ont rencontré des responsables, ont observé l'entraînement des soldats et ont assisté aux MEDCAP. Les relais ont affirmé aux responsables qu'ils voulaient faire connaître l'exercice Flintlock au sein de leurs tribus et de leurs villages mais aussi encourager la coopération avec l'armée.

COMMENT ÉTABLIR DES RELATIONS AVEC LES RELAIS D'INFLUENCE

Flintlock a offert une formation en salle de classe sur les opérations civilo-militaires, qui comportait l'engagement des relais d'influence. À Agadez, les soldats nigériens et mauritaniens ont appris à impliquer les relais mais aussi à établir un MEDCAP à grande échelle et, dans leur sillage, des MEDCAP plus restreints.

Les soldats ont appris que les opérations civilo-militaires peuvent être stratégiques, opérationnelles ou tactiques et aider à renforcer l'appui témoigné par les populations dans des zones favorables, neutres ou hostiles. L'engagement des relais d'influence est essentiel à l'efficacité des opérations civilo-militaires, et comporte un cycle d'étapes.

IDENTIFIER LES RELAIS D'INFLUENCE : trouver les personnes qui exercent de l'influence dans la région et déterminer le degré de cette influence, ainsi que la puissance des réseaux personnels et professionnels.
PRÉPARER L'ENVIRONNEMENT : comprendre les liens culturels, religieux et politiques caractérisant les habitants de la région, notamment les éventuelles alliances de type clanique ou personnelles. Avant de rencontrer les relais ou chefs locaux, élaborer une argumentation expliquant votre mission dans la région.
DÉTERMINER LES EFFETS ESCOMPTÉS : établir vos objectifs militaires dans une région donnée ainsi que la manière dont les civils peuvent contribuer à soutenir ces objectifs. Ceci inclut la détermination des besoins des relais d'influence et la manière dont l'armée peut contribuer à y répondre.
SE PRÉPARER : choisir un relais local en vue de l'inviter à participer aux actions de l'armée, et disposer d'un argumentaire. Avoir conscience des coutumes locales, telles que les attentes en matière d'échange de cadeaux, et désigner des photographes et des preneurs de notes, le cas échéant.
EXÉCUTER : faire preuve de respect et être patient. Il est essentiel de bien être à l'écoute. Se concentrer sur l'établissement d'un rapport avec les relais d'influence, et ne promettre que ce qui peut être réalisé. Essayer de favoriser des solutions d'inspiration locale pour résoudre des problèmes locaux, et conclure en clarifiant les accords.
RÉDIGER UN COMPTE-RENDU ET UN RAPPORT : écrire un rapport sur l'engagement des relais d'influence, et conserver un dossier des informations fournies par le relais d'influence, à utiliser dans les réunions de suivi.

PERSONNEL D'*ADF*

Un assistant médical nigérien contrôle les signes vitaux d'un patient au service de consultations externes, à Gofat.

IMPLIQUER DE NOUVEAU : cette étape est cruciale pour pérenniser les relations. Les soldats doivent trouver un moyen pour que les relais d'influence restent en contact entre les engagements, et suivre le cheminement et la protection des relais d'influence. En outre, ils doivent déterminer les actifs militaires qui peuvent être utilisés pour répondre aux préoccupations des relais d'influence.

LES CIVILS PEUVENT PARTICIPER À LA SÉCURITÉ

Le colonel Dari Noma, commandant de zone pour l'armée nigérienne qui inclut Agadez, a expliqué qu'il était crucial pour la sécurité de gagner les cœurs et les esprits des civils. « Afin de l'emporter sur tous les plans, vous devez bâtir un pont de confiance entre l'armée et la population civile. »

Les forces armées nigériennes ont constitué deux équipes pour l'engagement civilo-militaire, avec l'aide américaine. Le colonel Noma a indiqué que les équipes demandent aux civils ce dont ils ont besoin, déterminent s'ils ont suffisamment d'eau et vérifient que les besoins en matière d'éducation et de santé sont effectivement satisfaits. Ils demandent également si des éléments indésirables harcèlent la population. Ces solides relations s'avèrent payantes pour l'armée. Le colonel Noma a affirmé que ses forces recevaient de la part des relais de village des centaines d'informations par jour et que la communication avait été établie avec d'autres, y compris des instituteurs et des travailleurs sociaux. Ces relations constituent le fondement de la sécurité dans la région.

Akoli Algoumaret, le chef d'une communauté touareg de Ihugaan, à 160 kilomètres d'Agadez, paraissait très satisfait ce qu'il avait vu à Gofat et de la bonne volonté du Niger à collaborer avec des personnes comme lui. Il a indiqué que les civils pouvaient tenir l'armée informée des événements dans les diverses communautés locales. « En tant que relais d'influence, notre contribution est de donner à l'armée les informations correctes au sujet des éléments hostiles (leur situation, leur emplacement et tout le reste), a expliqué Akoli Algoumaret. Nous pouvons seulement aider l'armée à renforcer les relations entre civils et militaires. »

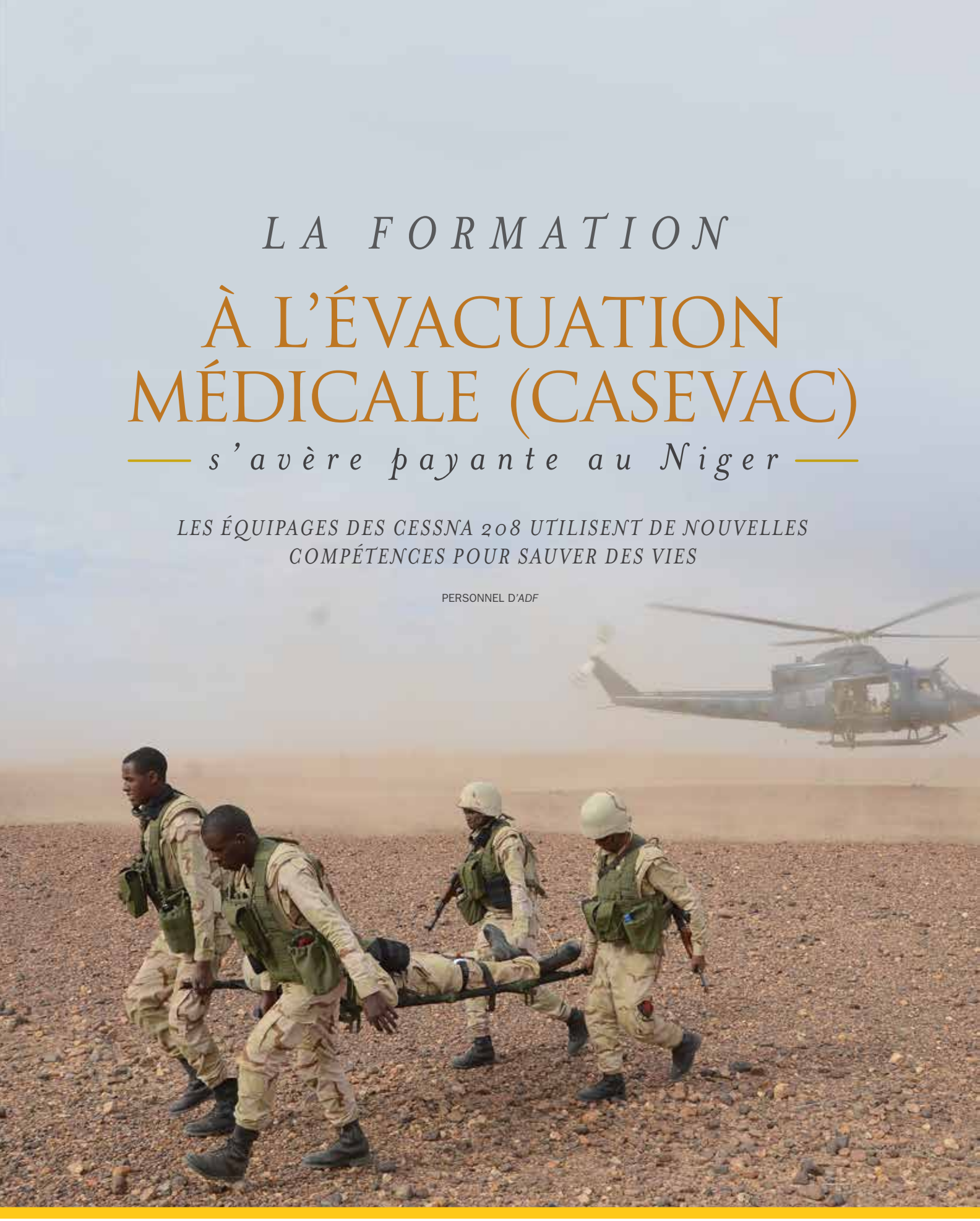
« La population est également très contente de ce type d'actions, a-t-il déclaré à propos du MEDCAP. Aujourd'hui, les gens voient la présence de l'armée nigérienne, en train d'accomplir ce genre de bonnes actions pour eux, également avec l'aide de leurs amis militaires présents ici. »

Goumar Issouf, du village d'Ingall, s'est rendu au service de consultations externes afin de recevoir un traitement pour des douleurs dentaires. Il était l'un des 520 patients consultés en moins de sept heures. Le service de consultations externes ainsi que la bonne volonté montrée par l'armée pour aider à le mettre en place l'ont réconforté. « Ils pouvaient le faire dans le centre ville, mais ils n'ont pas utilisé la grande ville, a constaté Goumar Issouf. Ils ont simplement utilisé le village pour venir en aide aux personnes qui en avaient réellement besoin. »

LA FORMATION À L'ÉVACUATION MÉDICALE (CASEVAC) s'avère payante au Niger

LES ÉQUIPAGES DES CESSNA 208 UTILISENT DE NOUVELLES COMPÉTENCES POUR SAUVER DES VIES

PERSONNEL D'*ADF*



SOLDAT SPÉCIALISTE TIMOTHY CLEGG/ARMÉE AMÉRICAINE

Le Festival annuel de l'Aïr à Iférouane, au Niger, a attiré les foules de l'ensemble de la région septentrionale du pays. Les participants à cet événement ont célébré la riche culture touareg par la musique, le chant et la danse.

Deux hommes en route pour le festival n'y sont jamais arrivés. Leur SUV a sauté sur une ancienne mine terrestre à environ 13 h, le 22 février. La déflagration a transpercé le SUV, dont l'un des deux occupants a perdu un pied dans l'explosion. L'autre occupant du véhicule a subi un traumatisme causé par l'impact.

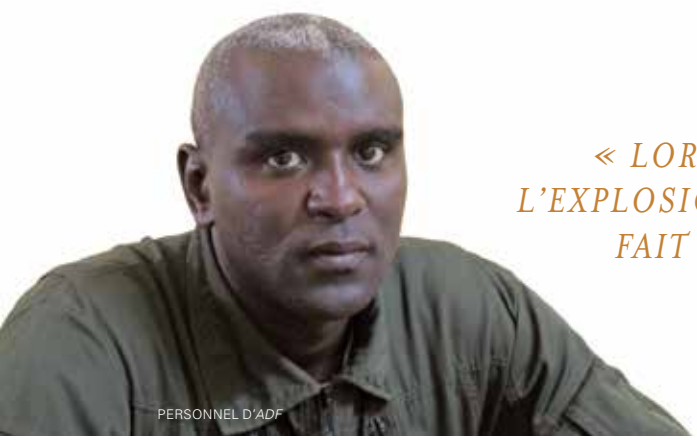
Heureusement, deux avions militaires de transport nigériens Cessna 208 se trouvaient sur une piste à proximité du festival. Certains de leurs membres d'équipage avaient suivi pendant plusieurs mois une formation intensive à l'évacuation médicale (CASEVAC) dans le cadre de la préparation à l'exercice Flintlock 2014. Leur formation, leur rapidité et leur aptitude à transporter les blessés en avion vers un hôpital d'Arlit pourraient bien avoir sauvé une vie.

Des soldats mauritaniens emportent un patient arrivant d'un hélicoptère, au cours d'une formation à l'évacuation médicale à Gofat, au Niger, pendant l'exercice Flintlock 2014.

« Lorsque nous avons entendu parler de ce qui s'était passé, de l'explosion, nous avons préparé le Cessna. Il est fait pour les évacuations médicales », a raconté le commandant Sidio Ka Ismael Ka, le pilote qui a ramené les deux patients à Arlit.

Généralement, le Cessna 208 peut transporter 10 personnes, y compris les membres de l'équipage. Toutefois, ces deux avions, don des États-Unis au Niger, peuvent chacun recevoir deux brancards, si les membres d'équipage enlèvent quelques sièges.

Une fois que les deux blessés ont été embarqués dans l'avion, le commandant Ka et les deux membres d'équipage se sont immédiatement mis au travail. Ils ont enlevé les sièges, attaché un brancard au moyen de sangles et suspendu un sac pour perfusion intraveineuse pour le blessé grave. L'un des deux mécaniciens navigants, le sergent-chef Ibrahim Moussa, a appliqué un garrot autour de la jambe du blessé pour arrêter l'hémorragie. Le second passager a été capable de rester assis en position verticale pendant les 30 minutes du vol. Le blessé grave a subi une intervention chirurgicale et a survécu.



PERSONNEL D'*ADF*

« LORSQUE NOUS AVONS ENTENDU PARLER DE L'EXPLOSION, NOUS AVONS PREPARÉ LE CESSNA. IL EST FAIT POUR LES ÉVACUATIONS MÉDICALES. »

Commandant Sidio Ka Ismael Ka, pilote

SOLDAT SPECIALISTE TIMOTHY CLEGG/ARMEE AMERICAINE

PERSONNEL D'*ADF*

Ci-dessus, les membres de l'équipe nigérienne d'évacuation médicale effectuent un parcours de développement de la confiance à Agadez, le 26 février 2014. La formation faisait partie de l'exercice Flintlock 2014.

Des soldats nigériens (à droite) préparent un brancard au cours de la formation à l'évacuation médicale.

Cette réaction réussie était l'aboutissement d'une formation qui a commencé en 2013. Les États-Unis ont formé environ 30 personnes, notamment des médecins, des infirmiers, des intervenants en situation d'urgence et des membres d'équipage. Les Nigériens ont appris à piloter les Cessna 208 et reçu une formation médicale. Ils ont appris le rassemblement au sol pour le transport et la mise en place des équipements médicaux sur l'avion. D'août à décembre 2013, chacun des trois sessions a offert aux stagiaires de 60 à 80 heures de formation et 20 heures de vol. Les Nigériens forment à présent leurs propres équipages, membres du personnel médical et sapeurs-pompiers.

Les équipages se sont entraînés en vol de jour et en vol de nuit. Vers la fin 2013 et le début de l'année 2014, les Nigériens ont validé les compétences qu'ils avaient acquises au moyen d'une série de simulations d'exercices d'évacuation des blessés. Ils ont également suivi une formation au commandement et au contrôle. Le lieutenant-colonel Alvin Scott de l'U.S. Air Force Special Operations Command (Haut Commandement des Opérations spéciales de l'Armée de l'Air des États-Unis) a déclaré que l'objectif était d'institutionnaliser les capacités du Niger sur le plan de l'évacuation médicale.

« La formation que nous avons suivie a développé d'exceptionnelles compétences tactiques à l'arrière de l'appareil. Toutefois, nous sommes encore en train de mettre au point et de travailler sur les documents d'orientation au niveau national qui doivent voir le jour pour s'assurer que le programme sera viable à long terme », a expliqué le lieutenant-colonel Alvin Scott.

Les capacités en matière d'évacuation médicale présentent de multiples avantages pour le Niger. En février 2014, l'un des équipages de Cessna a récupéré un soldat qui avait été blessé dans une zone reculée à environ deux heures de vol au nord-est d'Agadez. Ils l'ont transporté à Niamey. Une telle aide est de nature à rehausser le moral parce qu'elle montre aux militaires que le gouvernement national a la volonté et les capacités de s'occuper des siens.

Pendant la même mission, l'avion a récupéré une femme enceinte atteinte de paludisme, démontrant ainsi qu'il est également possible d'aider les civils. Ultérieurement, cette capacité pourrait devenir une source de revenu pour le pays. Par exemple, si une entreprise étrangère exerçant une activité au Niger a besoin de transporter ses employés dans des hôpitaux ou de les évacuer de sites dangereux, les Cessna et les équipages formés sont disponibles.

Divers éléments de la formation à l'évacuation médicale ont été abordés tout au long de l'exercice Flintlock. À Agadez, les Nigériens ont pratiqué le transport de brancards remplis de sacs de sable sur des buttes de terre représentant des obstacles. Pendant un service de consultations externes dans le village de Gofat, des Mauritaniens et des Nigériens ont pratiqué le transport des patients jusqu'aux hélicoptères et depuis les hélicoptères mais aussi se sont efforcés de mettre en place une coopération multinationale.

Le Dr Cheikh Aboubacar, chirurgien en chef dans l'armée de l'air nigérienne, à Niamey, a observé les militaires pratiquer le maniement des brancards à Agadez. Il a dit qu'il était satisfait de la manière dont la formation a contribué à renforcer les capacités des Nigériens en matière d'évacuation médicale.

« Je pense que cette formation nous procure certaines capacités de prendre en charge tout d'abord la totalité de nos soldats, puis d'autres blessés qui ont besoin d'avoir accès à l'évacuation médicale dans l'ensemble du Niger. »

ALLIÉS

De tous les jours

UN COLONEL NIGÉRIEN SOULIGNE L'IMPORTANCE DE L'AIDE DES CIVILS DANS LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME

PERSONNEL D'*ADF*

LE COLONEL MAHAMANE LAMINOU SANI est directeur du renseignement militaire des forces armées nigériennes (FAN) à Niamey, au Niger. Il a coordonné les activités militaires et civiles de l'exercice Flintlock 2014, qui s'est tenu à quatre endroits au Niger. Le colonel Sani a accordé un entretien à *ADF* le 1er mars 2014. L'entretien a été mené en anglais et a été revu et abrégé pour plus de clarté.

Le colonel Mahamane Laminou Sani, directeur du renseignement militaire des Forces armées nigériennes, prend la parole à la cérémonie d'ouverture de l'Exercice Flintlock 2014 à Niamey, au Niger

SERGENT DE 1E CLASSE JESSICA INIGO/ARMÉE AMÉRICAINE

Le colonel Mahamane Laminou Sani, directeur du renseignement militaire des Forces armées nigériennes, s'entretien avec *ADF* à l'hôtel Gaweye à Niamey, au Niger, le 1er mars 2014.

SERGENT DE 1E CLASSE JESSICA INIGO/ARMÉE AMÉRICAINE

ADF : ***quels ont été les moments forts de l'Exercice Flintlock 2014 ?***

Colonel Sani : les relations avec d'autres pays, les interactions et la coordination de la planification de l'opération. La deuxième chose est la participation de l'armée afin d'aider les civils, à la fois sur le plan sanitaire et dans d'autres domaines. Il y a aussi la communication, la manière dont nous communiquons jusqu'à présent, depuis le début jusqu'à aujourd'hui. C'est la chose la plus importante que j'ai vue. Beaucoup de gens disaient que Flintlock était un prétexte pour créer des bases militaires américaines ou européennes. Maintenant, ils ont compris que ce n'était qu'un simple exercice.

ADF : ***les organisateurs de Flintlock ont constaté qu'il était très important d'atteindre les relais d'influence dans les diverses communautés. Pourquoi cette décision a-t-elle été prise ?***

Colonel Sani : vous savez, si vous voulez faire quelque chose dans notre société, vous devez passer par ces relais d'influence (leaders d'opinion, chefs religieux, chefs traditionnels). Si vous voulez relayer l'information, il vaut mieux passer par eux.

ADF : ***il semble que le Niger ait réussi à engager le dialogue avec ses populations du Nord, qui comprennent aussi une large population touareg. Comment le Niger s'y est-il pris ?***

Colonel Sani : nous avons connu une insurrection en 1990, puis une autre en 2007. Lorsque nous avons signé notre accord de paix, ils ont dit : « D'accord, mais nous voulons contrôler notre région. » Nous leur avons précisé que le Nord du Niger faisait partie du Niger. Tous les citoyens doivent pouvoir y aller et y travailler ; de même, vous devez descendre et travailler comme tout autre citoyen. Les principaux dirigeants de la rébellion ont demandé à être officiers supérieurs. Nous leur avons dit que tous nos officiers avaient été à l'école militaire pour parvenir au niveau où ils étaient aujourd'hui. Si vous voulez être officier, vous devez aller à l'école militaire. En 2007, nous avons eu une nouvelle rébellion parce que nous avons été un peu durs. Nous essayions de contrôler le Nord. Quand un convoi de camions essayait de traverser la frontière, nous intervenions. Toutefois, cette rébellion a été vraiment bien contrôlée. Nous connaissions tous les principaux dirigeants. Grâce à nos services de renseignement, nous les avons tous trouvés et vaincus. Il n'y

a eu ni négociation, ni accord de paix. Au Niger, nos soldats sont déployés partout dans le Nord. Ce n'est pas parce que vous êtes touareg que vous allez y être affecté. Si vous êtes touareg, vous pouvez être affecté partout au Niger. Tout citoyen qui se trouve dans l'armée, dans la police ou dans toute autre institution peut être affecté partout, même dans le Nord.

ADF : ***comment votre armée ou toute autre armée collabore-t-elle avec les populations civiles pour lutter contre le terrorisme ?***

Colonel Sani : le terrorisme est une menace transnationale. Un pays ne peut pas affronter le terrorisme seul. Vous devez faire intervenir d'autres partenaires. C'est la première chose à faire. Je peux citer un exemple au Niger. Si nous traquons ou poursuivons un groupe de terroristes jusqu'à la frontière avec le Mali, nous devons coordonner nos actions avec l'armée malienne pour les intercepter. Dans la zone civile, entre le Mali et le Niger, il y a la même population. Qui plus est, ces personnes appartiennent aux mêmes familles. Il y a des gens de Tahoua, près de la frontière malienne qui traversent la frontière pour aller voir leur famille au Mali. Si vous voulez atteindre la population, il faut utiliser ses principaux chefs dans la région, car ils peuvent relayer l'information. La plupart des principaux chefs au Niger sont liés aux principaux chefs au Mali. L'armée doit essayer de réduire la vulnérabilité de notre population. Les gens ont besoin de médicaments et de certaines infrastructures, parce que parfois l'argument utilisé par les terroristes est de dire : « Vous voyez, le gouvernement ne fait rien pour vous. Nous sommes ici pour Dieu, et nous pouvons vous aider. Nous sommes tous musulmans. Alors, ne vous occupez pas du gouvernement. Nous allons vous aider. » Donc, si nous résolvons ce genre de situation, les gens seront moins vulnérables et ne seront pas tentés par des activités terroristes.

ADF : ***comment évaluez-vous l'efficacité du Niger à impliquer sa population dans la lutte contre le terrorisme ? Où en êtes-vous aujourd'hui et quel chemin vous reste-t-il à parcourir pour parvenir à un niveau satisfaisant ?***

Colonel Sani : la question du terrorisme est double. D'un côté, vous avez la violence et, de l'autre, la volonté et la croyance. En général, les gens pensent que, si vous réduisez la violence, vous gagnez. Or, le plus important est de réduire cette croyance et cette volonté. Si vous y arrivez, la violence s'éradique facilement. Autrefois, les gens ne savaient pas ce qu'était le terrorisme. Ils en entendaient parler à la télévision. Ça se passait ailleurs.

Ce n'est qu'après les attaques d'Agadez et d'Arlit que la population a réalisé combien le terrorisme est un grave problème. Autrefois, seuls les responsables de la sécurité s'en occupaient. Ils étaient conscients de la réalité du terrorisme. Aujourd'hui, les gens sont vraiment conscients. Ils savent réellement ce que c'est. Avec Flintlock, nous avons réussi à impliquer à la fois les responsables de la sécurité et les civils. En outre, la participation de la population s'est accrue.

[NOTE DU RÉDACTEUR : deux attentats-suicides ont visé la base militaire d'Agadez et une mine d'uranium à Arlit en mai 2013, faisant 21 morts parmi les soldats. Les attentats ont été revendiqués par le Mouvement pour l'Unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest.]

ADF : ***il aura fallu les attentats terroristes à Agadez et Arlit pour que les gens se rendent compte du problème ?***

Colonel Sani : ils étaient conscients du problème dans le passé, mais à un moindre niveau. Toutefois, depuis les attentats d'Agadez et d'Arlit, ils ont compris que la question était grave.

ADF : ***et cela les a incités à agir.***

Colonel Sani : Oui. Je leur disais auparavant que s'ils entendaient parler d'un attentat à la bombe ailleurs, cela pouvait aussi arriver ici. Ils me traitaient de fou et me demandaient comment cela pourrait arriver ici. Pourtant, c'est bien arrivé. ❑

« JE LEUR DISAIS AUPARAVANT QUE S'ILS ENTENDAIENT PARLER D'UN ATTENTAT À LA BOMBE AILLEURS, CELA POUVAIT AUSSI ARRIVER ICI. ILS ME TRAITAIENT DE FOU ET ME DEMANDAIENT COMMENT CELA POURRAIT ARRIVER ICI. POURTANT, C'EST BIEN ARRIVÉ. »

EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Les Enfants sont Victimes de la Crise

PERSONNEL D'*ADF*

Un jeune garçon, assis sur un tabouret, fixe le tableau et écrit dans son cahier. Sa classe se tient sous le porche d'une maison construite au temps de la colonisation à Bangui, en République Centrafricaine (RCA). Dans son école de fortune, il est mieux loti que beaucoup d'autres enfants du pays. Alors que des centaines de milliers de gens ont fui leur foyer depuis l'expansion des troubles à tout le pays, l'éducation en subit les conséquences.

La RCA est secouée par les troubles depuis décembre 2012, lorsque des rebelles ont envahi les régions du Nord et du Centre. Depuis l'arrivée au pouvoir de Michel Djotodia, à la faveur d'un coup d'État en mars 2013, le pays a connu un « effondrement total de l'ordre public », selon le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon.

Entre temps, Catherine Samba-Panza a repris les rênes du pays en tant que présidente de la transition et la France a accru ses forces sur place de 1.600 hommes, dans l'espoir d'arrêter la violence sectaire. Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) a affirmé que le nombre de personnes déplacées avait diminué ces derniers temps. Or, en mars 2014, il y avait encore 190.000 réfugiés dans 57 camps autour de Bangui. Des centaines d'autres ont fui vers le Cameroun, le Tchad, la République démocratique du Congo et la République du Congo.

À la fin de l'année 2013, 70 pour cent des enfants de RCA n'étaient toujours pas retournés à l'école depuis le début du conflit, selon l'UNICEF. Les deux tiers des écoles avaient été saccagées, endommagées ou occupées. « L'école est supposée être un lieu d'enseignement et d'apprentissage. Cependant, dans certaines régions, il n'y a plus rien », a déclaré Souleymane Diabaté, représentant de l'UNICEF en RCA. « Sans enseignants, pupitres, ni manuels, comment un enfant peut-il apprendre ? »

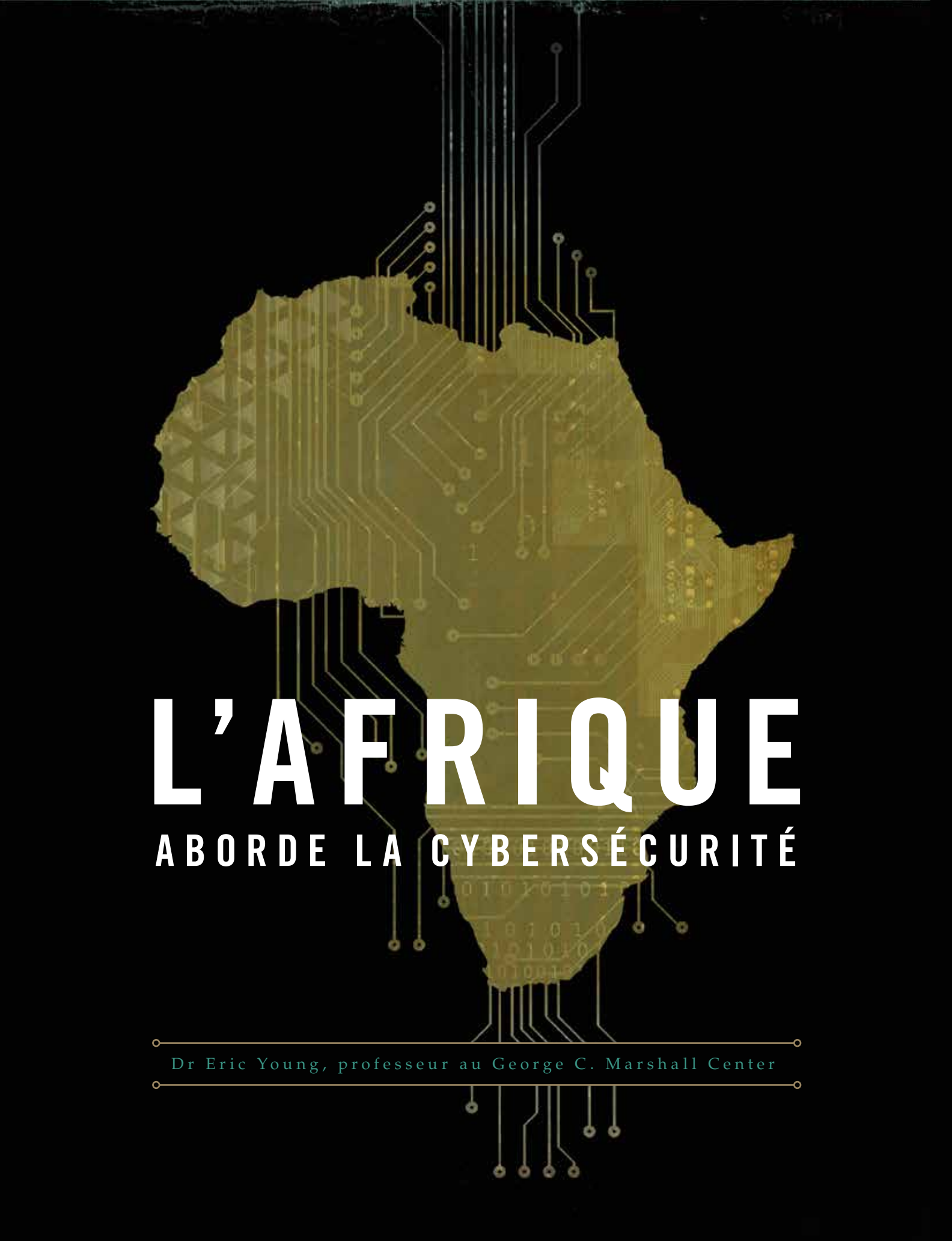
L'UNICEF et d'autres organisations non gouvernementales ont œuvré avec le ministère centrafricain de l'Éducation pour que plus de 1.300 enseignants du primaire et 170.000 élèves retournent dans leurs écoles à la fin de l'année 2013.

Petula Bokandi, âgée de 17 ans, a passé plus d'un mois dans le camp Boy-Rabe pour personnes déplacées internes, qui se trouve à l'extérieur de Bangui. Elle a expliqué que la vie était dure pour les enfants dans le camp où sévit le paludisme, où les gens dorment sur des nattes par terre et où il n'y a pratiquement pas de couvertures ni de moustiquaires.

Mi-janvier 2014, Petula Bokandi est retournée chez elle dans le quartier de Gobongo. Sa chambre, qu'elle partage avec ses trois sœurs, sert aussi de cuisine. Elle se lève tous les matins à 5 h, fait le ménage et s'occupe du jardin. « J'ai quitté le camp parce qu'il y avait moins de violence dans mon quartier, a-t-elle confié à l'UNICEF. La situation ici est plus calme. Vous dormez bien dans un lit, sous une couverture et une moustiquaire. Là-bas, il n'y a rien de tout cela. Ici, à la maison, c'est moins difficile. »

La violence sépare les enfants de leurs familles, de leurs communautés et de leurs écoles. Il y a aussi la menace de maladies et du recrutement par les groupes armés. Dans les camps comme Boy-Rabe, l'UNICEF construit des écoles temporaires. Or, en dehors des camps, l'éducation est paralysée. Il n'y a pas d'écoles parce que les enseignants ne viennent pas dans cette région et ne sont pas payés. Toutefois, cela n'empêche pas Petula Bokandi de rêver de devenir un jour banquière.

« Nous devons arrêter de nous battre entre nous, a déclaré Petula Bokandi. Nous devons déposer les armes. La paix doit revenir afin que nous puissions retourner au travail et à l'école. »



L'AFRIQUE
ABORDE LA CYBERSÉCURITÉ

Dr Eric Young, professeur au George C. Marshall Center

LA RÉVOLUTION ÉLECTRONIQUE APPORTE UN CHANGEMENT RAPIDE AU CONTINENT, EN BIEN ET EN MAL

Au fur et à mesure que la révolution électronique déferle sur l'Afrique, la cybersécurité devient un défi majeur émergent.

En Afrique, la pénétration d'Internet et la croissance dans le cyberespace sont plus rapides que dans tout autre continent. En effet, l'Afrique est en train de combler le fossé numérique mondial. Sa révolution électronique développe les économies, change les structures sociales et bouleverse les systèmes politiques.

Les éleveurs masaï du Kenya peuvent désormais vérifier les prix du marché pour leur bétail sur des téléphones portables. Les nouveaux câbles sous-marins à fibre optique de l'Afrique, qui permettent l'accès à Internet haut débit, entraînent un essor entrepreneurial au Kenya et au Ghana. Le programme Vision 2020 du Rwanda est centré sur une économie entraînée par la jeunesse et fondée sur la connaissance. Le gouvernement nigérian a lancé le « Single Window Trade Portal » (portail à guichet unique pour le commerce), afin d'améliorer le commerce et de standardiser les services.

Parallèlement à une croissance et à un changement spectaculaires, apparaissent les défis et les menaces contre la sécurité, depuis la cybercriminalité et le vol de propriété intellectuelle jusqu'à l'espionnage et d'autres cyberattaques. Pour s'assurer que l'Afrique bénéficie pleinement de la révolution électronique, les gouvernements doivent prendre au sérieux la cybersécurité.

Différentes couches de solutions voient le jour. L'Europe, l'Asie, les États-Unis et, évidemment, tous les professionnels de la sécurité peuvent tirer des enseignements de l'approche de l'Afrique à l'égard de la cybersécurité.

Onze systèmes de câbles sous-marins en fibre optique ont été mis en place grâce à des investissements internationaux et locaux au cours des dernières années. Ceci a procuré une connectivité à haut débit, plus rapide et meilleur marché. La croissance économique, l'urbanisation et la croissance rapide de la population jeune ont emboîté le pas et créé de nouvelles opportunités économiques. Des cybercafés se sont ouverts dans une Somalie déchirée par la guerre. Des ingénieurs au Kenya, au Rwanda et en Afrique du Sud élaborent de nouveaux logiciels pour les marchés du monde entier. Enfin, de l'Algérie au Zimbabwe, le commerce électronique est en plein essor.

Les chiffres sont impressionnants. Six des dix économies mondiales à la croissance la plus rapide se trouvent en Afrique subsaharienne, qui a créé le deuxième marché de la téléphonie mobile le plus important au monde.

Il se vend quatre fois plus de smartphones que d'ordinateurs en Afrique. Par ailleurs, d'après les estimations, d'ici à 2016 un milliard de téléphones portables seront utilisés dans le continent. Le taux d'utilisation d'Internet mobile en Afrique est parmi les plus élevés du monde. La croissance annuelle de l'utilisation des médias sociaux, tels que Facebook et Twitter, dépasse 150 pour cent. Plus de 90 pôles technologiques, laboratoires d'innovation et incubateurs Internet sont implantés dans une vingtaine de pays africains.

L'impact politique a été également important. La plateforme logicielle Ushahidi a fait son apparition dans le sillage des violences postélectorales qu'a connues le Kenya en 2008. Elle permet aux internautes de définir collectivement une intervention en cas de crise. @GhanaDecides a mené une action éducative auprès des électeurs avant les élections de 2012, et les médias sociaux ont joué un rôle dans le Printemps arabe de 2010 en Afrique du Nord.

OBSTACLES À LA CROISSANCE

Malgré une croissance robuste, la révolution électronique de l'Afrique est confrontée à plusieurs défis :

- L'accès à la connectivité haut débit demeure inégal et est axé principalement sur les pays anglophones et les concentrations urbaines du littoral.
- L'Afrique reste un « dépotoir » pour les appareils portables et les ordinateurs personnels de deuxième génération d'occasion. Ces appareils sont plus vulnérables aux cyberattaques.
- Environ 80 pour cent des ordinateurs personnels en Afrique sont déjà infectés par des virus et d'autres logiciels malveillants.
- Certains ont utilisé la téléphonie mobile pour préconiser la violence. En outre, des États se sont servis du contrôle qu'ils exercent sur l'accès à Internet pour restreindre les libertés et les droits de l'homme.

Pourtant, tout bien considéré, de la sécurité alimentaire à l'accès aux soins de santé, et des opportunités d'emploi aux libertés démocratiques, toutes les facettes de la vie en Afrique ont bénéficié de la révolution

Des ouvriers trient des ordinateurs mis au rebut, dans des installations de l'entreprise East African Compliant Recycling, près de Nairobi, au Kenya.

REUTERS

électronique.

MENACES PESANT SUR LA RÉVOLUTION ÉLECTRONIQUE DE L'AFRIQUE

À ce jour, l'Afrique a vécu une lune de miel avec Internet. La plupart des cyberattaques ont été limitées et rudimentaires. La cybercriminalité est devenue locale et courante. En Ouganda, elle est appelée bafere et, au Ghana, sakawa. Les criminels utilisent généralement des logiciels malveillants commercialisés, le phishing (ou hameçonnage) ou des formes d'escroquerie basée sur une demande d'avance de fonds par courriel, appelées communément arnaques nigérianes 419 ou familièrement yahoo-yahoo. Le grand public est rapidement devenu victime d'attaques. Or, récemment, ces attaques ont eu des incidences économiques majeures.

La cybercriminalité s'est développée parallèlement à une connectivité plus abordable et à l'essor du commerce électronique. La croissance des télécommunications cellulaires va de pair avec l'augmentation des cyberattaques sur les smartphones. En 2012, l'Afrique du Sud, le marché du commerce électronique le plus avancé du continent, est également devenue le deuxième pays le plus ciblé dans les attaques de phishing.

En octobre 2013, une variante du logiciel malveillant

LES CLUSTERS TECHNOLOGIQUES FONT LEUR APPARITION DANS TOUTE L'AFRIQUE

PERSONNEL D'*ADF*

La croissance technologique de l'Afrique ne concerne pas seulement le cyberespace. Elle prend également racine dans certaines des plus grandes villes du continent. Les promoteurs immobiliers comprennent l'importance de regrouper les entreprises dans des « clusters technologiques » en vue d'en accroître au maximum l'efficacité et l'innovation.

Les clusters consistent en des entreprises imbriquées qui mettent en commun certains éléments, comme la réserve de personnel qualifié, les fournisseurs spécialisés et les connaissances. Dans les clusters, les entreprises collaborent et sont en concurrence. D'une certaine manière, elles dépendent les unes des autres, selon le South African LED Network (réseau sud-africain de développement économique local). Elles espèrent que le prochain géant technologique, à l'instar de Google ou Facebook, naîtra de ces clusters, parfois appelés « cybervilles ».

Récemment, les clusters technologiques se sont développés dans l'ensemble du continent. D'autres en sont au stade de la planification. Voici une liste des clusters les plus en vue en activité ou en construction :

1. ALGÉRIE - Cyberparc de Sidi Abdallah. Ce centre de hautes technologies comporte notamment des espaces de recherche et des laboratoires implantés sur plus de 100 hectares. Il comprend également deux hôtels, des commerces et d'autres équipements. Lorsque le centre était en construction en 2006, le ministre algérien des Technologies Boudjemaa Haichour a déclaré à Magharebia.com que le but était de stimuler l'activité technologique, de fournir un soutien opérationnel aux entreprises nationales et d'accélérer l'emploi des ordinateurs dans les petites et moyennes entreprises. Ses activités comprennent la fabrication et l'assemblage de composants électroniques ainsi que la mise au point de logiciels.

2. ÉGYPTE - Smart Village Cairo. Il s'agit du premier cluster et parc d'entreprises entièrement opérationnel de l'Égypte consacré aux technologies de l'information. Sur 3 millions de mètres carrés, il accueille des sociétés multinationales ainsi que des organisations gouvernementales, financières et éducatives. Parmi les entreprises participantes, se trouvent des géants technologiques, tels que Microsoft, IBM et InfoBlink, mais aussi une entreprise technologique basée au Caire fabricant des logiciels de gestion des flottes de véhicules, du transport terrestre et de la main-d'œuvre mobile.

3. GHANA - Hope City. Ce centre technologique du Ghana, d'une valeur de 10 milliards de dollars et projeté pour Accra, sera composé du plus haut bâtiment de l'Afrique, s'élevant à 270 mètres au milieu de six tours. Il comprendra une université des technologies de l'information, une zone résidentielle et un hôpital, ainsi que des équipements sociaux et sportifs. « Ceci nous permettra de disposer de la plus grande installation d'assemblage au monde pour la fabrication de divers produits à hauteur de plus d'un million par jour », a déclaré à la BBC Roland Agambire, directeur du géant technologique ghanéen RLG Communication. Une fois achevé, le parc technologique pourrait accueillir 25.000 résidents et fournir 50.000 emplois.

4. KENYA - Konza Technology City. Lancé en 2013, ce projet immobilier se situe à 60 kilomètres de Nairobi. Sa première phase, dont l'achèvement est prévu en 2017, comprend un complexe de 1,5 million de mètres carrés sur 162 hectares. Une fois terminé, il devrait attirer 30.000 résidents et 16.700 employés. Konza aura quatre secteurs prioritaires, à savoir l'éducation, les sciences de la vie, l'industrie des télécommunications, l'externalisation des processus métier et l'externalisation des technologies de l'information.

Dexter a coûté aux banques sud-africaines des millions de dollars lorsqu'il a été infiltré dans les terminaux de points de vente de chaînes de restauration rapide. De 2010 à 2012, le Nigeria a enregistré une augmentation de 60 pour cent des attaques contre les sites Internet du gouvernement, lesquelles ont affecté la Banque centrale du Nigeria, le ministère de la Science et de la Technologie, ainsi que la Commission des crimes économiques et financiers. Ce ne sont que quelques exemples parmi des dizaines d'incidents signalés.

Il est difficile de chiffrer les coûts associés au vol de la propriété intellectuelle, à l'espionnage, à la cybersécurité, aux opportunités et à la réputation qui sont engendrés par des activités malveillantes. Comme l'ont observé la société de logiciels de sécurité McAfee et le Centre d'études stratégiques internationales, les répercussions économiques du vol de la propriété intellectuelle est probablement bien plus élevé que le coût de la cybercriminalité.

Au fur et à mesure que cette révolution électronique évoluera, l'Afrique assistera à un essor de la propriété intellectuelle. Par conséquent, le vol de la propriété intellectuelle et d'informations commerciales sensibles s'accroîtra probablement. Par ailleurs, même si l'Afrique (hormis l'Afrique du Sud) n'est probablement pas une cible importante de l'espionnage en ligne, la menace est réelle.

Il est également probable que certains États développeront des capacités offensives, déséquilibrant davantage le rapport des capacités militaires entre pays riches et pays pauvres. Aucune information publique disponible ne révèle qu'un État africain ou un acteur non étatique aurait réalisé avec succès une cyberattaque offensive. Cependant, la présence dans les médias sociaux et en ligne de groupes terroristes, tels qu'Al-Shebab en Somalie, démontre avec quelle facilité et quelle rentabilité les acteurs non étatiques peuvent utiliser de manière particulièrement efficace le cyberespace. Par ailleurs, la cybercriminalité étant un problème transnational, les pays africains et leurs citoyens demeurent vulnérables à des attaques provenant du monde entier.

COUCHES DE SOLUTIONS

Outre les menaces, l'Afrique est confrontée à des difficultés affectant le traitement de la cybercriminalité. D'une part, les gouvernements africains ont des capacités limitées pour adopter une législation et l'appliquer. Au Kenya, par exemple, moins de 50 pour cent des cybercrimes

5. MAURICE - Ébène Cyber City. Élaboré par une filiale de Business Parks of Mauritius Ltd., qui en est propriétaire, Ébène Cyber City consiste en deux « cybertours » de 44.000 mètres carrés et 16.000 mètres carrés, respectivement. Lorsque la construction a commencé en 2001, ce projet immobilier était présenté comme un centre de technologies de l'information et d'initiative visant à relier les marchés asiatiques et africains, d'après le site 1st2tech.com. Ébène accueille AfriNIC, le registre régional d'adresses IP desservant l'Afrique, ainsi que d'autre entreprises spécialisés dans les technologies de l'information.

6. MAROC - Technopark, Casablanca. Technopark, un partenariat public-privé, a été créé pour développer les technologies de l'information et des communications ainsi que les technologies vertes. Technopark consiste en 230 jeunes pousses et petites et moyennes entreprises employant 1.500 personnes. Technopark a ouvert à Rabat en 2012 et projette d'ouvrir à Tanger vers la fin 2014. Omar Balafrej, directeur général de la société Moroccan Information Technopark Co., a indiqué à Magharebia.com que des plans d'expansion étaient également prévus à Oujda, Marrakech, Agadir et Fès.

7. AFRIQUE DU SUD - Technopark Stellenbosch. Ce cluster de 289 entreprises représentant 33 industries accueille les secteurs de la communication, de l'ingénierie, d'Internet, des logiciels et de la technologie. La construction sur le parc a commencé en 1987.

L'AFRIQUE ET L'ÂGE TECHNOLOGIQUE

En Afrique, la pénétration d'Internet est plus rapide que dans tout autre continent, en partie du fait des nouveaux câbles sous-marins à fibre optique. Cette connectivité rapide et bon marché a stimulé la croissance économique et l'urbanisation. Plusieurs pays africains ont ouvert des « clusters technologiques », à savoir des groupes d'entreprises qui collaborent et mettent des ressources en commun. Certains des clusters les plus en vue sont décrits sur la gauche.

ILLUSTRATION D'*ADF*

SEULES L'AFRIQUE DU SUD ET L'ÉGYPTE DISPOSENT D'UN NOMBRE IMPORTANT D'EXPERTS DE LA CYBERSÉCURITÉ AYANT REÇU UNE FORMATION.

aboutissent à une condamnation. Les gouvernements ont récemment commencé à financer la cybersécurité. Ils manquent donc de spécialistes des technologies de l'information et de la cybersécurité. Les lois et les règlements concernant les fournisseurs de téléphones portables et d'accès à Internet en sont encore à leurs balbutiements. En outre, l'application de la loi peut s'avérer laxiste. La corruption est souvent endémique et gagne le domaine du cyberespace.

Les États-Unis et l'Europe n'offrent pas d'exemples particulièrement bons à suivre. Ils sont fortement dépendants du secteur privé de la sécurité des technologies de l'information et sont souvent à la traîne en matière de lutte contre la cybercriminalité. À l'échelle internationale, il n'existe aucun référentiel central des connaissances, des expertises ou des formations dans le domaine du cyberespace. Des solutions spécifiques à l'Afrique sont rarement présentées.

Pourtant, plusieurs couches de solutions ont fait leur apparition en Afrique, depuis la sensibilisation accrue à la cybercriminalité jusqu'à la création d'équipes d'intervention en cas d'urgence informatique (computer emergency response teams ou CERT) mais aussi depuis les stratégies nationales de lutte contre la cybercriminalité jusqu'à la collaboration internationale. Toutes ces initiatives seront nécessaires pour s'assurer que la révolution électronique continuera en Afrique.

La sensibilisation à la cybercriminalité au moyen de l'éducation et de la formation est cruciale en Afrique. Il faut sensibiliser le public et les entreprises. Chose encore plus importante, les législateurs doivent être informés des menaces et des opportunités liées à la cybersécurité.

Seules l'Afrique du Sud et l'Égypte disposent d'un nombre important d'experts de la cybersécurité ayant reçu une formation. Ces dernières années, quelques pays ont adopté des lois liées à la cybersécurité, à la cybercriminalité et à la protection des données. Or, nombres d'entre elles sont déjà dépassées, et d'autres pays essaient de combler leur retard. Beaucoup exigent l'enregistrement de la carte SIM, en partie, pour mieux contrôler les actes criminels commis sur les téléphones portables. À tous les niveaux et dans l'ensemble des organes gouvernementaux, une expertise sur les problèmes de cybercriminalité est nécessaire. Une étape positive a été franchie

DES ÉQUIPES DE PRÉPARATION S'EFFORCENT DE SÉCURISER INTERNET

PERSONNEL D'ADF

En 2013, Symantec, une entreprise spécialisée dans la sécurité sur Internet, a conclu que plus de 552 millions d'identités était exposées du fait d'infractions à la sécurité, que les attaques basées sur Internet étaient en augmentation de 23 pour cent et qu'un site Internet légitime sur huit présentait une « vulnérabilité critique ».

L'Afrique peut être particulièrement vulnérable, compte tenu du fait que son infrastructure informatique et Internet est encore en cours de développement. En 2013, 73 pour cent des utilisateurs d'Internet sud-africains étaient affectés par la cybercriminalité, selon Symantec. Ce phénomène coûte à l'économie sud-africaine environ 300 millions de dollars. Un plan visant à assurer la sécurité sur Internet est essentiel. C'est dans ce contexte qu'apparaît AfricaCERT.

Le sigle CERT signifie « Computer Emergency Readiness Team » (équipe de préparation aux urgences informatiques). Elle a été créée en 1988 en tant que projet de la Defense Advanced Research Projects Agency (agence pour les projets de recherche avancée de défense), une agence indépendante au sein du Département de la Défense des États-Unis. Aujourd'hui, elle se consacre aux incidents relatifs à la sécurité sur Internet.

Le projet AfricaCERT a pour ambition de réunir les pays africains autour de la promotion et de la défense de la cybersécurité. D'après ce site Internet, ce projet « facilite l'utilisation des capacités d'intervention en cas d'incidents des pays africains et apporte un renforcement des capacités, ainsi qu'un accès aux meilleures pratiques, aux meilleurs outils et à une communication fiable au niveau du continent ».

Divers pays participent au projet AfricaCERT, à savoir le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Ghana, le Kenya, Maurice, le Maroc, l'Afrique du Sud et la Tunisie. Ces pays semblent être à divers niveaux de développement au regard du programme. Plusieurs initiatives nationales fournissent un éventail de services.

Par exemple :

- **L'équipe d'intervention en cas d'incidents informatiques du Burkina Faso** est chargée d'aider les organismes gouvernementaux à réduire les risques affectant la sécurité informatique et à intervenir en conséquence. L'équipe contribue également à informer le public sur les menaces cybernétiques et la cybercriminalité.
- **L'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique de la Côte d'Ivoire** alerte les usagers d'un ordinateur susceptibles d'être victimes de vulnérabilités logicielles.
- **L'équipe nationale mauricienne d'intervention en cas d'incident lié à la sécurité informatique** effectue le suivi des problèmes de sécurité informatique publique et privée mais aussi avertit les administrateurs de systèmes et les utilisateurs des menaces les plus récentes relatives à la sécurité.
- **L'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique du Soudan** sert de système d'alerte précoce et collecte les données sur les incidents de réseau. Elle aide également les organes de répression des infractions à collecter des preuves.
- Le site Internet de **l'équipe tunisienne d'intervention en cas d'urgence informatique** inclut des alertes de sécurité informatique aux analyses des risques. Il comporte également des liens que les citoyens peuvent utiliser pour signaler des cas de malveillance et d'escroqueries Internet.

AFP/GETTY IMAGES

Un client utilise une tablette dans un cybercafé, dans le district Medina de Dakar, au Sénégal.

dans la répression des infractions. Plusieurs pays, dont le Ghana, l'Afrique du Sud et l'Ouganda, ont créé au sein de leurs forces de police de nouvelles unités dédiées à la lutte contre la cybercriminalité.

Une indication de la meilleure prise de conscience des gouvernements et l'amélioration de leurs capacités est la création de CERT nationales (voir encadré). Onze pays africains ont mis en place des CERT. En outre, à l'échelle du continent, une AfricaCERT est basée au Ghana. Une telle équipe coordonne le signalement des incidents et agit en faveur de l'éducation et du développement des ressources humaines en matière de cybersécurité. Certaines CERT ont porté leurs fruits : en 2012, la CERT de la Côte d'Ivoire a enquêté sur 1.892 rapports d'incidents. Les autorités ont procédé à 71 arrestations, aboutissant à 51 condamnations pour des actes criminels liés à la cybersécurité.

UNE CYBERSTRATÉGIE NATIONALE

Les CERT ne constituent qu'une partie d'une stratégie nationale complète de cybersécurité. La stratégie peut être un outil décisif pour s'assurer que les ressources limitées des pouvoirs publics sont affectées aux ministères et aux organismes engagés dans la cybersécurité. À cet égard, l'Afrique du Sud joue un rôle de pointe sur le continent, développant une stratégie nationale de cybersécurité en 2010 et inaugurant un conseil national consultatif de la cybersécurité en 2013. L'Ouganda a également mis en place une stratégie nationale de la cybersécurité. Enfin, le Kenya élabore actuellement un plan-cadre national.

Comme les stratégies sud-africaine et ougandaise le démontrent, il est important que les nations adoptent une approche englobant l'ensemble des pouvoirs publics pour s'assurer que la stratégie est efficace et développer les capacités nationales, autres que le pouvoir d'un ministère. Outre les stratégies nationales, de nombreuses approches régionales et internationales améliorent la cybersécurité en Afrique. Les communautés économiques régionales s'efforcent de collaborer sur la cybersécurité, les plus actives à cet égard étant la Communauté de développement de l'Afrique australe et la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Ces quatre dernières années, l'Union africaine a envisagé une Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité, comportant des articles sur le commerce électronique, la protection des données personnelles, la cybercriminalité et la cybersécurité nationale. Elle a mis particulièrement l'accent sur le racisme, la xénophobie et la pornographie infantile. Toutefois, sa mise en œuvre présentera des difficultés significatives, et la volonté politique demeure un problème. Les critiques craignent que cette convention restreigne la liberté d'Internet.

En même temps, laisser la cybersécurité aux mains du secteur privé en Afrique n'est pas une option envisageable. En effet, la corruption, un cadre juridique faible et la motivation exercée par la recherche du profit ne concordent pas nécessairement avec les exigences inhérentes à la sécurité nationale. Les universités, les groupes de réflexion et les organisations non gouvernementales (ONG) joueront sans aucun doute des rôles importants. Toutefois, ces entités ne disposent pas des ressources financières nécessaires pour lancer des initiatives de cybersécurité.

La révolution électronique de l'Afrique ne peut pas, et surtout ne doit pas être arrêtée. Trop de personnes bénéficient énormément de l'accroissement de la connectivité mondiale. Les entrepreneurs du cyberespace faisant leur apparition en Afrique doivent être soutenus par la communauté mondiale des acteurs concernés et par leur gouvernement. Les recherches réalisées par les Africains au sujet des menaces et des solutions sont également importantes pour que les stratégies en matière de cybersécurité se mettent en place.

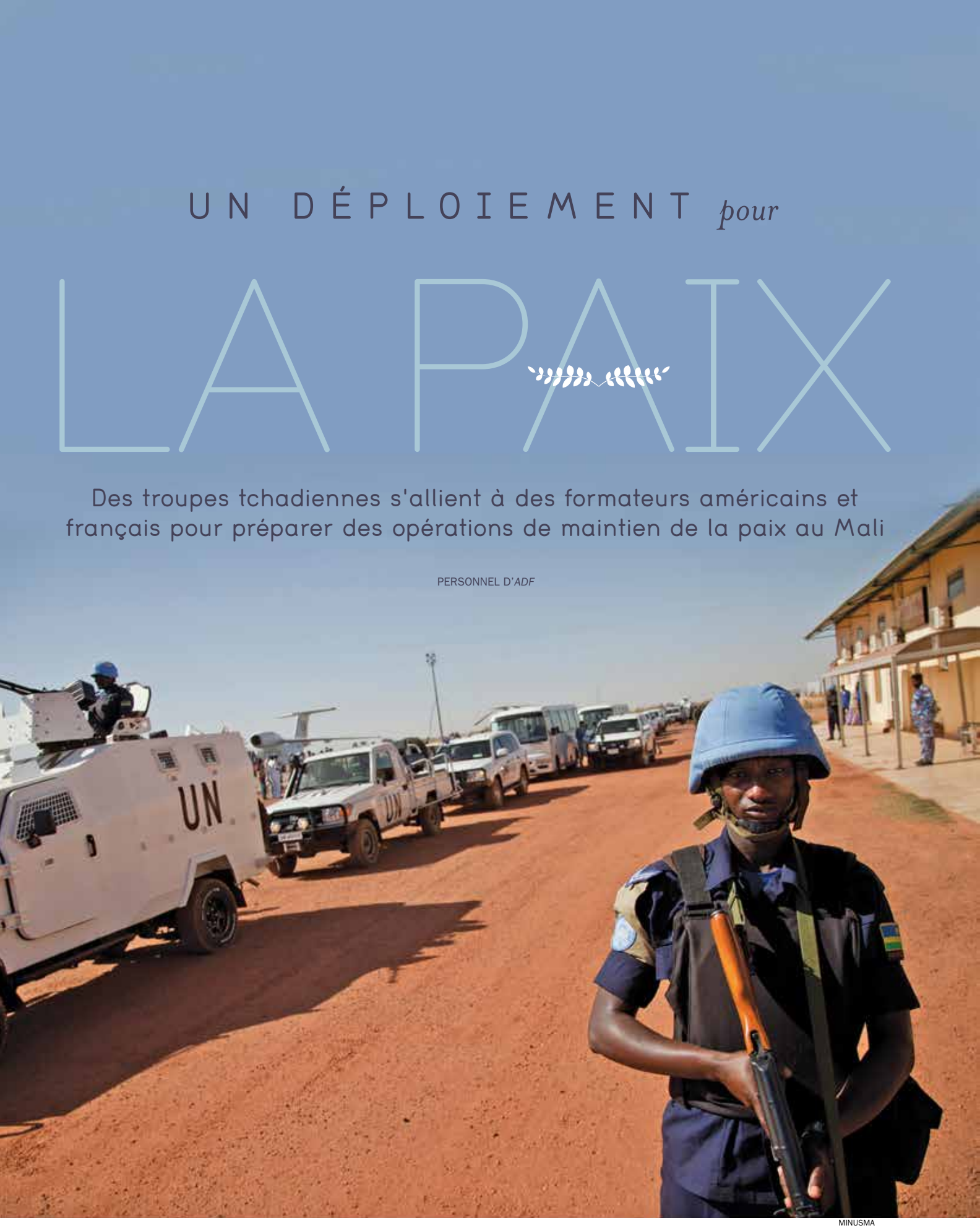
La croissance économique de l'Afrique dépendra principalement de l'amélioration de la cybersécurité. Les gouvernements ne devraient pas externaliser cette tâche au secteur privé ou aux ONG. Les partenariats internationaux et le partage des meilleures pratiques sont d'importance cruciale, tout comme l'assistance pour le renforcement des capacités techniques et les conseils de nature juridique. Dans le cyberespace, toutes les parties prenantes devront œuvrer de concert ou subir de graves déconvenues. ❑

Le Dr Eric T. Young est professeur d'études de sécurité nationales au George C. Marshall Center. Parmi ses centres d'intérêts majeurs figurent les études sur la sécurité africaine, le terrorisme, la lutte contre le terrorisme, les relations civilo-militaires et la sociologie militaire.

UN DÉPLOIEMENT *pour* LA PAIX

Des troupes tchadiennes s'allient à des formateurs américains et français pour préparer des opérations de maintien de la paix au Mali

PERSONNEL D'*ADF*



MINUSMA

Lorsque le lieutenant-colonel Jeffrey Powell et son équipe de 68 formateurs ont débarqué au Mali, les conditions n'étaient pas idéales. Ils ont dû faire face à la chaleur, au manque d'équipements, aux barrières linguistiques et à une échéance serrée de 32 jours.

Membre du 5e escadron, du 4e régiment de cavalerie de l'armée américaine, le lieutenant-colonel Powell était venu préparer, conjointement avec une société de sous-traitance de défense française et des formateurs militaires tchadiens, 1.425 soldats tchadiens à un déploiement dans le cadre de la Mission intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Dans un poste avancé, situé à 80 kilomètres de N'Djamena, la température atteignait 35 degrés Celsius. Par conséquent, la formation technique pouvait durer jusqu'à midi seulement avant que les soldats n'entrent en classe. Ils ne disposaient que de 50 armes pour l'entraînement. En outre, les instructions devaient être traduites de l'anglais en français puis dans un dialecte arabe local.

Confronté à ces obstacles, le lieutenant-colonel Powell a haussé les épaules. « Tant qu'ils sont motivés, tout est à peu près possible », a-t-il déclaré lors d'une interview après sa première journée d'inspection du camp.

32 JOURS, SIX EXERCICES

Pendant un mois, les soldats tchadiens du camp de Loumia ont exécuté six exercices de formation ou catégories d'apprentissage pour identifier et désamorcer des engins explosifs improvisés, établir des points de contrôle, mettre en place un poste d'observation, effectuer des patrouilles à pied, améliorer la précision de tir et attaquer une cible ennemie.

C'était un cours intensif de maintien de la paix moderne. Pendant les patrouilles à pied, les soldats apprenaient à contrôler une foule en colère et à identifier un terroriste parmi les civils. Aux points de contrôle, ils ont appris comment reconnaître visuellement les menaces et utiliser des miroirs pour détecter des bombes sous les véhicules. Pour surmonter la chaleur, les soldats tchadiens se sont entraînés à des techniques de nutrition et d'hydratation. Au champ de tir, ils ont appliqué des techniques respiratoires pour se calmer avant de tirer et ont appris à tirer sur une cible avec une pièce de monnaie en équilibre sur le canon du fusil.

Le lieutenant-colonel Powell a souligné que la formation d'une mission de stabilisation moderne, comme celle du Mali, doit être considérée comme une préparation à une zone de combat. Dans une opération de maintien de la paix, l'environnement peut changer d'un moment à l'autre.

« De nos jours, il n'en est pas autrement [de la préparation au champ de bataille et au maintien de la paix], a indiqué le lieutenant-colonel Powell. Il y a un très bon livre intitulé *La Guerre à trois Volets*. En résumé, il y est dit que vous devez être prêt à mener des opérations de maintien de la paix et d'imposition de la paix et à prendre des mesures décisives, le tout simultanément en trois volets. À mon avis, la formation à la norme de prise de mesures décisives permet de réduire les opérations. »

Les soldats ont travaillé avec une unité des Affaires civiles de l'armée américaine et ont appris les trois compétences prescrites aux soldats de la paix par les Nations Unies, à savoir la protection de la population, la prévention des agressions sexuelles et la prévention des violations des droits de l'homme. Plus tard, des responsables des Nations Unies ont testé les compétences des soldats dans ces domaines.

Ci-contre : un soldat de la paix de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali patrouille dans la ville de Mopti.

Des soldats tchadiens participent à un exercice de tir réel dans le cadre d'une formation au maintien de la paix de 32 jours qui les a préparés à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

ARMÉE AMÉRICAINE

« C'est très important. Nous appelons ça le comportement », a expliqué le général à la retraite Jean-Michel Reydellet de Sovereign Global France, sous-traitant de la défense. « C'est la capacité du soldat à s'intégrer dans un autre pays et à en respecter la culture. »

Chaque unité de combat tchadienne a répété pendant au moins trois jours chacun des exercices avant de passer à une période d'évaluation. Les formateurs américains ont adapté un formulaire d'évaluation de l'armée pour noter les performances de chaque unité sur une échelle de un à cinq. La formation s'est terminée par un exercice de tir réel au cours duquel des escouades se sont lancées à l'assaut d'une cible. Ce type de manœuvre à tir réel au niveau d'une escouade était une première pour les forces tchadiennes à Loumia. Il s'est déroulé sans faire de blessés, d'après le lieutenant-colonel Powell.

Une autre formation menée à Loumia s'est concentrée sur la médecine de combat et l'évacuation médicale. Parmi les temps forts de la formation, les forces françaises ont fait venir un hélicoptère Puma depuis leur base proche de N'Djamena pour que les soldats tchadiens s'exercent à l'embarquement des blessés à bord.

Dans la semaine suivant la formation, les soldats répétaient tout seuls leurs exercices et avaient établi une « grille de synchronisation » pour effectuer le suivi de leurs progrès jusqu'à leur déploiement. C'est sans doute le résultat le plus gratifiant pour les formateurs américains et français. Les commandants tchadiens ont indiqué que l'entraînement avec le nouvel équipement, les procédures d'établissement de rapports et l'assimilation de l'environnement malien seront poursuivis jusqu'au déploiement.

MISSION DIFFICILE

Les soldats devaient être déployés dans le Nord du Mali, une région où des combats interethniques et des attaques asymétriques menées par des groupes extrémistes sont

SUITE PAGE 39

MINUSMA

LEÇONS *de* MULTILATÉRALISME

La mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) constitue une étude de cas instructive du multilatéralisme. Elle comprend 36 pays contributeurs de troupes et coordonne son action avec l'armée malienne, deux missions de l'Union européenne pour la formation militaire et l'assistance aux civils ainsi que les troupes françaises de l'opération Serval.

C'est l'une des missions les plus difficiles sur le plan logistique entreprises par les Nations Unies, compte tenu de l'ampleur du territoire du Mali, de la rudesse de son climat et de son manque d'infrastructure. La MINUSMA manque aussi de personnel. En mars 2014, elle ne comptait que la moitié des 12.600 hommes prévus.

« C'est typique de l'environnement international. C'est difficile », a déclaré le colonel néerlandais Joost de Wolf, chef adjoint de l'état-major des opérations de la MINUSMA. « Il faut savoir coordonner les choses, éliminer les conflits et s'assurer que [les unités] n'opèrent pas dans la même zone en même temps. Le Mali est un grand pays. Sa superficie équivaut à presque deux fois celle de la France. »

À la fin de sa première année, la MINUSMA peut se féliciter d'avoir engrangé quelques succès, y compris le maintien de l'ordre au cours de l'élection présidentielle de 2013 et l'aide au retour de centaines de milliers de personnes déplacées dans le Nord du pays. Avec sa mosaïque d'acteurs internationaux, continentaux et régionaux, la MINUSMA montre à quoi peut ressembler l'avenir du maintien de la paix multilatéral sur le continent africain. Le long et tortueux parcours, qui a mené à la création de la MINUSMA de 2012 à 2013, met aussi en lumière les forces et les faiblesses de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS).

RÉTROSPECTIVE

Au début de l'année 2012, à la suite d'un coup d'État au Mali, des chefs d'État d'Afrique de l'Ouest s'étaient réunis à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et à Ouagadougou, au Burkina Faso, pour coordonner une intervention. L'objectif était de persuader la junte malienne, qui avait saisi le pouvoir, de rendre le pays à un gouvernement civil.

La démarche n'ayant pas abouti, les dirigeants ont commencé à activer la force en attente de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette force a reçu l'autorisation de préparer une intervention en mars 2012 sous le nom de la Mission de la CEDEAO au Mali. Toutefois, plusieurs obstacles ont empêché la force en attente d'intervenir rapidement. Tout d'abord, il est clairement apparu qu'il serait difficile de persuader des pays, dont beaucoup connaissaient eux-mêmes des problèmes de sécurité, de fournir suffisamment de troupes pour la mission. Ensuite, le coût annuel estimé de 227 millions de dollars pour l'opération de maintien de la paix était inabordable sans l'aide de donateurs extérieurs. Enfin, certains des pays les plus proches du Nord du Mali, comme l'Algérie et la Mauritanie, ne sont pas membres de la CEDEAO. Il n'existait donc pas de force en attente similaire pour l'Afrique du Nord.

Afin de donner à l'intervention une dimension plus continentale, l'Union africaine a accéléré les choses en juin 2012 et a créé la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA), pour soutenir et former l'armée malienne à la restauration de la paix. En novembre 2012, le Conseil paix et sécurité de l'UA a adopté un plan en vue d'une intervention harmonisée. Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé la mission, mais n'a fourni aucun soutien financier ni logistique. Vers la fin de l'année 2012, les extrémistes avaient consolidé leurs positions dans le Nord du Mali et les civils fuyaient par milliers. L'envoyé spécial de l'ONU, l'ancien premier ministre italien Romano Prodi, a alors annoncé que toute intervention militaire ne se ferait pas avant un an ou presque.

Cette lenteur a enhardi les extrémistes qui ont poursuivi vers le sud, prenant la ville de Kona et se montrant prêts à s'emparer de la capitale Bamako. En janvier 2013, la France à réagi aux appels à l'aide du président malien par intérim et a lancé l'opération Serval. En l'espace de quelques mois, en partenariat avec le Tchad et d'autres forces régionales, les pays ont réussi à reprendre et à sécuriser le Nord du Mali. La mission de la MINUSMA a été officiellement établie en avril 2013 et lancée avec une cérémonie de transfert de commandement pour les troupes servant sous la MISMA.

« C'est un long processus », a déclaré le général rwandais Jean Bosco Kazura, commandant de la

MINUSMA. « Les problèmes dans le Nord ne concernent pas uniquement le Mali. Ils dépassent ses frontières. C'est un problème qui tend à se généraliser au Sahel. Les forces de l'ONU travaillent dans ce domaine. »

Des observateurs ont qualifié le Mali d'épreuve de taille pour l'APSA et ont identifié plusieurs enseignements tirés. Certains d'entre eux ont été définis dans une analyse après action réalisée par la CEDEAO en février 2014. D'autres ont été cités dans des études théoriques de l'intervention.

L'INTERVENTION DOIT ÊTRE RAPIDE. L'UA a été critiquée parce qu'elle n'a pas réagi assez rapidement à la crise au Mali. La Force africaine en attente (FAA), qui devrait être opérationnelle à travers tout le continent en 2015, est censée pouvoir intervenir en cas de crise, dans les pires conditions, sous 30 jours. Cependant, la crise malienne a démontré qu'il y a encore beaucoup de travail à faire. Depuis la crise, la CEDEAO a appelé à la création d'une force spéciale d'intervention rapide en attente, composée de deux bataillons, pouvant intervenir rapidement en cas de détérioration d'une situation et rester autonome pendant au moins 90 jours. De même, l'Union africaine a annoncé la création d'une Capacité africaine d'intervention immédiate en cas de crises, comme solution provisoire jusqu'à ce que la FAA soit opérationnelle.

L'INTERVENTION DOIT ÊTRE FINANCÉE. Lors de la première proposition, le budget de la MISMA pour 8.000 soldats était de 930 millions de dollars, et le budget pour 5.500 hommes supplémentaires était de 458,5.millions de dollars. Ces fonds n'étaient pas disponibles immédiatement. Une conférence de donateurs, organisée à Addis-Abeba en Éthiopie, n'a pu recueillir que des engagements de financement de la mission à hauteur de 455 millions de dollars. Le Fonds africain pour la paix, créé dans le cadre de l'AAPS, vise à financer des opérations de soutien de la paix à l'aide des contributions des États membres de l'UA. La nécessité de disposer d'un financement fiable a été exposée en détail dans un rapport rédigé en 2008.

IL FAUT DONNER DES ALERTES PRÉCOCES ET EN TENIR COMPTE. Ni le coup d'État militaire ni la tentative du Nord de se séparer du Mali n'ont surpris les observateurs de ce pays fragile. Dans les mois précédant la crise, le Mali a été complètement déstabilisé par une myriade de problèmes, comme le trafic de drogues, la corruption et l'afflux d'armes et de combattants liés à la Libye. Toutefois, aucune action préventive n'a été prise. « La crise au Mali a mis en évidence le fossé entre la théorie de la prévention, qui est au cœur des objectifs de l'UA et de la CEDEAO et la pratique », a écrit Lori-Anne Théroux-Bénoni, chercheuse à Dakar, Sénégal, à l'Institut d'études de sécurité. « L'UA avait été avertie des conséquences de la crise libyenne, particulièrement au Mali, mais n'a pas pris toute la mesure de la fragilité du pays. » Le système continental d'alerte précoce sera un élément important du cadre utilisé pour prévenir l'émergence d'un nouvel État défaillant en Afrique.

L'AAPS DOIT ÊTRE ADAPTÉE À LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE. Lori-Anne Théroux-Bénoni a souligné que les canaux d'intervention de la FAA sont établis autour des Communautés économiques régionales. Le conflit malien, comme beaucoup d'autres pouvant survenir à l'avenir, touche la totalité de la région. « La crise malienne a montré les limites de l'ensemble sécuritaire actuel lié sur le plan géographique et nécessiterait une architecture moins dépendante de zones géographiques limitées », a écrit Lori-Anne Théroux-Bénoni. En février 2014, les dirigeants du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger ont créé le G5 du Sahel, une organisation régionale ayant pour but d'harmoniser les ressources pour faire face aux défis communs, y compris l'extrémisme.

LA FORMATION AU MAINTIEN DE LA PAIX DOIT ÊTRE CONTINUE. La disponibilité immédiate est un défi constant pour les opérations de maintien de la paix comme la MISMA et la MINUSMA. Le colonel américain Daniel Hampton, conseiller militaire auprès du Centre d'études stratégiques pour l'Afrique, a déclaré que le modèle actuel de formation et d'équipement des soldats de la paix avant leur déploiement, sans soutien continu ni consolidation des compétences, n'est pas efficace. Selon le colonel Hampton, les soldats ayant reçu la formation requise pour réaliser des tâches militaires accusent une dégradation de cette compétence au bout de 60 jours seulement. Après 180 jours, la perte de compétence se poursuit jusqu'à atteindre 60 %. Le colonel Hampton a appelé à la création d'institutions de formation permanente en Afrique pour soutenir la disponibilité opérationnelle des soldats de la paix. « Il est temps de dépasser le stade des missions de formation et d'équipement de nature réactive pour créer des capacités durables », a écrit le colonel Hampton.

LE MAINTIEN DE LA PAIX DOIT INCLURE L'IMPOSITION DE LA PAIX. Historiquement, l'ONU a toujours été prête à intervenir dans des crises où il fallait « maintenir la paix ». Toutefois, dans des cas comme le Mali ou la Somalie où le but est de reprendre un pays des mains d'extrémistes déterminés et insaisissables, les opérations classiques de maintien de la paix doivent être accompagnées de tâches d'« imposition de la paix ». En créant la MINUSMA, l'ONU a reconnu ce fait, soulignant qu'elle opérait dans un nouveau contexte géopolitique et était confrontée à des menaces jusqu'alors inconnues. Pour cette raison, Jeffrey Feltman, secrétaire général adjoint aux affaires politiques de l'ONU, a déclaré qu'il était vital, pour la MINUSMA et pour les futures missions, de faire une nette distinction entre les opérations de maintien de la paix d'une mission de stabilisation et les activités d'imposition de la paix et d'antiterrorisme d'une force parallèle.

ARMÉE AMÉRICAINE

Le général Brahim Saïd Mahamat, chef de l'état major de l'armée tchadienne, assiste à la cérémonie de fin de la formation au maintien de la paix de 32 jours qui a préparé des soldats tchadiens à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

MINUSMA

Des soldats tchadiens participent à la cérémonie d'investiture du président malien Ibrahim Boubakar Keita en septembre 2013.

SUITE DE LA PAGE 36

un danger constant. Le Tchad est le plus grand pays contributeur de troupes à la MINUSMA, avec plus de 1.200 soldats déployés dès le début 2014. La mission des forces tchadiennes formées à Loumia était de maintenir une paix fragile dans le Nord avec un bataillon d'infanterie qui devait être divisé entre Tessalit et Aguelhok, un bataillon de réserve à Gao et une unité de forces spéciales à Tombouctou. Même si la vie dans le Nord du Mali avait l'air de reprendre son cours normal en 2014, la violence a éclaté en mai lorsque l'armée malienne a été écrasée à Kidal par des combattants du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

En dépit de la lenteur frustrante du dialogue et de la consolidation de la paix au Mali, le général de brigade Madjior Solness Dingamadji, conseiller du chef d'état-major de la défense tchadienne, a déclaré que son pays était engagé envers la mission de la MINUSMA, compte tenu de son importance pour la stabilité régionale. « Cette mission est importante, car il s'agit de neutraliser le terrorisme sous toutes ses formes », a-t-il souligné.

Le général de brigade Dingamadji a relevé que la participation à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pose de nombreux défis au Tchad, allant de la logistique à l'interopérabilité, en passant par l'adaptation à un commandement étranger et à d'autres structures de contrôle.

Cependant, ses soldats obtiennent de nombreux avantages. Ils bénéficieront de taux de remboursement élevés et d'une évolution de carrière inestimable. Selon le général de brigade Dingamadji, ses soldats acquièrent une expérience dans les règles d'engagement en situation de maintien de la paix. En outre, ils apprennent à protéger la population civile et améliorent leur anglais et leur français. L'état-major général apprend les nouvelles méthodes standard d'établissement de rapports des Nations Unies, les protocoles d'envoi de messages et les structures organisationnelles.

« Les avantages pour un contingent qui répond aux exigences des Nations Unies sont nombreux et se résument en gain financier, en professionnalisme et en réforme du secteur de la sécurité de chaque pays contributeur de troupes », a assuré le général de brigade Dingamadji.

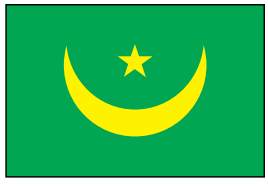
Les soldats tchadiens ont lourdement investi dans l'avenir du Mali. Ils y ont été déployés pour la première fois en 2013. Ils ont été confrontés à de vifs combats dans le fief terroriste de l'Adrar des Ifoghas, essuyant de nombreuses pertes. Les forces d'intervention ont réussi à chasser les groupes extrémistes de la région. Les dirigeants tchadiens n'ont donc pas l'intention de laisser le pays retomber dans le chaos.

« Nous avons participé avec beaucoup de fierté à la libération du Mali », a déclaré Moussa Faki, le ministre tchadien des Affaires étrangères dans une interview en 2013. « Nous sommes prêts à participer à sa stabilisation parce qu'il y va de la stabilisation de l'ensemble de la région. » ❑

Les programmes alimentaires et médicaux dans les régions reculées, telles que l'ancien village de Ouadane, ont aidé les soldats mauritaniens à nouer des liens précieux avec les civils. REUTERS

LE MAILLON FORT DE LA CHAÎNE

Le chef d'état-major des forces armées de la Mauritanie explique à ADF *comment son pays s'efforce d'assurer la stabilité dans une région en proie à des difficultés.*



Au cours de la semaine du 19 mai 2014, le général de division Mohamed Ghazouani, chef d'état-major des forces armées de la Mauritanie, s'est rendu à Tampa, en Floride, aux États-Unis, afin de participer à la SOFIC (Special Operations Forces Industry Conference ou Conférence du secteur des Forces d'opérations spéciales). Au cours de cette conférence, le général de division Ghazouani a pris part à divers événements aux côtés de commandants d'opérations spéciales venus de 84 pays, de hauts responsables gouvernementaux, d'universitaires de premier plan et de dirigeants du Commandement des opérations spéciales américaines. Le général de division Ghazouani a rempli diverses fonctions au sein du secteur de la sécurité de Mauritanie. Entre 2005 et 2008, il a notamment été directeur de la sécurité nationale. Pour des raisons de clarté et de place, l'entretien retranscrit ci-dessous a été remanié.

ADF : Au cours de votre carrière, comment l'armée mauritanienne a-t-elle changé et évolué ?

Général Ghazouani : Effectivement, l'armée mauritanienne a connu une évolution d'ailleurs positive au cours de ses dernières années, mais je ne peux pas être égoïste et considérer que c'est grâce à moi. Non, c'est grâce à deux facteurs importants. D'abord, le plus important de ces facteurs c'est le fait que le gouvernement mauritanien était très conscient de la situation sécuritaire dans laquelle le pays se trouve et il a fait une bonne analyse, une bonne évaluation de la menace au niveau du pays et au niveau de la sous-région. Et à partir de cette évaluation, le gouvernement a considéré qu'il fallait donner la priorité numéro un aux forces armées et de sécurité parce que, sans la sécurité, il n'y a pas de développement. Notre gouvernement l'a bien vu quand il a considéré que la sécurité vient avant tout le reste.

Le général de division Mohamed Ghazouani
ADF STAFF

Le deuxième aspect, c'est la prise de conscience qui s'est passée aussi chez les soldats mauritaniens. C'est-à-dire que les soldats mauritaniens, qu'ils soient officiers, sous-officiers ou hommes du rang, ont compris qu'il fallait relever les défis, que leur pays était menacé et que la vie des citoyens mauritaniens était menacée. La vie des étrangers présents sur le territoire mauritanien était menacée, et toutes ces menaces provenaient des groupes terroristes. En ce qui me concerne, je ne suis qu'un soldat parmi ces soldats-là. Mon rôle est effectivement de prendre en considération les instructions et les orientations du gouvernement et de jouer le rôle de coordinateur au niveau de cette institution.

ADF : La Mauritanie a plus de 5.000 kilomètres de frontière terrestres et partage sa frontière la plus longue avec le Mali. Quelle stratégie applique l'armée mauritanienne pour sécuriser cette immense frontière ?

Général Ghazouani : Effectivement, la Mauritanie est un grand pays si on parle de la superficie. Mais, c'est un pays avec une faible population, parce qu'elle a moins de quatre millions d'habitants. Donc, rien qu'en faisant ce rapport, on voit déjà que des problèmes se posent. Un territoire vaste avec une petite population ne contribue pas beaucoup à la sécurité.

Pour sécuriser cette frontière, le principe est d'utiliser tous les moyens que nous avons. Comment avons-nous procédé ? Nous avons essayé de jalonner l'ensemble des frontières avec des bases. Nous avons construit des bases militaires qui n'existaient pas le long de ces frontières. Ce sont de petites bases occupées par des unités qui se relaient. Et si on considère que la frontière est là et que nous avons une base ici, une base à 200 kilomètres et une base à 300 kilomètres, nous savons qu'une présence militaire sécurise l'ensemble de ces frontières. Entre ces bases que se passe-t-il ? Des unités mobiles se déplacent en permanence pour éviter que l'ennemi passe à un moment ou à un autre de la journée ou de la nuit. Vous allez me dire que c'est coûteux. C'est vrai. C'est coûteux. C'est fatiguant pour les hommes aussi. Surtout pour un pays où il y a un grand déficit de capacités dans la troisième dimension, c'est-à-dire l'aviation. L'aviation n'est pas très développée. Vous pouvez imaginer facilement avec moi que, pour un pays avec un territoire vaste, ce n'est pas avec des forces terrestres, des véhicules, des armes et des hommes embarqués à bord des véhicules

Des membres de la garde nationale de Mauritanie patrouillent dans un désert près de Bassikounou, un village situé à environ 30 kilomètres de la frontière malienne, en 2012. REUTERS

qu'on peut mener cette mission. C'est très difficile à faire. Mais, là aussi c'est pour moi une occasion de remercier le gouvernement américain et nos collègues américains qui ont bien compris la situation dans laquelle notre pays se trouve. Ils ont remarqué effectivement que nous avions la volonté qu'il faut pour faire du bon travail et ils nous ont beaucoup aidés. Et, effectivement, je les remercie parce qu'ils nous ont apporté un soutien et une aide très importante dans le cadre de la dotation des moyens, ce qui nous permet d'assurer une meilleure surveillance de notre territoire par voie aérienne.

ADF : Ces dernières années, les relations entre la Mauritanie et le Mali ont été tendues. Bien avant la crise de 2012 et de 2013, lorsque le Mali a perdu le contrôle des deux tiers de son territoire, le Nord du pays était déjà un repère d'extrémistes. Ces derniers cherchaient parfois à traverser la frontière et à mener des attaques contre des cibles mauritaniennes. Comment la crise récemment survenue au Mali a-t-elle affecté la sécurité en Mauritanie ?

Général Ghazouani : En fait, même avant le déclenchement de la crise, moi je dirais que nous avons ressenti beaucoup plus tôt les faits de l'insécurité au Mali. La Mauritanie était sous une menace permanente de la part des groupes terroristes qui venaient sur le territoire mauritanien depuis la frontière malienne. Et, à chaque fois, ces terroristes venaient attaquer une base ou une ville ou procéder a des enlèvements de touristes ou de personnes étrangères. Donc, c'est pendant cette période-là qui a précédé la crise que nous étions effectivement sous une véritable menace. Vous avez fait allusion à une relation un peu tendue entre le Mali et la Mauritanie. En fait, ce n'était pas tendu. La Mauritanie et le Mali sont deux pays qui sont liés par beaucoup des choses. Ce sont des pays voisins, des pays frères, et nous partageons avec le Mali beaucoup de choses. Mais effectivement, nos autorités avaient attiré l'attention des autorités maliennes sur le danger qu'encourait d'abord le Mali, puis la Mauritanie, voisine du Mali mais aussi sur le fait de fermer les yeux sur les actions et sur la présence des groupes terroristes et des groupes de narcotrafiquants sur le territoire malien. Malheureusement, ils n'avaient pas vu ça avec nous, et ils n'avaient pas considéré que c'était très dangereux ou, du moins, ils n'avaient

rien fait pour contrecarrer la présence de ces groupes-là. Mais l'histoire a montré que nous avions raison quand même en disant aux Maliens « attention, n'acceptez pas la présence de ces groupes de terroristes sur votre territoire parce que, par la suite, ils vont essayer de créer un État sur votre territoire ». Et malheureusement, ça s'est passé. Mais, la Mauritanie est toujours très soucieuse de la sécurité du Mali et nous faisons ce que nous pouvons.

ADF : À votre avis, quelle est la force actuelle d'Al-Qaida au Maghreb islamique, d'Ansar Dine et des groupes liés, qui sévissent au Sahel depuis des années ? Quelle est l'ampleur de la menace qu'ils représentent ?

Général Ghazouani : Il faut reconnaître que l'Opération Serval a servi à beaucoup de choses. D'ailleurs je pense que si cette opération n'avait pas eu lieu, on ne serait pas aujourd'hui en train de parler d'un État au Mali. Parce que les terroristes avaient déjà fait une invasion qui avait réussi et l'armée malienne n'avait pas réagi. Ils étaient à 24 heures pratiquement ou à 48 heures d'arriver à Bamako et, si là il y avait une prise de Bamako, on serait dans une situation qu'on ne peut pas imaginer. On peut dire que l'opération a sauvé le Mali. Elle a fait beaucoup de dégâts dans les rangs des terroristes, elle a beaucoup réussi en ce qui concerne la destruction d'équipements qui étaient en possession des terroristes. Mais là aussi, il faut comprendre que les terroristes avaient pu beaucoup évoluer et avaient pu se constituer pendant quelques années dans cette sous-région, et ils avaient eu beaucoup d'argent qui provenait de sources différentes, ils avaient eu l'argent libyen, ils avaient eu l'argent de rançons. Donc, ils ont pu s'équiper, ils ont pu recruter beaucoup d'effectifs. Ce sont des groupes qui existent encore. Bien qu'ils aient perdu certains chefs, ils sont restés structurés. Pour le moment, apparemment, ils adoptent un profil bas parce qu'ils sont sous une pression militaire très forte. Mais je pense qu'avec le temps ils vont réapparaître. Leurs chefs font actuellement la navette. Quand ils sont soumis à une pression forte dans le Nord du Mali, ils se déplacent vers le Sud de la Libye. Ils ont leurs dépôts, ils ont leurs armes, ils ont une base arrière très forte. Donc, le fait d'imaginer que c'est un phénomène de terrorisme, que le terrorisme a disparu dans cette région, je pense que non, il n'a pas encore disparu. Il existe, même s'il est vrai qu'il a subi beaucoup de dégâts.

ADF : Dernièrement, la Mauritanie a mis l'accent sur les actions civilo-militaires au profit des populations vivant dans les régions les plus vulnérables et isolées du pays. Ces actions englobent notamment des programmes de consultations médicales, de creusement de puits et de construction de routes. Pouvez-vous décrire ces programmes et préciser pourquoi ils sont importants pour la sécurité nationale ?

Général Ghazouani : Là aussi, c'est un autre aspect sur lequel nous avons travaillé avec nos amis américains. D'ailleurs, je les remercie aussi d'avoir mis en place avec nous ces programmes d'actions civilo-militaires. Ces actions ne peuvent que donner de bons résultats principalement parce qu'elles touchent des populations nécessiteuses qui sont éloignées des villes. Donc, elles ont besoin d'une aide médicale, parce que la santé publique n'a pu pas assurer leur couverture. Et chaque fois que les militaires s'adressent à ces populations pour les prendre en charge, dans le cadre d'un plan d'alimentation ou d'un plan d'administration des soins médicaux, il s'agit toujours d'actions qui contribuent à nouer des liens entre les civils et les militaires, ce qui est très positif. Avec notre expérience, ça donne toujours de bons résultats, parce que c'est une manière dont les militaires font comprendre à leurs frères civils qu'ils n'ont pas seulement un aspect militaire, mais aussi un aspect humain.

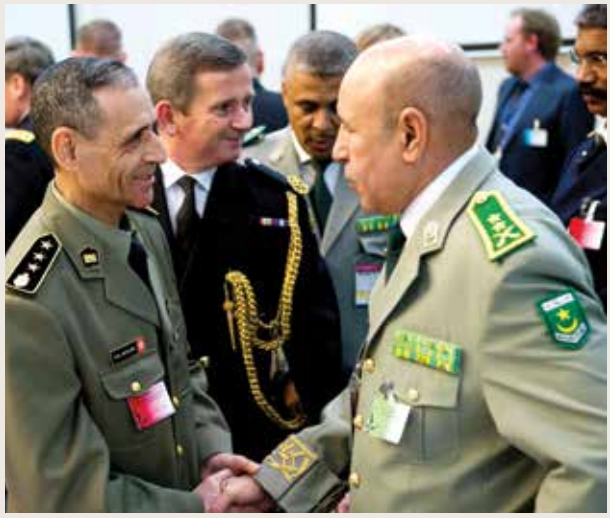
ADF : Depuis votre nomination comme chef d'état-major de l'armée, qu'avez-vous entrepris pour restaurer la confiance du peuple dans l'armée en tant qu'institution ?

Général Ghazouani : Ces dernières années nous avons tout d'abord montré notre disponibilité à nous ouvrir vis-à-vis de la population d'une façon générale, aussi bien vis-à-vis des élus, c'est-à-dire les députés, les sénateurs, que vis-à-vis des organisations de la société civile et mêmes des citoyens. Nous avons, depuis quelques années, organisé des journées annuelles qu'on appelle les journées portes ouvertes. On détermine un certain nombre de sites militaires, comme des casernes, qu'on fait visiter par des parlementaires, des responsables de la société civile ou d'autres membres de la population mauritanienne. On leur organise des voyages, et on les amène dans ces unités. On appelle ça une journée portes ouvertes. Nous leur disons : « Voilà votre armée. Cette unité s'appelle comme ça, sa mission est la suivante. Allez-y. Vous pouvez poser des questions à n'importe qui. Vous pouvez entrer dans ce char et dans cet avion. » Nous avons remarqué que c'est une action importante, au moins, qui transmet un bon message de l'armée en direction de ses autorités politiques et qui fait comprendre que, là, vraiment, on n'a pas grand-chose à leur cacher.

ADF : La Mauritanie a pris des initiatives pour prévenir la propagation de l'extrémisme et de la radicalisation religieuse à l'intérieur de ses frontières. Quelles stratégies sont mises en œuvre pour prévenir la radicalisation des jeunes ? Quel est le rôle de l'armée ?

Général Ghazouani : Il y a des choses intéressantes qui sont faites au niveau du gouvernement. Il y a eu l'élaboration d'une stratégie de lutte contre le terrorisme. Cette stratégie se trouve dans un document intitulé « la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme. » C'est une politique globale, c'est-à-dire qu'elle engage l'ensemble des départements du gouvernement mauritanien. Chaque ministère doit avoir un rôle à jouer dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Si je prends, par exemple, le ministère des Affaires islamiques , il demande aux imams des mosquées et aux experts en religion musulmane d'organiser des conférences et des séminaires pour débattre des problèmes de terrorisme, pour condamner le terrorisme et pour informer les jeunes ou toutes les personnes qui sont censées être visées par des terroristes dans le cadre de leur propagande

pour les recruter. Ils doivent leur dire : « Attention, si ces gens-là vous disent que le fait de prendre une arme et d'aller combattre fait partie de l'Islam ou fait partie de votre religion, ne vous trompez pas, ce n'est pas ça. » Notre religion est très modérée. Notre religion ne permet pas à quiconque de tuer une autre personne, ni de voler les biens d'autrui. Donc, c'est de la sensibilisation. Il s'agit de séminaires et d'actions de tous genres que ces ministères mettent en place pour aller à l'encontre de la propagande terroriste. Par exemple, le ministère de l'Éducation nationale joue un rôle dans le cadre de cette stratégie en assurant un meilleur suivi afin qu'il n'y ait pas de déperdition d'élèves, que ces derniers ne quittent pas l'école et ne sachent pas quoi faire. Le ministère de l'Emploi joue un rôle important parce qu'il doit avoir une politique pour l'emploi des jeunes chômeurs afin de ne pas les laisser à la disposition des terroristes. L'armée, au même titre que tous ces départements, peut être un bon employeur et servir à beaucoup de choses. Mais, franchement, je vous dis qu'il faut avoir un bon casier judiciaire pour venir dans l'armée. On ne peut pas recruter n'importe qui.



Le général de division Mohamed Ghazouani (à droite) rencontre le colonel Mohamed Mihoubi, un attaché militaire pour la Tunisie, lors de la 166e conférence des chefs d'état-major des forces de l'OTAN qui s'est tenue à Bruxelles, en Belgique. OTAN

ADF : En 2012, la Mauritanie a connu l'un des moments les plus difficiles de son histoire moderne. En effet, un soldat a accidentellement blessé le président mauritanien par balle alors qu'il revenait, au volant de sa voiture, de sa propriété située aux environs de Nouakchott. Quelles mesures avez-vous personnellement mises en place pour maintenir l'ordre immédiatement après cet incident ?

Général Ghazouani : Au niveau de l'armée et au niveau de l'état-major général des armées, je crois que la mission de l'armée est restée la même : que le président soit absent ou qu'il se rende dans un hôpital pour être soigné, l'armée ne change pas de mission. C'est tout à fait normal. Le président est un homme. Il peut être blessé. Malheureusement, il a été blessé par une balle tirée par un soldat. C'est vrai, un jeune sous-lieutenant. Mais il faut reconnaître qu'à l'origine c'était peut-être par précaution et par vigilance. Parce que ce jeune sous-lieutenant se trouvait dans une unité qu'il entraînait. Puis, il voulait contrôler tous les véhicules qui passaient parce qu'il est un peu à la limite du désert à l'entrée de Nouakchott. C'est une vigilance, mais une vigilance très zélée, si on peut dire. À propos de la blessure du président, je crois qu'il a été très bien pris en charge en termes de soins en France. Pendant sa convalescence, le président était en contact avec les autorités avec lesquelles il était généralement en contact. Que ce soient des autorités civiles ou militaires, la plupart du temps ou presque, tous les jours, on l'avait au téléphone. Ensuite, il y avait le Premier ministre et le gouvernement. Je crois que c'était une période difficile pour la Mauritanie mais aussi une période qui a permis de s'assurer que l'administration marchait bien. Il n'y avait pas de crise en l'absence du président. Chacun a fait son travail et les choses se se sont passées normalement.

ADF : La conférence à laquelle vous assistez ici, à Tampa, met particulièrement l'accent sur l'intégration internationale des forces d'opérations spéciales. Souhaitez-vous une plus grande intégration des forces d'opérations spéciales des pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord ?

Général Ghazouani : C'est un bon objectif mais un objectif très difficile à réaliser. L'idéal c'est ça. Parce que l'intégration des forces spéciales, c'est l'objectif final peut-être, mais avant ça il faut qu'il y ait d'abord des relations, des contacts entre ces différentes forces spéciales des différents pays. Il faut arriver à créer justement des rencontres qui permettent une interopérabilité entre des forces des différents pays. Donc, je pense que le but est très intéressant, mais je pense que ce n'est pas du jour au lendemain qu'on peut arriver facilement à obtenir des résultats. Parce qu'actuellement certains pays ne réussissent pas à organiser des actions militaires communes pour lesquelles ils sont tombés d'accord. Il faut donc vraiment arriver à cette intégration. Mais il ne faut pas perdre de vue que c'est au niveau de la décision politique que nous, les militaires, nous pouvons être à la disposition d'un décideur ou des décideurs politiques. Et il faut bien que nos décideurs politiques puissent tomber d'accord sur une intégration, et par la suite nous allons aller dans cette direction. Mais je pense que, déjà, c'est un objectif très intéressant, et en tant que militaire, nous sommes très intéressés par ça. Plus nous côtoyons nos collègues d'autres pays, plus c'est enrichissant, plus ça nous donne d'expérience, plus ça nous permet de découvrir les modes opératoires et les doctrines d'emplois des armées des pays voisins. Donc, c'est positif. ❑

LES ÉCOLES D'ÉTAT-MAJOR PROFESSIONNALISENT LES ARMÉES AFRICAINES

UN « GROUPE DE RÉFLEXION » POUR LA RECHERCHE VOIT LE JOUR DANS L'ÉCOLE DE GUERRE DU NIGERIA.

PERSONNEL D'*ADF* | PHOTOS DE L'ÉCOLE DE LA DÉFENSE NATIONALE DU KENYA

Tout a commencé par le commandement de combat, l'art de diriger et de mener les forces armées contre l'ennemi.

Le commandement de combat constituait le programme principal des premières écoles d'état-major militaires, aussi connues sous le nom d'écoles de guerre ou d'écoles de défense. La première école d'état-major moderne a été créée en 1810. Elle se consacrait principalement à la stratégie militaire. Or, les écoles d'état-major africaines, parmi les plus jeunes du monde, ont largement dépassé le stade de l'apprentissage de l'art de la guerre.

L'école de la défense nationale du Nigeria (National Defence College ou NDC) est un cas typique. Bien que son programme de 11 mois comprenne la formation classique d'officiers supérieurs militaires et civils aux fonctions de commandement, ses cours s'étendent à la politique et à la recherche. Les neufs « blocs » du programme incluent les études de guerre, la méthodologie de la recherche, l'économie, les sciences et les technologies, les opérations de soutien de la paix ainsi que les affaires internationales. Les instructeurs affirment que le programme est souple et qu'il n'existe pas toujours de réponses précises pour certaines questions.

« Le programme de cours a été établi de sorte que les participants soient confrontés à une diversité de problèmes pour lesquels il n'existe aucune solution standard, a précisé l'école. Les participants sont encouragés à réfléchir et à remettre en question leurs propres hypothèses et points de vue sur la nature de la guerre, la paix, le commandement, la politique, l'éthique et l'usage de la force. »

L'école se classe parmi les plus ambitieuses du monde. En général, les promotions comptent 200 élèves. Au total, 21 promotions ont obtenu leur diplôme depuis la création de l'école. Les élèves dont les grades vont du lieutenant colonel au général de

Treize officiers militaires étrangers faisaient partie des 128 diplômés de la promotion 2011 de l'École de la Défense nationale du Kenya.

brigade proviennent de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air. Par ailleurs, des civils sont envoyés par des instances gouvernementales. En fin de formation, les élèves obtiennent une maîtrise.

Comme la plupart des écoles de guerre d'Afrique, la NDC recrute des élèves dans d'autres pays. Généralement, entre 8 et 10 pour cent des élèves sont étrangers.

L'école de guerre encourage l'échange libre d'idées. Elle a adopté une politique d'anonymat dans l'enceinte de l'école, où les élèves et les enseignants peuvent s'exprimer librement, « mais en privé pour un public privilégié ».

Les objectifs de l'école comprennent :

- l'enseignement des fonctions de commandement avec une bonne compréhension des considérations géographiques touchant le Nigeria, l'Afrique et le reste du monde ;
- la compréhension des éléments du pouvoir national et de l'élaboration d'une stratégie nationale ;
- la formation à des opérations conjointes et multinationales ;
- la gestion, dans un cadre démocratique, des intérêts de la défense dans le contexte plus large des intérêts nationaux ;
- la recherche universitaire poussée au niveau national ;
- la formulation de recommandations sur des questions nationales et internationales spécifiques.

LE « GROUPE DE RÉFLEXION » MILITAIRE DU NIGERIA

La NDC comprend aussi un Centre de Recherches et d'Études stratégiques, créé en 1996, dans l'idée qu'une paix totale et durable exige l'étude et la compréhension de la violence et des guerres mais aussi de la manière de les prévenir et de les résoudre.

Le Centre est structuré de manière à renforcer le programme de cours de la NDC, de sorte qu'il reste pertinent face aux derniers développements dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale. En tant que composante de recherche de la NDC, ses fonctions consistent à soutenir la NDC dans la recherche, la documentation et la publication des résultats de la recherche. Il sert de « groupe de réflexion » à l'école, aux trois services et au pays dans les domaines de la défense, de la sécurité et de la science militaire.

Le centre est chargé de suivre les événements et les développements dans le monde qui peuvent avoir un impact sur le Nigeria et sur l'Afrique. Il collabore aussi avec des organisations régionales et continentales, comme l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Autorité intergouvernementale sur le développement.

Le Centre lève aussi des fonds pour la recherche et fournit des stages et des bourses aux experts invités. Les tâches du Centre ont été réparties entre quatre divisions :

La Division des études sectorielles et régionales fournit des informations aux décideurs politiques du Nigeria sur toute zone ou région du monde.

La Division des conflits, du maintien de la paix et des études humanitaires mène des recherches et organise des formations sur les conflits, sur les opérations de soutien de la paix et sur les questions humanitaires au Nigeria et en Afrique. Elle collabore avec d'autres organisations comme l'Union africaine, dans le domaine du renforcement des capacités pour les formations de maintien de la paix stratégique.

La Division de la gouvernance et de la politique publique est la composante de « bon gouvernement ». Elle se concentre sur la recherche sur l'État de droit, la gouvernance constitutionnelle, la transparence, la responsabilité, les droits de l'homme, les élections, les mesures politiques et d'autres domaines de la démocratie.

Des drapeaux de tous les pays d'Afrique sont déployés au cours de la cérémonie de remise des diplômes en 2013 à l'École de la Défense nationale du Kenya.

La Division de la défense et des études de sécurité se concentre sur l'établissement d'une sécurité durable et sur les défis posés par la mondialisation.

UN ENGAGEMENT D'UN AN

Les écoles d'état-major d'Afrique ont une autre mission, à savoir réunir les futurs dirigeants miliaires de différents pays. L'engagement est de taille étant donné que les cours des officiers supérieurs durent environ un an en règle générale. L'École de la défense nationale du Kenya est typique : en mai 2014, 41 élèves représentant 15 pays ont obtenu leur diplôme. Parmi eux, se trouvaient des officiers des forces de la défense kenyane, des fonctionnaires de haut niveau et plus d'une centaine d'officiers militaires et de fonctionnaires étrangers. La participation des femmes est vivement encouragée.

En 2012, les 43 diplômés de l'École supérieure de commandement et d'état-major de l'Ouganda comptaient 12 représentants de cinq autres pays de la région. En Afrique du Sud, l'École de guerre nationale sud-africaine met l'accent sur la participation d'officiers des armées de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

En général, les écoles de guerre acceptent aussi des élèves civils. L'École de la défense nationale de Tanzanie a remis un diplôme à 20 élèves en juillet 2013. La composition de la classe était typique de ces écoles : parmi les 20 diplômés, huit étaient des militaires avec le rang de général de brigade et de colonel, et le reste provenait de différents secteurs de la fonction publique avec le rang de directeur ou un équivalent. Cette école a mis au point une stratégie sur dix ans afin de créer une capacité autosuffisante d'enseignement, de gestion administrative et d'installations pour gérer jusqu'à 100 participants.

Le personnel des écoles de guerre est tout aussi diversifié que les élèves. Parmi les instructeurs de la première classe de diplômés de Tanzanie, se trouvaient des ministres du gouvernement, des professeurs d'université, des officiers supérieurs de services de la défense ainsi que des hauts fonctionnaires et de grands industriels, certains originaires d'autres pays.

Les voyages à l'étranger peuvent faire partie de la formation dispensée dans les écoles de guerre. L'École de la défense nationale de Tanzanie, par exemple, a envoyé des élèves au Japon pour y rencontrer des spécialistes de la défense. En 2013, l'école a envoyé des délégations au Liberia, au Maroc, au Rwanda et en Ouganda.

La flexibilité est devenue la marque de fabrique des écoles d'état-major dans le monde entier. Les écoles africaines ne font pas exception. Elles modifient leur programme pour s'adapter aux événements mondiaux. Les écoles d'état-major nigérianes, par exemple, ont annoncé en juin 2014 qu'elles lançaient un programme de formation national pour les officiers et les militaires de carrière sur les tactiques à adopter face au groupe extrémiste Boko Haram. Des responsables ont déclaré qu'ils avaient commencé « un exercice pratique de manœuvres dans une simulation de guerre », dans le but de lutter contre l'insurrection.

De tels jeux de guerre sont une spécialité de l'École nationale de guerre d'Afrique du Sud. Son programme « phare » est l'Exercice africain conjoint et combiné (EACC) mené par les armées de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA). Des responsables ont précisé que les exercices théoriques seront liés à l'avenir à la Force africaine en attente projetée par l'Union africaine.

L'EACC a été créé en 2007 sur le modèle de l'Exercice européen conjoint et combiné, mené par l'OTAN. L'EACC permet aux pays de la CDAA de mieux comprendre l'environnement conjoint, multinational et interinstitutionnel. Il stimule une meilleure compréhension des problèmes liés à la planification et à la coordination d'opérations multinationales complexes de soutien de la paix. ❑

Le commandant et les membres de la faculté de l'École de la Défense nationale du Kenya posent avec une délégation de l'Académie de défense coréenne en 2013.

L'ARMÉE DE LA COLÈRE ET DE LA HAINE

SOUS LA PRESSION, BOKO HARAM CHANGE DE TACTIQUES

PERSONNEL *D'ADF*

Dans un quartier composé de bâtiments construits en pisé à Diffa, au Niger, des jeunes gens disent qu'il y a une opportunité de travail qui est toujours là, tapie dans l'ombre. Les offres d'emploi proviennent de recruteurs du groupe terroriste Boko Haram, qui proposent aux adolescents de l'argent et une solution pour s'en sortir.

Lors d'une interview réalisée en 2014 par la BBC, des recrues du Niger ont affirmé avoir reçu jusqu'à 500.000 nairas nigérians (environ 3.000 dollars) pour rejoindre le groupe. Si ces jeunes gens sont prêts à suivre le recruteur au Nigeria, on leur donne quelquefois du Tramol, un opiacé, ou d'autres narcotiques, et on leur promet encore plus d'argent s'ils installent des bombes d'accotement. Ceux qui restent au Niger sont payés pour transmettre des informations sur les mouvements de troupes. En outre, ils doivent entrer par effraction dans les maisons pour voler de l'argent et d'autres fournitures.

Les jeunes Nigériens affirment qu'ils ne rejoignent pas le groupe pour des raisons idéologiques, mais simplement pour l'argent. « Nous n'avons pas de travail. Certains d'entre nous sont encore au lycée, mais nous avons besoin d'argent. La violence est devenue une forme de travail pour nous », a expliqué l'un des adolescents.

Le Niger n'est pas le seul pays dans lequel Boko Haram recrute. Le groupe a essayé de s'implanter au Tchad et au Cameroun ainsi qu'au Bénin et au Sénégal. D'après les analystes, le fait que le groupe soit prêt à franchir les frontières semble être une indication de ses aspirations à devenir une menace régionale.

Considéré pendant des années comme un phénomène propre au Nord du Nigeria, Boko Haram ne s'est jamais précisément confiné à ces limites. Mamman Nur, le commandant en second du groupe et le cerveau présumé de l'attentat de 2011 qui a frappé le siège des Nations Unies à Abuja, est originaire du Cameroun. Le leader idéologique de Boko Haram, Abubakar Shekau, est né au Niger, selon certaines informations. Avant 2013, Boko Haram était supposé avoir établi des liens dans le Nord du Mali avec Al-Qaida au Maghreb islamique. En outre, il était soupçonné d'avoir mis sur pied une base d'entraînement près de Gao. Le groupe a affirmé que certains de ses membres s'entraînaient jusqu'en Somalie.

« Par ailleurs, la ligne de démarcation est ténue entre ces groupes et un réseau terroriste international bien connu », a fait observer Mohammed Sambo Dasuki, conseiller à la sécurité nationale du Nigeria. « Des incidents qui changent la donne et le niveau d'avancement des groupes terroristes émergents constituent des défis de plus en plus sérieux pour les organismes de sécurité et de renseignement dans toute la région. »

Face à cette situation, les pays de la région unissent leurs forces. En mars 2014, les pays de la Commission du Bassin du Lac Tchad ont convenu d'élargir l'envergure de la Force mixte multinationale opérationnelle en vue de patrouiller le long des frontières du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria. La force opérationnelle a été créée en 1998 pour mettre un coup d'arrêt au banditisme et protéger le commerce transfrontalier. Or, son mandat a été élargi pour y inclure les activités de lutte contre le terrorisme. La force opérationnelle a son siège à Baga, dans l'État de Borno du Nigeria.

REUTERS

Un avis de recherche offre une récompense pour la capture du leader de Boko Haram Abubakar Shekau.

Le Cameroun, qui historiquement a eu des relations tendues avec le Nigeria sur des questions frontalières, a dépêché des centaines de soldats d'élite du Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) à la frontière nord avec le Nigeria. Le BIR a désormais un accord en place avec le Nigeria lui permettant de poursuivre les criminels au-delà de la frontière sur 8 kilomètres au maximum, comme l'a indiqué l'International Crisis Group. Aux termes d'un accord conclu en 2012, des soldats du Nigeria et du Niger effectuent des patrouilles mixtes dans la bande frontalière située entre Gaya, au Nigeria, et Diffa.

« Nous partageons 1.500 kilomètres de frontière

commune, a fait remarquer le président du Niger Mahamadou Issoufou. De part et d'autre de cette frontière, ce sont les mêmes populations et les mêmes cultures. Globalement, au Nigeria comme au Niger, c'est un islam modéré qui est pratiqué. Ceux qui sont tentés par le terrorisme sont minoritaires. »

Bien que le Tchad n'ait pas subi d'attaque importante de la part de Boko Haram, le général de brigade Madjior Solness Dingamadji, conseiller auprès du chef d'état-major général des armées tchadien, explique que les forces de sécurité sont en état d'alerte pour prévenir les incursions dans le pays, en particulier celles venant de l'autre côté de la frontière du Cameroun et des rives du lac Tchad.

Pour faire face à cette menace, le Tchad a installé des contrôles informatisés aux postes-frontières avec le Cameroun, doublé le nombre des fouilles de personnes et de véhicules traversant la frontière mais aussi organisé des patrouilles en bateau régulières sur le lac Tchad et ses îlots.

Toutefois, Madjior Solness Dingamadji a précisé qu'il n'entretenait aucune illusion quant au fait que son pays puisse être à l'abri des menaces. « Les quatre pays frontaliers du Nigeria sont tous, de près ou de loin, sous la menace de Boko Haram, a-t-il indiqué à *ADF*. On redoute au Tchad, une infiltration et une attaque de Boko Haram, car des éléments liés à la secte islamiste peuvent être présents de manière résiduelle au Tchad. Certains seraient des Tchadiens, vivant avec les autres tous les jours. D'autres pourraient entrer illégalement dans le pays. Sans compter les milliers de réfugiés nigérians installés dans la région du Lac. »

Lors d'une réunion tenue en mai à Paris pour examiner la menace que fait peser Boko Haram, les dirigeants de la région ont convenu d'un plan d'action comprenant un renforcement de la surveillance des frontières, l'échange de renseignements et l'état de préparation à une intervention. Paul Biya, le président du Cameroun, s'est exprimé au nom du groupe de dirigeants lorsqu'il a indiqué qu'ils s'étaient réunis pour « déclarer la guerre » à Boko Haram.

Madjior Solness Dingamadji a précisé que les pays limitrophes du Nigeria avaient déjà intensifié la lutte. « Pour mieux circonscrire le mal, les pays riverains du Bassin du Lac Tchad ont convenu des échanges de renseignements et d'informations à travers leurs services spéciaux, a-t-il expliqué. Ils ont également installé à leurs frontières respectives un système de contrôle électronique. Les patrouilles mixtes seront renforcées le long des frontières entre les pays et avec le Nigeria. »

DES ÉLÉMENTS DES TALIBANS

De même que les Talibans en Afghanistan, Boko Haram veut un gouvernement imposant une interprétation étroite et intolérante de la loi musulmane. Par ailleurs, ce groupe est partisan de la purification ethnique. Comme les Talibans, Boko Haram n'a aucun respect pour les femmes et les traite brutalement. En réalité, certains, qualifient même ses membres de « Talibans nigérians ». Le groupe s'est attiré la colère et la réprobation de la plus grande partie du monde entier en avril 2014, avec l'enlèvement de 276 adolescentes. Boko Haram a affirmé que les jeunes filles seraient vendues en esclavage ou comme épouses pour à peine 12 dollars chacune.

L'ennemi juré de Boko Haram est la civilisation occidentale. Son nom même signifie « l'éducation occidentale est interdite ». Le groupe veut qu'une partie du Nord du Nigeria devienne un État islamique. Toutefois, qualifier Boko Haram d'organisation musulmane fait du tort aux musulmans. Boko Haram rejette toute pensée occidentale, y compris la science, l'enseignement laïque et les élections démocratiques. Les adeptes de Boko Haram ne portent ni chemises, ni pantalons de style occidental.

Les origines de la secte sembleraient remonter à 1995. Seule information certaine, Mohammed Yusuf a mis en place Boko Haram (ou tout au moins en a pris le contrôle), à Maiduguri, dans le Nord-Est du Nigeria, en

AFP/GETTY IMAGES

Boko Haram a attaqué ce foyer d'étudiants de l'État de Yobe, dans le Nord-Est du Nigeria, en août 2013, tuant des dizaines d'étudiants et un enseignant.

2002. À l'époque, son nom officiel était la « congrégation des gens de la tradition pour le prosélytisme et la guerre sainte ». Mohammed Yusuf a organisé un complexe qui comportait une école islamique et une mosquée. L'éducation ne l'intéressait pas, et l'école est très vite devenue un centre de recrutement pour les extrémistes.

Mohammed Yusuf était considéré comme le descendant spirituel de Mohammed Marwa, également connu sous le nom de Maitatsine. Comme Mohammed Yusuf, Maitatsine a prêché une forme austère de l'Islam, rejetant tous les éléments de l'Occident, notamment les radios, les montres et les bicyclettes. Il a lancé un appel à la guerre contre pratiquement toutes les facettes de la société nigériane et de son gouvernement. Il s'est même autoproclamé prophète.

De même que Maitatsine, Mohammed Yusuf rejetait la culture occidentale, notamment la science. Lors d'une interview avec la BBC en 2009, Mohammed Yusuf a évoqué la pluie comme étant « une création de Dieu plutôt qu'une évaporation causée par le soleil, qui se

LES ATTAQUES DE BOKO HARAM

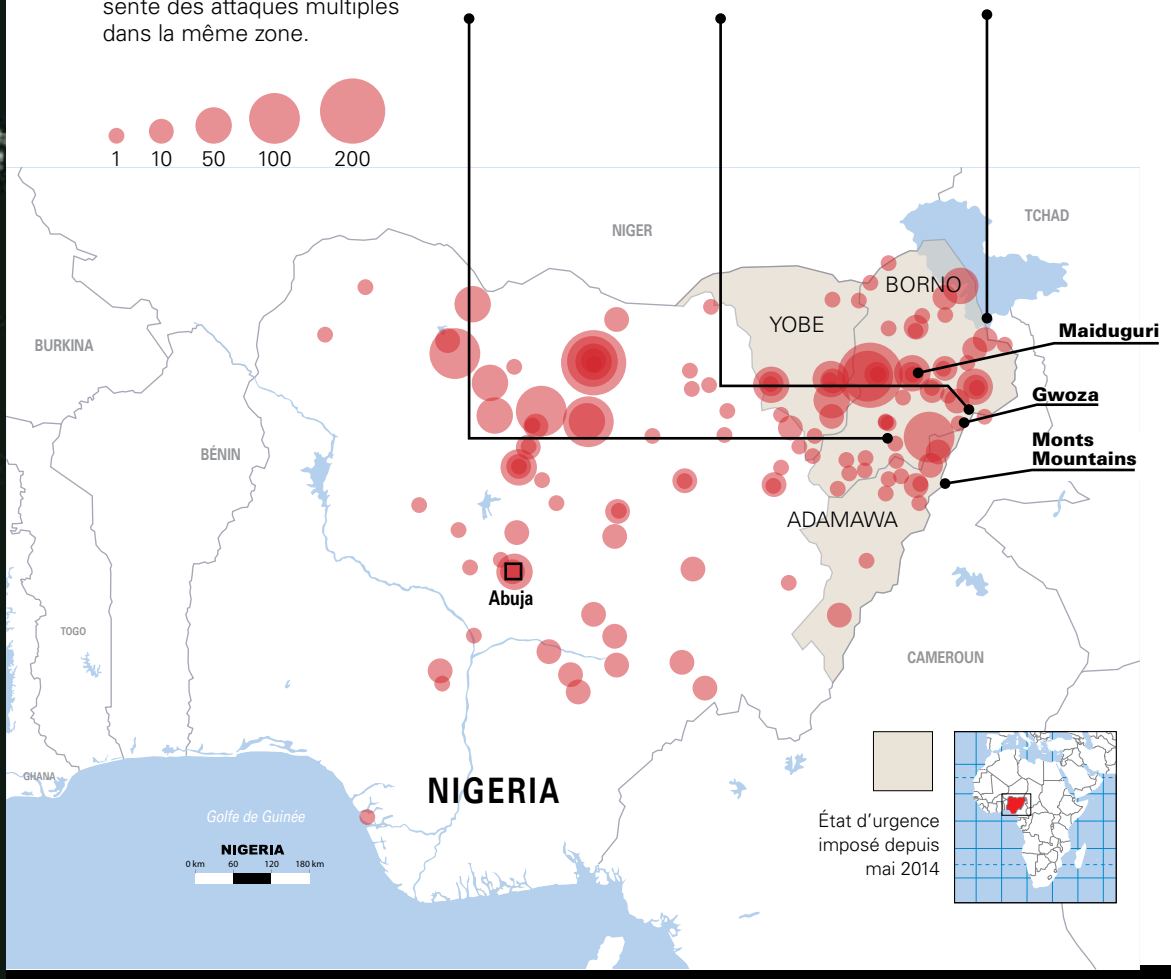
Le règne de la terreur infligée par Boko Haram dans le Nord du Nigeria a fait des milliers de victimes et a fait de la secte la plus grande menace à la sécurité dans ce pays, l'un des principaux producteurs de pétrole de l'Afrique.

Emplacement des attaques
De janvier 2011 à mai 2014. Chaque point de la carte représente une attaque occasionnant des victimes. La couleur la plus foncée représente des attaques multiples dans la même zone.

Chibok
Les insurgés de Boko Haram enlèvent plus de 200 écolières en avril 2014.

Warabe
Des tireurs présumés de Boko Haram enlèvent huit filles en mai 2014.

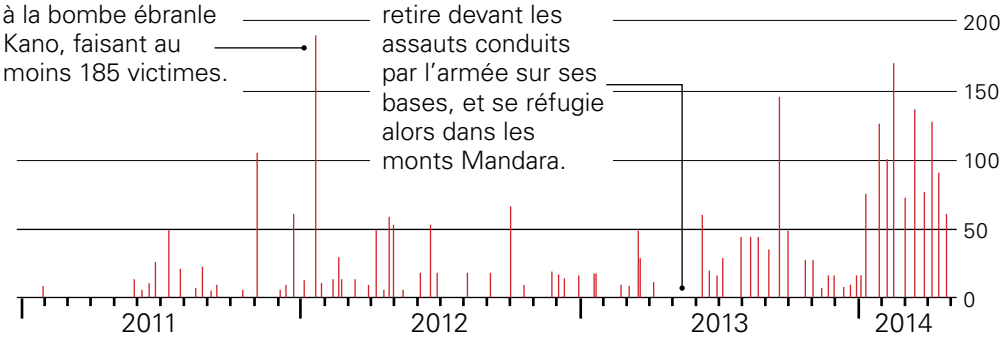
Gamburu
Des tireurs présumés de Boko Haram attaquent cette ville marchande en mai 2014, tuant 300 personnes.



VICTIMES QUOTIDIENNES - DE JANVIER 2011 À AVRIL 2014

20 janvier 2012
Une série d'attentats à la bombe ébranle Kano, faisant au moins 185 victimes.

Mi-mai 2013
Boko Haram se retire devant les assauts conduits par l'armée sur ses bases, et se réfugie alors dans les monts Mandara.



Sources: ACLED (Armed Conflict Location and Event Dataset), Clionadh Raleigh, Andrew Linke, Havard Hegre et Joakim Karisen ; Reuters

condense et se transforme en pluie ».

« C'est comme affirmer que le monde est une sphère, a-t-il ajouté. Si cela va à l'encontre des enseignements d'Allah, nous le rejetons. Nous rejetons également la théorie du Darwinisme. »

Le premier acte de violence connu commis par la secte s'est produit le 24 décembre 2003, lorsqu'il a attaqué des postes de police et d'autres bâtiments publics dans deux villes de l'État de Yobe. Moins d'une année après, il a encore attaqué d'autres postes de police, tuant des policiers et dérobant des armes.

Le gouvernement nigérian a adopté des mesures répressives contre le groupe en 2009, de manière si efficace que beaucoup pensaient qu'il avait été éliminé. À cette occasion, huit cents de ses membres ont été tués, y compris Mohammed Yusuf. Malgré cela, la répression a eu l'effet inverse. Le groupe s'est lancé dans une série d'exactions meurtrières qui continuent jusqu'à ce jour. Lorsque les pays du monde entier ont exprimé leur indignation concernant les enlèvements des adolescentes commis en avril 2014, Boko Haram a réagi des semaines plus tard en attaquant un marché de producteurs agricoles, massacrant à cette occasion plus de 300 personnes. Certaines des victimes ont été brûlées vives.

LA « VILLE DE LA PEUR »

Maiduguri est la capitale et la plus importante ville de l'État de Borno dans le Nord-Est du Nigeria. Cette ville compte une population de plus d'un million d'habitants et a historiquement été appelée « la maison de la paix ». Elle est maintenant connue sous le nom de « ville de la peur » en raison des attaques régulières menées par les adeptes de Boko Haram. Au nombre des tactiques définissant Boko Haram se trouve l'emploi de tireurs juchés sur des motos, tuant quiconque s'oppose au groupe, y compris les religieux musulmans. Les tireurs de Boko Haram sont si étroitement identifiés aux motos que Maiduguri a publié des arrêtés d'interdiction occasionnels de 24 heures concernant leur utilisation, même s'il s'agit d'un moyen de transport essentiel pour la population.

En décembre 2013, des centaines de militants de Boko Haram ont attaqué plusieurs quartiers de la ville, forçant les responsables gouvernementaux à imposer provisoirement un couvre-feu du crépuscule jusqu'à l'aube. Malgré cela, les attaques n'ont jamais réellement cessé. En effet, jusqu'en juin 2014, de petits groupes de militants de Boko Haram ont régulièrement attaqué certaines parties de la ville et des villages environnants.

Les attaques contre les villages étaient caractéristiques des tactiques employées par Boko Haram, à savoir recourir massivement à la force, tuer les populations et tout brûler. Boko Haram cible particulièrement les écoles, les églises, les postes de police et les hôpitaux, ainsi que les soldats, policiers et hommes politiques nigérians.

UNE GUERRE CONTRE L'ÉDUCATION

Le système éducatif du Nord du Nigeria accuse du retard par rapport au reste du pays. Dans l'État de Borno, l'épicentre de l'activité de Boko Haram, seuls 52 pour cent des enfants d'âge scolaire sont scolarisés. Pour s'efforcer d'inverser cette tendance, le gouvernement a annoncé, en 2013, une initiative visant à construire davantage d'écoles et à scolariser davantage d'enfants. Cependant, Boko Haram s'efforce d'agir dans l'autre direction, en incendiant les écoles. Selon les informations rapportées dans le quotidien nigérian le *DailyPost* en janvier 2014, Boko Haram ciblait en particulier les instituteurs des écoles pour les tuer, dans le cadre de sa croisade contre l'enseignement laïque.

Les attaques reposent sur une interprétation fausse et abusive de la loi islamique, laquelle, selon les croyances des affidés de Boko Haram, rend les élèves *kafir*, ou mécréants, et en fait des cibles qu'il est légitime d'attaquer.

Boko Haram est méticuleux lorsqu'il incendie une école, employant suffisamment d'essence pour détruire le bâtiment et tout ce qu'il contient, y compris les bureaux et les tableaux noirs. Bien qu'il soit difficile de donner une estimation chiffrée exacte, Amnesty International a rapporté en 2013 qu'en 20 mois environ, le groupe terroriste avait tué au moins 70 enseignants et plus de 100 élèves. Au moins 50 écoles ont été détruites ou endommagées, et 60 autres ont dû fermer. Amnesty International a indiqué la probabilité que le nombre de victimes était « notablement sous-estimé ».

Le gouvernement de l'État de Borno a une politique visant à reconstruire les écoles qui ont été incendiées, même si le groupe terroriste est susceptible de revenir et de les incendier à nouveau.

« Imaginez, chaque fois que le gouvernement dépense de considérables sommes d'argent pour remettre en état des écoles incendiées ou les reconstruire, les insurgés reviennent et recommencent à les détruire », a indiqué au *DailyPost* Inuwa Kubo, le commissaire du gouvernement de l'État de Borno pour l'Éducation. « C'est tout à fait frustrant. Cette insécurité affecte la présence régulière des élèves. »

Il semble qu'il n'y ait pas de limite à la cruauté dont Boko Haram est prêt à faire preuve. La BBC a

REUTERS

Une femme brandit une pancarte pendant une manifestation à Lagos en mai 2014, exigeant la libération des 276 élèves de l'école secondaire du village reculé de Chibok, qui ont été enlevées.

rapporté en septembre 2013 que le groupe avait assassiné 50 élèves pendant leur sommeil, dans le dortoir de leur collège agricole. Il a fallu empiler les corps dans des fourgonnettes pour les évacuer.

UNE NOUVELLE CIBLE

Boko Haram a attaqué pratiquement chaque secteur de la société nigériane, y compris les médias. Le Dr Freedom Onuoha du Collège de la défense nationale du Nigeria a prévu dans une étude parue en 2013 que Boko Haram, de même que d'autres groupes extrémistes dans d'autres régions du monde, intensifierait ses attaques contre les infrastructures de télécommunications, une tactique à laquelle il a donné le nom de « guerre des cellules ». Il a comparé les attaques de Boko Haram au Nigeria à celles des Talibans en Afghanistan, où ces derniers ont commencé à faire exploser des stations de base pour la téléphonie mobile et ont essayé d'extorquer des fonds aux entreprises de téléphonie mobile. En 20 jours en Afghanistan, les membres des commandos talibans ont détruit ou endommagé une trentaine de stations de base.

L'utilisation des téléphones portables au Nigeria a enregistré une hausse fulgurante ces dernières années, avec un nombre d'abonnés estimé à 150 millions et 20.000 stations de base. En 2011, le président nigérian Goodluck Jonathan a annoncé des plans visant à faire en sorte que les opérateurs de télécommunications réservent au public des lignes d'urgence à numéro d'appel gratuit en vue d'améliorer la collecte de renseignements sur la secte. Boko Haram a réagi par une menace de représailles.

En septembre 2012, selon Freedom Onuoha, Boko Haram a entrepris une attaque de deux jours sur les stations de base de cinq villes du Nord du Nigeria. Depuis lors, le groupe a attaqué d'autres installations.

« Les attaques sur les installations de télécommunications ajoutent une nouvelle dimension aux problèmes de sécurité préexistants, car des stations de base sont entièrement détruites par des [bombes artisanales], par des attentats suicide et par d'autres engins incendiaires », a écrit Freedom Onuoha. Il précise que Boko Haram a endommagé 150 stations de base dans le Nord du Nigeria rien qu'en 2012. Ces attaques coûtent des sommes considérables : le coût moyen d'une station de base au Nigeria est de 250.000 dollars. Freedom Onuoha a noté que la secte prend également pour cible les personnels des installations de téléphonie mobile.

« Avec plusieurs installations de télécommunications éparpillées dans des régions isolées du Nigeria, Boko Haram peut toujours les attaquer et les détruire avec facilité », a conclu Freedom Onuoha.

Malgré le mépris supposé de Boko Haram pour la technologie, il n'a pas limité ses attaques aux bombes et aux meurtres. En août 2012, un informaticien a piraté les dossiers du personnel des services secrets du Nigeria. Le pirate a indiqué que la violation avait été commise au nom de Boko Haram et avait révélé les noms, adresses, informations bancaires et membres de la famille des anciens et actuels membres de l'organisme.

« Cette attaque ne devrait pas avoir une signification considérable en elle-même », a écrit Denise N. Baken de l'University College de l'Université du Maryland. « Toutefois, elle représente un changement substantiel de tactique pour un groupe dont le nom évoque une orientation anti-occidentale. » Elle ajoute que, compte tenu des liens étroits de Boko Haram avec Al-Qaida et les cyber-attaques d'Al-Qaida elle-même datant de 1996, l'utilisation continue de pirates informatiques par Boko Haram est « quasiment inévitable ».

COMMENT LEUR PORTER UN COUP D'ARRÊT

Osumah Oarhe, assistant à l'Université Ambrose Alli à Ekpoma, au Nigeria, a constaté que la collecte du renseignement devra s'améliorer et inclure la nécessité de collaborer avec les pays voisins. Il a fait valoir que les milieux du renseignement du Nigeria et son armée devront coopérer davantage pour mettre un coup d'arrêt à Boko Haram.

Le Nigeria devra mieux gérer ses frontières pour mettre fin au flux d'« armes illicites, d'immigrants clandestins, de criminels et de contrebandiers. Les responsables de la défense et du renseignement doivent s'armer de courage pour affronter les élites politiques qui seraient derrière la secte. »

Freedom Onuoha a acquiescé, suggérant à *ADF* que les mesures nécessaires pour porter un coup d'arrêt à Boko Haram devaient inclure celle de « cibler les hommes politiques connus pour leur soutien politique ou financier au groupe ».

« Je pense qu'en dernier lieu l'anéantissement de Boko Haram résidera dans le nombre croissant de ses attaques aveugles sur des résidents locaux sans défense, a-t-il ajouté. De plus en plus d'habitants du Nord se rendent comptent que l'objectif de la secte, à savoir l'islamisation du Nigeria, est indéfendable. En outre, ils éprouvent une colère croissante au sujet des tueries continues de personnes innocentes par la secte. Ainsi, celle-ci perdra la compréhension dont elle bénéficie envers sa cause. Le gouvernement du Nigeria peut rapidement mettre fin à l'insurrection s'il prête moins attention aux fantassins qui se faufilent au milieu des communautés frontalières reculées et des zones forestières du Nord du Nigeria, tout en étant beaucoup plus attentif aux individus puissants suspectés de diriger la secte. »

Freedom Onuoha a expliqué que, pour mettre fin aux activités de Boko Haram, le Nigeria devra démanteler le « triple pilier de la viabilité du terrorisme », à savoir l'idéologie, le recrutement et le financement.

« Dans un sens, le gouvernement doit adopter une méthode englobant plusieurs aspects du problème, qui déconstruit l'attirance pour l'idéologie de Boko Haram, qui le prive d'opportunités de recrutement et de radicalisation mais aussi qui assèche ses sources de financement. »

Un responsable nigérian de la sécurité a décrit la frustration ressentie à force d'essayer de les attraper.

« C'est l'effet du tube dentifrice : vous pressez à une extrémité du tube et la pâte dentifrice ressort de l'autre, a-t-il expliqué. Ils se sont avérés résistants à l'adversité et ils s'adaptent plus vite que l'armée. » ❑

REUTERS

Un Kenyan **REMPORTE** le Marathon de Londres — Une nouvelle fois

THE ASSOCIATED PRESS

Wilson Kipsang a remporté le Marathon de Londres pour la deuxième fois, le 13 avril 2014, établissant un record dans cette épreuve. Il a réussi à tenir à distance un groupe très relevé, bien qu'il soit arrivé en retard dans la capitale britannique suite au vol de son passeport.

Le Kenyan, âgé de 32 ans, a terminé l'épreuve de 42,2 kilomètres en deux heures, quatre minutes et 29 secondes, soit 11 secondes de moins que la précédente performance la plus rapide établie par le Kenyan Emmanuel Mutai à Londres en 2011.

« Je me sentais réellement bien, et j'ai dominé les autres participants », a déclaré Wilson Kipsang, qui l'a également emporté en 2012.

Son compatriote kenyan Stanley Biwott est arrivé deuxième à 26 secondes, et l'ex-champion de l'épreuve, Tsegaye Kebede, est arrivé troisième, un peu plus de deux minutes derrière Wilson Kipsang. Or, pour Mo Farah, cette première participation à un marathon complet s'est avérée décevante.

Dans une ville baignée par le soleil, les Londoniens sont sortis encourager le favori local, mais seulement pour le voir finir huitième, près de quatre minutes derrière Wilson Kipsang. Toutefois, même s'il n'a pas réussi à égaler ses performances en athlétisme réalisées en 2012 dans la ville où il avait remporté les épreuves du 5.000 et du 10.000 mètres lors des jeux Olympiques, Mo Farah sera de retour pour une autre tentative au marathon.

« Je ne vais pas m'arrêter là, a promis Mo Farah. Je reviendrai. C'est une question d'expérience et d'apprentissage. »

Avant la performance de Wilson Kipsang qui a nettement dominé ses concurrents, l'épreuve féminine s'est terminée par un sprint en face du Palais de Buckingham : la Kenyane Edna Kiplagat, double championne du monde, l'a emporté pour sa quatrième participation.

Un poète nigérian gagne un prix de 100.000 dollars

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les manchettes présentent le Sahara comme un désert stérile qui cause la mort de nombreux migrants. Pourtant, le poète nigérian Tade Ipadeola avait une histoire différente à raconter, dont la valeur a été estimée à 100.000 dollars.

The Sahara Testaments de Tade Ipadeola a remporté le prix littéraire le plus lucratif de l'Afrique, le Nigeria Prize for Literature, pour son évocation de l'histoire et de la culture du plus grand désert du monde.

L'auteur a affirmé que la véritable richesse du Sahara a été déformée et méconnue. « Je voulais montrer que ce n'est pas seulement un endroit désolé et stérile », a expliqué le poète de 43 ans. « Le Sahara a été une destination de choix pour quelques-unes des plus grandes œuvres littéraires au monde. »

The Sahara Testaments aborde l'histoire du désert, l'impact du changement climatique, des récits personnels, ainsi que quelques critiques et satires politiques. Tade Ipadeola s'en prend aux entreprises du secteur de l'énergie qui, selon lui, ont pour toujours perturbé la vie des peuples d'origine de la région. En dépit de sa critique acerbe du secteur pétrolier et gazier, il a salué la société Nigeria Liquified and Natural Gas, qui a parrainé le Nigeria Prize, pour lui avoir fait cet honneur en le choisissant parmi 200 autres candidats.

Tade Ipadeola, qui a une formation d'avocat, a indiqué avoir commencé à travailler sur *The Sahara Testaments* il y a huit ans. Il essayait d'écrire l'après-midi et le soir après avoir passé des journées à exercer le droit dans la ville d'Ibadan, dans le Sud-Ouest du Nigeria. S'étant rendu compte qu'il ne terminerait jamais son recueil de poèmes aussi longtemps qu'il exercerait le droit, il a utilisé ses économies pour explorer le désert.

Il s'est rendu de Mauritanie en Égypte, séjournant chez des amis et des connaissances, rencontrant le plus de personnes possible, depuis les Touaregs dans le Nord du Mali jusqu'aux négociants des marchés en Égypte. Ses recherches ont été entravées par les révoltes du Printemps arabe, qui ont gagné la région à partir de la Tunisie en décembre 2010, rendant certains endroits trop dangereux à visiter. « Je n'ai pas pu fouler le sol de la Libye », a expliqué Tade Ipadeola, faisant référence à la guerre civile de 2011-2012 qui a renversé le dirigeant du pays, Mouammar Kadhafi.

Le musée d'art africain contemporain de la Fondation Zinsou se trouve dans une villa vieille de 92 ans dans la ville d'Ouidah, au Bénin.

Dans le musée se trouve notamment une sculpture de l'artiste béninois Kifouli Dossou.

AFP/GETTY IMAGES

Une ville du Bénin accueille LE MUSÉE DE L'ART CONTEMPORAIN

AGENCE FRANCE-PRESSE

Jusqu'à 2013, la seule attraction touristique de la ville béninoise d'Ouidah était un mémorial massif rappelant la sombre histoire de la région en tant que plaque tournante de la traite des esclaves. À présent, la ville accueille quelque chose d'entièrement différent, à savoir le premier musée de l'Afrique subsaharienne consacré à l'art africain contemporain.

Le musée Zinsou, logé dans une villa fleurie de 92 ans, a attiré 13.000 visiteurs depuis son inauguration en novembre 2013. Il s'agit d'une performance impressionnante pour une ville béninoise située à l'écart, dans un pays assez peu visité.

La réputation et la valeur monétaire de l'art africain contemporain se sont régulièrement accrues ces dernières années. Les conservateurs de musées et les collectionneurs d'Amérique du Nord et d'Europe prennent fréquemment l'avion pour se rendre dans des grands centres artistiques, tels que Lagos, au Nigeria, à la recherche de nouveaux talents et de nouvelles œuvres réalisées par des artistes bien établis.

La Fondation Zinsou a ouvert ses portes en 2005 dans un bâtiment de Cotonou, la plus grande ville du Bénin. Son entrée gratuite permet d'observer des œuvres d'art africaines et étrangères. La fondation a attiré 4 millions de visiteurs en huit ans, dont la plupart étaient des élèves de moins de 15 ans. À mesure qu'elle est devenue mieux établie, la Fondation Zinsou a commencé à acquérir une collection diversifiée d'art africain contemporain, dans le but d'ouvrir un musée permanent.

La villa Ajavon, une vaste demeure de couleur crème bâtie en 1922 par un négociant togolais, a fait venir la fondation à Ouidah, une ville de 60.000 habitants située à 40 kilomètres de Cotonou.

Le mémorial de la traite des esclaves à Ouidah est une imposante arche au sommet de laquelle sont représentées, sur un bas-relief, deux longues rangées d'hommes nus et enchaînés, suggérant que le groupe est conduit vers l'océan Atlantique.

D'après les estimations, des centaines de milliers d'Africains ont été condamnés à l'esclavage à partir de la plage que l'arche surplombe. La fondation explique que la villa Ajavon, dont le style est influencé par l'architecture brésilienne et africaine, défie d'une certaine manière cette partie de l'histoire, car elle a été bâtie par les descendants d'esclaves qui sont retournés sur le continent en provenance de la ville brésilienne de Bahia.

Malgré la nécessité de rénover la villa pour qu'elle puisse accueillir un musée, la priorité était de préserver sa structure originale. La climatisation dans la grande salle principale a, par conséquent, été exclue, afin de ne pas défigurer son aspect extérieur. Ceux qui désirent voir la collection du musée doivent être prêts à transpirer.

L'air circule à travers des couloirs ensoleillés dans lesquels sont exhibées des œuvres d'artistes africains de premier plan.

Même si son travail est axé sur la riche vie du Sahara, il a malgré tout bon espoir que *The Sahara Testaments* permettra de mieux sensibiliser le public au sujet du flux insoutenable d'Africains dans leur périple vers l'Europe. « L'Europe ne peut pas endiguer ce flux, a-t-il observé. Les Européens deviennent de plus en plus xénophobes. Il s'agit réellement d'une situation explosive. »

Tade Ipadeola a imputé à « l'échec des dirigeants africains » les récits déchirants de migrants en train de périr, fustigeant les responsables politiques qui ont échoué à fournir des opportunités à leurs administrés et à les empêcher de se lancer dans des périples pratiquement suicidaires. « Dans leur majorité, ceux qui partent sont ignorants des dangers inhérents à la tentative de traverser toute cette distance dans l'un des endroits le plus chaud de toute la planète. »

Le poète nigérian Tade Ipadeola, lauréat du prestigieux Nigeria Prize for Literature, exhibe son trophée lors d'une cérémonie organisée à Lagos, le 6 mars 2014.

AFP/GETTY IMAGES

Les États-Unis promettent de soutenir l'effort d'investissement du Nigeria

PERSONNEL *D'ADF*

Le Nigeria et les États-Unis se sont engagés à s'impliquer davantage dans leur partenariat économique dans les années à venir, comme l'ont indiqué des responsables lors d'une réunion à Washington en mars 2014.

Selon le quotidien nigérian *Vanguard*, l'objectif est de relever le niveau des investissements de développement américains au Nigeria de 8 milliards de dollars par an, par rapport aux 5,4 milliards enregistrés en 2012.

L'ambassadeur du Nigeria aux États-Unis, Ade Adefuye a dit que les deux pays œuvraient aussi à lutter contre le groupe extrémiste Boko Haram, qui continue à terroriser le Nord-Est du Nigeria.

Ade Adefuye a ajouté que l'ambassade du Nigeria recherche des investisseurs étrangers dans l'infrastructure du pays, ainsi que dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des communications et de l'aviation. Obtenir plus d'investissements fait partie du programme Vision 2020 du pays visant à élever le Nigeria au rang des 20 premières économies du monde d'ici à 2020.

« Nous voulons diversifier notre économie pour y inclure les secteurs non pétroliers et garantir que notre pays réalisera ses objectifs dans le cadre de Vision 2020 », a précisé Ade Adefuye.

Douze gouverneurs des États du Nord et un gouverneur adjoint ont assisté à la réunion à la Maison Blanche. Cette réunion était organisée au nom du gouvernement américain par l'Institut pour la Paix des États-Unis, afin de définir la manière dont les États-Unis peuvent coopérer avec les gouvernements des États du Nord du Nigeria pour lutter contre l'insurrection de Boko Haram et s'attaquer au sous-développement socio-économique de la région.

L'ambassadeur du Nigeria aux États-Unis, Ade Adefuye, s'entretient avec Wendy Sherman, sous-secrétaire d'État américaine aux Affaires politiques, lors d'une réunion à Abuja, au Nigeria, en 2013.

AFP/GETTY IMAGES

La Maison Blanche a rapporté que Susan E. Rice, conseillère à la sécurité nationale des États-Unis, a assisté à la réunion et a attiré spécialement l'attention sur l'importance des élections au Nigeria en 2015, sur le rôle que pourraient jouer les gouverneurs dans la lutte contre la corruption et sur la manière dont les États-Unis restent engagés dans leur partenariat avec le Nigeria pour relever les défis communs.

LE SUSHI AFRICAIN À LA CONQUÊTE DU JAPON

REUTERS

L'idée de consommateurs japonais mangeant des sushis exportés par un petit pays africain sans littoral peut sembler improbable. Pourtant, c'est l'exploit accompli par le Lesotho.

Élaboré par le conseil d'administration du groupe minier sud-africain Gold Fields, un projet nommé Highlands Trout permet d'exporter aujourd'hui 2.000 tonnes de truites arc-en-ciel par an, principalement à destination de la chaîne de supermarchés japonaise CGC.

Le « sushi made in Africa » marque un nouveau tournant dans les relations commerciales entre l'Afrique et l'Asie, offrant à un pays pauvre et enclavé la possibilité d'exploiter ses ressources naturelles pour produire et exporter un produit de haute qualité vers une clientèle avertie.

Toutefois, cela montre aussi les limites du commerce mondial. En effet, les emplois créés dans le Lesotho rural, même s'ils sont bienvenus, ne suffisent pas à compenser la perte d'emplois des travailleurs migrants dans les mines sud-africaines, qui ont longtemps constitué le pilier de l'économie du Lesotho.

Le Lesotho montagneux, entouré par l'Afrique du Sud, fournit de l'eau à son immense voisin.

Highlands Trout, qui exporte vers le Japon depuis 2012, espère augmenter sa production annuelle de 2.000 tonnes, alors que la capacité de traitement des truites au Lesotho atteint le nombre prévu de 10.000 tonnes par an.

Par comparaison, l'aquaculture en l'Afrique du Sud, avec son immense littoral bordant deux océans, produit entre 4.000 et 5.000 tonnes par an.

À Highlands Trout, les poissons sont élevés dans des cages flottantes et nourris de granulés spéciaux importés de France. Après avoir atteint le poids optimal de 2,5 à 2,8 kilogrammes, ils sont « congelés frais » dans un congélateur à air pulsé, dans l'heure qui suit leur capture et leur nettoyage. Ils entament ensuite un voyage d'un mois vers le Japon.

Autre tournure improbable de l'histoire, cette truite arc-en-ciel est originaire du pourtour pacifique de l'Amérique du Nord et de la Russie, beaucoup plus proche du Japon que le Lesotho.

La capacité d'adaptation de l'espèce en fait la truite d'élevage idéale. Celle-ci a été introduite dans au moins 45 pays et sur chaque continent, sauf l'Antarctique.

Le superordinateur Watson arrive en Afrique

REUTERS

IBM a commencé le déploiement de son superordinateur Watson en Afrique. Il est spécialement conçu pour surmonter les obstacles au développement du continent dans des domaines aussi divers que les diagnostics médicaux, la collecte de données économiques et la recherche relative au commerce en ligne.

Plus grand fournisseur de services de technologie au monde, IBM a déclaré que le « Projet Lucy », du nom du plus ancien fossile humain découvert en Afrique de l'Est, durera 10 ans et coûtera 100 millions de dollars.

« Je crois que le projet va stimuler toute une période d'innovation pour les entrepreneurs ici », a déclaré la directrice générale d'IBM, Ginni Rometty, lors d'une conférence en février 2014.

À titre d'exemple, Ginni Rometty a cité le Maroc, qui a utilisé l'extraction de données sophistiquées pour l'« agriculture intelligente » afin d'améliorer les méthodes de culture grâce aux prévisions des conditions météorologiques, de la demande et des épidémies.

Le système Watson utilise l'intelligence artificielle qui peut rapidement analyser d'énormes quantités de données et comprend suffisamment bien le langage humain pour mener des conversations complexes. Il a même battu les humains à l'émission de télévision Jeopardy! en 2011.

La technologie permettra aux pays pauvres d'Afrique de brûler les étapes de leur développement qu'ils n'ont pas encore atteintes, un peu de la même manière que les téléphones mobiles ont pénétré le continent dans des régions où il n'y avait pratiquement pas de lignes de téléphones fixes, a déclaré Michel Bézy, professeur de technologie basé au Rwanda et qui a aidé à développer le système.

Ainsi, les écoles disposant de peu de ressources informatiques peuvent utiliser des applications de téléphone mobile qui ont accès à des outils d'analyse de Watson par l'intermédiaire du nuage informatique, a déclaré Uyi Stewart, chercheur chez IBM.

« Ce continent souffre d'un immense déficit infrastructurel, mais l'extraction de données peut aider à le contourner », a précisé Uyi Stewart.

La rénovation des ports du **LIBERIA** donne une impulsion au commerce international

AGENCE FRANCE-PRESSE

La rénovation des quatre ports du Liberia ouvre la voie à une transformation économique qui vise à faire oublier à ce pays d'Afrique de l'Ouest les ravages causés par la guerre civile.

Dix ans après la fin des hostilités, le Liberia, riche en ressources minérales, cherche à étendre ses secteurs industriel et manufacturier, profitant d'une croissance économique qui atteint 8,9 pour cent en 2012.

Le changement s'est amorcé en 2009 quand le gouvernement a engagé Matilda Parker. Cette spécialiste de la gestion du secteur privé formée aux États-Unis est ainsi devenue la seule femme au monde à prendre la direction d'une autorité portuaire. Elle avait pour tâche de retourner la situation au port franc de Monrovia, jusque-là sous-performant et inefficace.

« Lorsque mon administration a pris la gestion en charge, nous avons été confrontés à des problèmes opérationnels. Les équipements étaient inutilisables. Il y avait même une boîte de nuit dans le port. Ainsi, les gens pouvaient entrer comme ils voulaient pour boire un verre, a-t-elle déclaré. Il y avait peu de sécurité, voire pas du tout, aucun des ports n'était aux normes internationales, et nous avons rencontré des problèmes administratifs lorsqu'il a fallu rendre compte des recettes [et] des dépenses. »

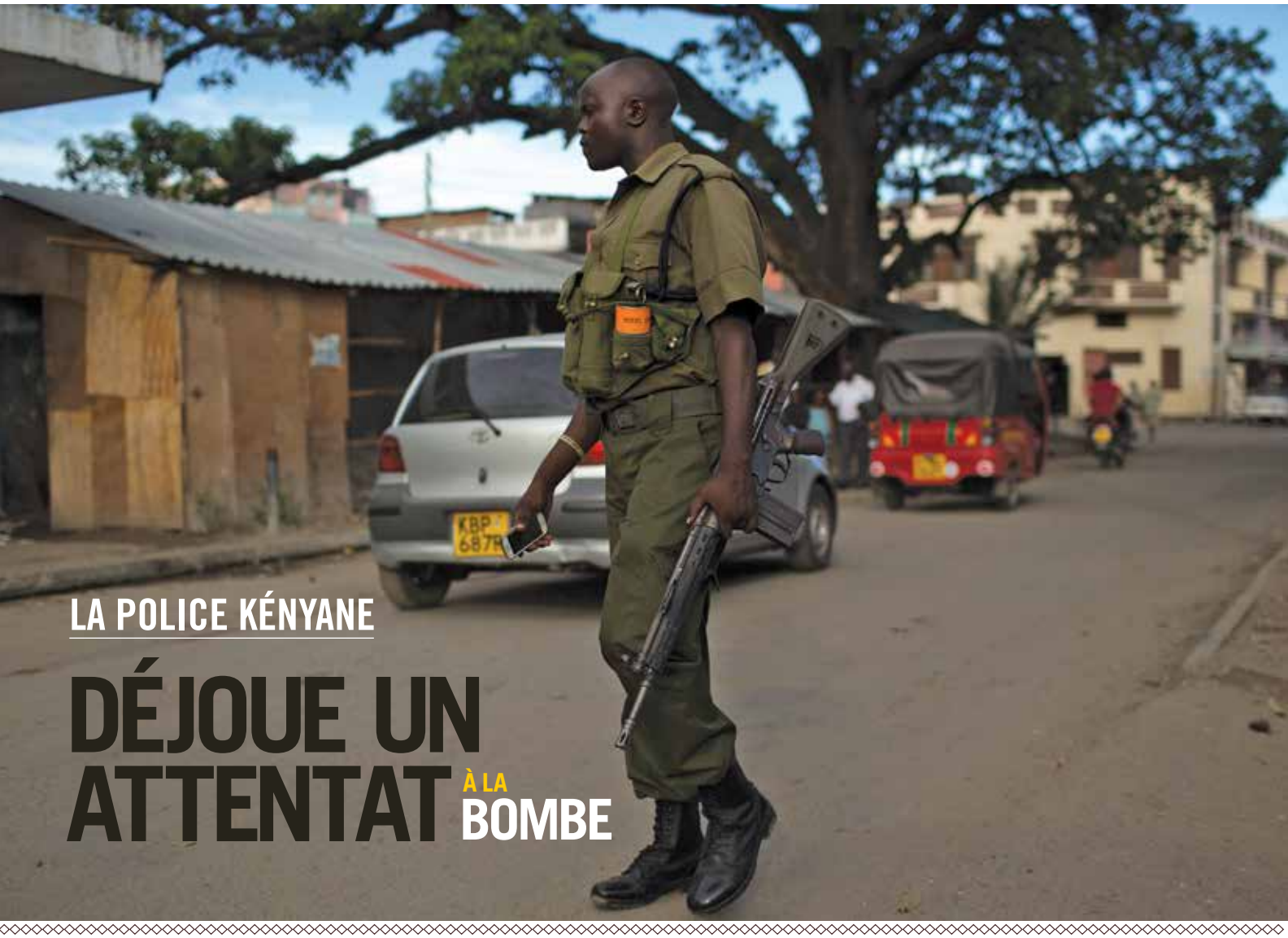
Forte de 25 ans d'expérience dans les secteurs privé et caritatif, Matilda Parker a concentré ses efforts sur la sécurisation du port franc de Monrovia et du port de Buchanan, qui traite principalement les exportations, à 270 kilomètres au sud-est.

Elle a remplacé la comptabilité sur papier par un logiciel de comptabilité moderne qui assure le suivi des recettes et des dépenses et permet de planifier correctement les finances. Parmi les nombreux événements marquants à Monrovia, un « guichet unique » a été créé en 2011 pour regrouper tous les services administratifs du port en un seul lieu et accélérer ainsi les opérations portuaires.

Les ports sont vitaux pour l'économie du Liberia. Les navires ont commencé à exporter de l'huile de palme du Liberia vers 1850. Or, il s'est écoulé près d'un siècle avant que l'armée américaine ne construise le port franc de Monrovia. Ce port artificiel de 30 hectares devait assurer les exportations de caoutchouc destiné au matériel de guerre.

AFP/GETTY IMAGES

La modernisation des quatre grands ports maritimes du Liberia, y compris le port franc de Monrovia, alimente la croissance économique.



LA POLICE KÉNYANE

DÉJOUE UN ATTENTAT À LA BOMBE

SABAHIONLINE.COM

En mars 2014, la police kényane a arrêté à Mombasa deux hommes au volant d'un véhicule illégal, qui s'est avéré plus tard être chargé d'explosifs. « Nous n'avons pas déterminé où était la cible, mais nous détenons deux suspects d'actes terroristes qui étaient dans le véhicule », a affirmé Henry Ondiek, du département d'enquêtes criminelles de Mombasa, selon l'Agence France-Presse (AFP).

La police a déclaré qu'elle avait trouvé deux bombes artisanales et un téléphone portable, qui aurait pu servir de détonateur. « Nous avons reçu un tuyau indiquant que les deux hommes étaient en route pour attaquer un endroit non identifié. Nous leur avons donc tendu une embuscade, a poursuivi Henry Ondiek.

Henry Ondiek a aussi déclaré que la voiture saisie par la police portait des plaques somaliennes et qu'elle se trouvait dans le pays illégalement. L'un des suspects était un ressortissant somalien et l'autre était somalien et kényan. Le véhicule a été conduit au principal commissariat de Mombasa et placé sous haute sécurité, alors que la police fouillait un garage local où la bombe aurait pu être assemblée, a poursuivi Henry Ondiek.

« [À première vue], il est difficile de savoir si un véhicule est chargé d'explosifs, a expliqué Henry Ondiek. Or, les artificiers ont découvert les explosifs cachés dans le moteur du véhicule. » Le commissaire du comté de Mombasa, Nelson Marwa, a déclaré à l'AFP que des forces étrangères spéciales avaient participé à l'opération ayant conduit à l'interpellation des deux hommes qui préparaient une « attaque massive ».

« Les deux hommes ont été suivis depuis la Somalie, à la fois par des forces kényanes et étrangères », a-t-il déclaré. Entre temps, l'Ouganda avait averti que des militants d'Al-Shebab avaient l'intention de se servir de camions citernes comme de bombes. L'Ouganda et le Kenya sont d'importants contributeurs de troupes à la Mission de l'Union africaine en Somalie. Al-Shebab a mené des attaques de représailles dans ces deux pays par le passé.

« Nous avons reçu des informations crédibles selon lesquelles Al-Shebab envisageait de faire sauter des camions citernes à Kampala pour causer des dommages corporels et matériels », a déclaré le chef de la police kényane, Kale Kayihura, dans un communiqué. « La police a demandé au public d'être très vigilant et de lui signaler toute activité ou mouvements suspects. »

Un policier patrouille dans une rue de Mombasa, au Kenya, en avril 2014.
REUTERS

Les pays de la région du lac Tchad créent

UNE FORCE CONJOINTE

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Les pays du pourtour du lac Tchad, en Afrique centrale, ont déclaré déployer une force conjointe pour combattre le trafic d'armes, le terrorisme et les attaques transfrontalières, alors que les tensions régionales s'intensifient.

Le conflit en République centrafricaine (RCA) et l'insurrection dans le Nord du Nigeria ont un impact régional, poussant les réfugiés, les armes et la violence dans les pays voisins.

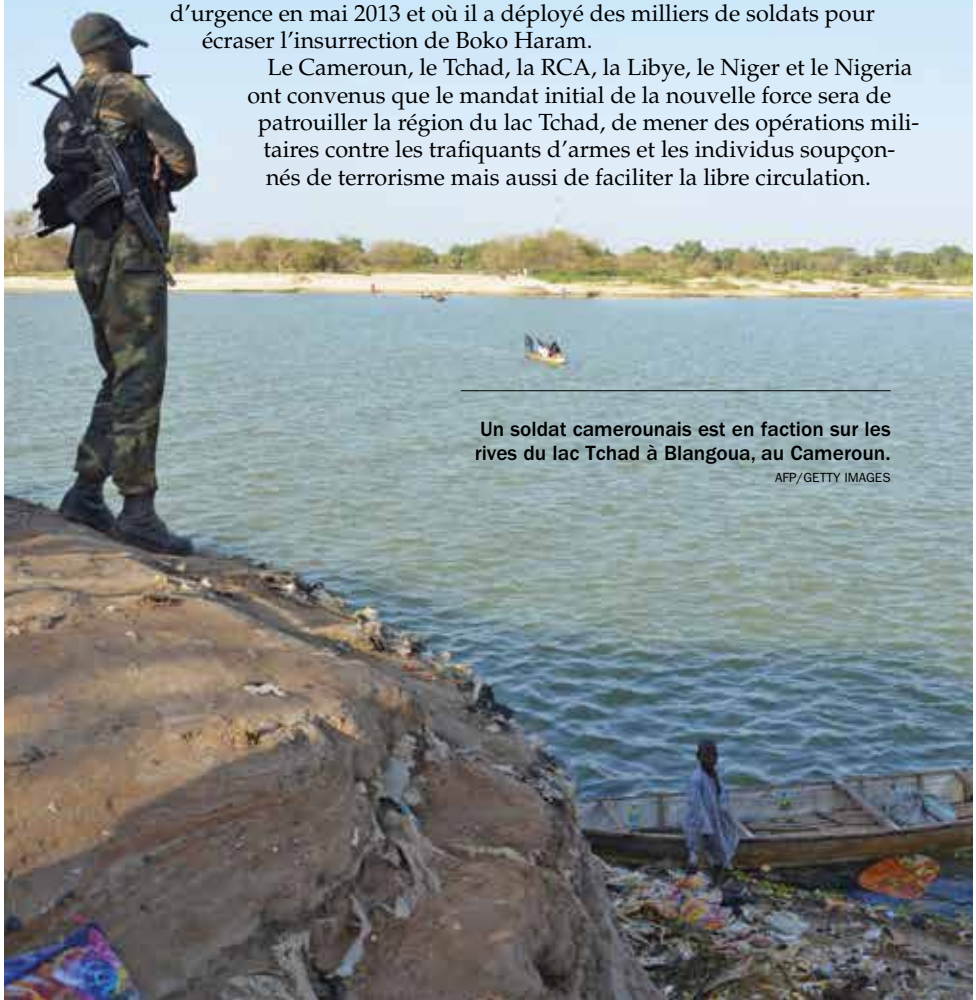
Pour faire face aux menaces extrémistes, les chefs de la défense et de l'armée des six pays membres de la Commission du bassin du lac Tchad, ont approuvé la mise en place d'une force armée multinationale. Le ministre de la Défense du Cameroun, Edgar Alain Mebe Ngo'o, a affirmé que la conférence avait été une sorte de « thérapie de choc » pour inciter les pays membres du bassin du lac Tchad à chercher la meilleure solution pour éradiquer les menaces croissantes et les problèmes de sécurité.

Le Cameroun a été durement touché par le chaos qui règne en RCA et les attaques de Boko Haram dans le Nord du Nigeria. Suite à ces dernières, des milliers de réfugiés des deux pays ont afflué au Cameroun.

Le secrétaire exécutif de la Commission du bassin du lac Tchad, le Nigérian Sanusi Imran Abdullah, a déclaré que l'état-major de la nouvelle force serait installé dans la ville de Baga, dans l'État de Borno au Nigeria, qui est l'État d'origine de Boko Haram.

« Baga est entièrement équipée pour recevoir l'état-major, a-t-il précisé. Comme vous le savez, il y a déjà des bâtiments et des infrastructures. Il n'y a aucun besoin de nouvelles constructions. » Borno est l'un des trois État nigérians dans lequel le gouvernement a déclaré l'état d'urgence en mai 2013 et où il a déployé des milliers de soldats pour écraser l'insurrection de Boko Haram.

Le Cameroun, le Tchad, la RCA, la Libye, le Niger et le Nigeria ont convenus que le mandat initial de la nouvelle force sera de patrouiller la région du lac Tchad, de mener des opérations militaires contre les trafiquants d'armes et les individus soupçonnés de terrorisme mais aussi de faciliter la libre circulation.



Un soldat camerounais est en faction sur les rives du lac Tchad à Blangoua, au Cameroun.
AFP/GETTY IMAGES

La Marine nigériane a lancé un raid contre cette raffinerie de pétrole illégale, dans l'État de Bayelsa, au Nigeria, en 2013.
THE ASSOCIATED PRESS

La marine nigériane détruit des raffineries de pétrole illégales

THE ASSOCIATED PRESS

La marine nigériane a annoncé, en mars 2014, qu'elle avait détruit 260 raffineries de pétrole illégales et brûlé 100.000 tonnes de carburant de contrebande pour mettre fin aux vols de pétrole qui minent l'économie du plus grand producteur de pétrole d'Afrique.

Le capitaine Musa Gemu a déclaré que les marins du NNS Delta avaient détruit les raffineries dans la zone de gouvernement local Warri Sud-Ouest, dans le sud de la région du Delta et qu'ils avaient arrêté cinq suspects.

Des missions similaires ont échoué, par le passé, à ralentir les vols estimés à 200.000 barils par jour, ce qui représente plus de 20 millions de dollars de pertes. Selon des critiques et des analystes, la majeure partie du pétrole est volée par des cartels criminels liés à la classe politique et vendue sur le marché international. Les petits délinquants visés par ces raids peuvent reconstruire des sites rudimentaires en quelques jours.

Shell Nigeria, le plus grand opérateur, dit avoir perdu 1 milliard de dollars du fait des vols de pétrole en 2013.

Meurtrie par la guerre

LA CÔTE D'IVOIRE
S'OUVRE À NOUVEAU AUX AFFAIRES

REUTERS

La Côte d'Ivoire redevient la destination de choix des investissements en Afrique de l'Ouest, après une décennie d'instabilité politique. Pour garder la porte ouverte aux capitaux, le président Alassane Ouattara doit éliminer la corruption et promouvoir la réconciliation.

Longtemps considérée comme le joyau de la couronne des anciens territoires de l'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire, plus grand producteur de cacao au monde, a vu se ternir sa réputation d'îlot de stabilité dans une région troublée à la suite du coup d'État de 1999. Une élection présidentielle sanglante en 2000 et une rébellion, deux ans plus tard, ont entraîné un exode de capitaux qui a défait des décennies de développement, baptisées le « Miracle ivoirien ».

Une fois la paix enfin rétablie, l'entreprise de construction Bouygues, des compagnies pétrolières telles que Tullow et Lukoil, et la Standard Bank d'Afrique du Sud, entre autres, se bousculent pour venir investir en Côte d'Ivoire.

« Nous avons perdu la moitié de nos entreprises au cours de cette période, a déclaré le ministre du Commerce Jean- Louis Billon. Le niveau de pauvreté a augmenté de 10 % pour atteindre près de 50 %. Maintenant, nous voulons aller de l'avant. »

Avec Alassane Ouattara, ancien fonctionnaire du Fonds monétaire international, à la barre, l'économie ivoirienne, qui représente 40 milliards de dollars, soit près de la moitié de l'économie des six pays membres de la zone franc, a amorcé un renouveau spectaculaire. Elle a enregistré une croissance de plus de 9 %, en 2012 et 2013. Le gouvernement vise une croissance à deux chiffres en 2014 et tente de rattraper le Ghana voisin, nouveau pays exportateur de pétrole.

Des projets d'infrastructure à grande échelle, restés en attente au cours d'une décennie d'impasse politique, commencent à reprendre forme. Une autoroute reliant le port d'Abidjan à la capitale administrative Yamoussoukro a été ouverte en 2013. Bouygues va de l'avant avec la construction, longtemps retardée, d'un troisième pont sur la lagune d'Abidjan pour débloquer la congestion.

De gros investissements dans la production d'électricité ont pour but de stimuler la production de 1.600 mégawatts à 4.000 d'ici 2020, alors que, déjà exportatrice d'énergie, la Côte d'Ivoire cherche à devenir un hub régional de l'énergie.

Les bailleurs de fonds ont appuyé le programme de reconstruction d'Alassane Ouattara. Lors d'une conférence à Paris en décembre 2012, ils se sont engagés à hauteur de 8,6 milliards de dollars (soit le double du montant requis) pour améliorer les infrastructures dans le cadre d'un plan allant de 2013 à 2015.

Le président de la Côte d'Ivoire Alassane Ouattara

REUTERS

L'ANGOLA OCTROIE UNE AIDE DE **10 MILLIONS DE DOLLARS** À LA RCA

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Angola a annoncé une aide de 10 millions de dollars à la République centrafricaine déchirée par les conflits, avec une éventuelle ligne de crédit pour l'avenir, à l'occasion d'une visite de la présidente de la RCA en mars 2014.

Joaquim do Espirito Santo, directeur pour l'Afrique du ministère angolais des Affaires étrangères, a déclaré que l'aide était octroyée en vue de soutenir le fonctionnement du gouvernement de transition et de répondre à la crise humanitaire en cours. « Il pourrait y avoir des négociations en vue d'un accord ouvrant une ligne de crédit », a-t-il ajouté.

En visite officielle de deux jours à Luanda, en Angola, la présidente par intérim de la RCA, Catherine Samba-Panza, a déclaré qu'il restait encore « des pics de violence », mais que d'une manière générale, la situation commençait à être maîtrisée.

Des femmes et des enfants font la queue dans le district de Begoua, dans le Nord-Est de Bangui, en République centrafricaine, pour recevoir de la nourriture et des médicaments en avril 2014. AFP/GETTY IMAGES

Les besoins de la RCA sont énormes et le pays compte sur l'appui de ses « frères africains », a-t-elle souligné. Plus tôt, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, avait recommandé de déployer près de 12.000 soldats de la paix pour rétablir l'ordre au milieu des tueries sectaires et du chaos qui a surgi après le coup d'État de mars 2013.

L'ARCHITECTE DE LA PAIX EN SIERRA LEONE *disparaît à l'âge de 82 ans*

AGENCE FRANCE-PRESSE

AFP/GETTY IMAGES

Ahmad Tejan Kabbah, réputé pour avoir largement contribué au retour à la paix de la Sierra Leone lorsqu'il était président, est décédé à l'âge de 82 ans, le 13 mars 2014, à son domicile de Freetown, la capitale du pays.

Ahmad Tejan Kabbah a dirigé la Sierra Leone pendant et après une guerre civile de 11 ans, au cours de laquelle 120.000 personnes ont trouvé la mort, souvent dans d'atroces circonstances. Il a été loué pour avoir mis en place un programme de désarmement qui a conduit à la fin officielle de la guerre en 2002, avec l'aide de la force de maintien de la paix de l'ONU et d'instructeurs militaires britanniques. Or, après la guerre, il a été critiqué pour n'avoir pas réussi à sortir son pays de la pauvreté.

Né au sein d'une famille musulmane dans l'Est de la Sierra Leone, le 16 février 1932, Ahmad Tejan Kabbah a reçu une éducation chrétienne et est entré dans la fonction publique en 1959. Après l'échec du Parti populaire de Sierra Leone, dont il était membre, aux élections de 1968, il a perdu son emploi et ses biens ont été confisqués. Il partit pour la Grande-Bretagne où il a fait ses études et est devenu juriste.

En 1970, il est entré au Programme des Nations Unies pour le Développement. Il a ensuite travaillé pendant 22 ans aux États-Unis et dans plusieurs pays africains. En 1992, un an après l'insurrection sanglante des rebelles du Front révolutionnaire uni, Ahmad Tejan Kabbah a quitté les Nations Unies et a été nommé président d'un conseil national créé par une junte militaire pour ouvrir la voie au multipartisme et à l'établissement d'une nouvelle constitution.

Élu président en mars 1996, Ahmad Tejan Kabbah a signé la même année un accord avec le chef des rebelles Foday Sankoh. Or, en mai 1997, il a été renversé par un coup d'État et s'est enfui en Guinée. La nouvelle junte de Sierra Leone a fait alliance avec le Font révolutionnaire uni.

En février 1998, après de durs combats, les troupes d'une force régionale ouest-africaine, menées par le Nigeria, ont chassé la junte hors de Freetown, ouvrant la voie au retour d'Ahmad Tejan Kabbah.

En juillet 1999, Ahmad Tejan Kabbah et Foday Sankoh ont signé un accord de paix et ont convenu de partager le pouvoir. À peu près à la même époque, les casques bleus de l'ONU ont été envoyés en Sierra Leone. Toutefois, en mai 2000, le Font révolutionnaire uni a renié ses engagements et pris 500 casques bleus en otage.

Alors que la situation s'envenimait, la Grande-Bretagne a envoyé des troupes pour mettre fin à la crise. Foday Sankoh a été emprisonné et Ahmad Tejan Kabbah a pu lancer son programme de désarmement qui a mis fin officiellement à la guerre en janvier 2002. Il a quitté le pouvoir en 2007.

LA CAPITALE DE LA MAURITANIE ÉLIT

SA PREMIÈRE *femme maire*

AGENCE FRANCE-PRESSE

Une ancienne ministre est devenue la première femme maire de Nouakchott, en février 2014, après avoir été élue par les conseillers municipaux pour diriger l'autorité locale de l'immense capitale mauritanienne.

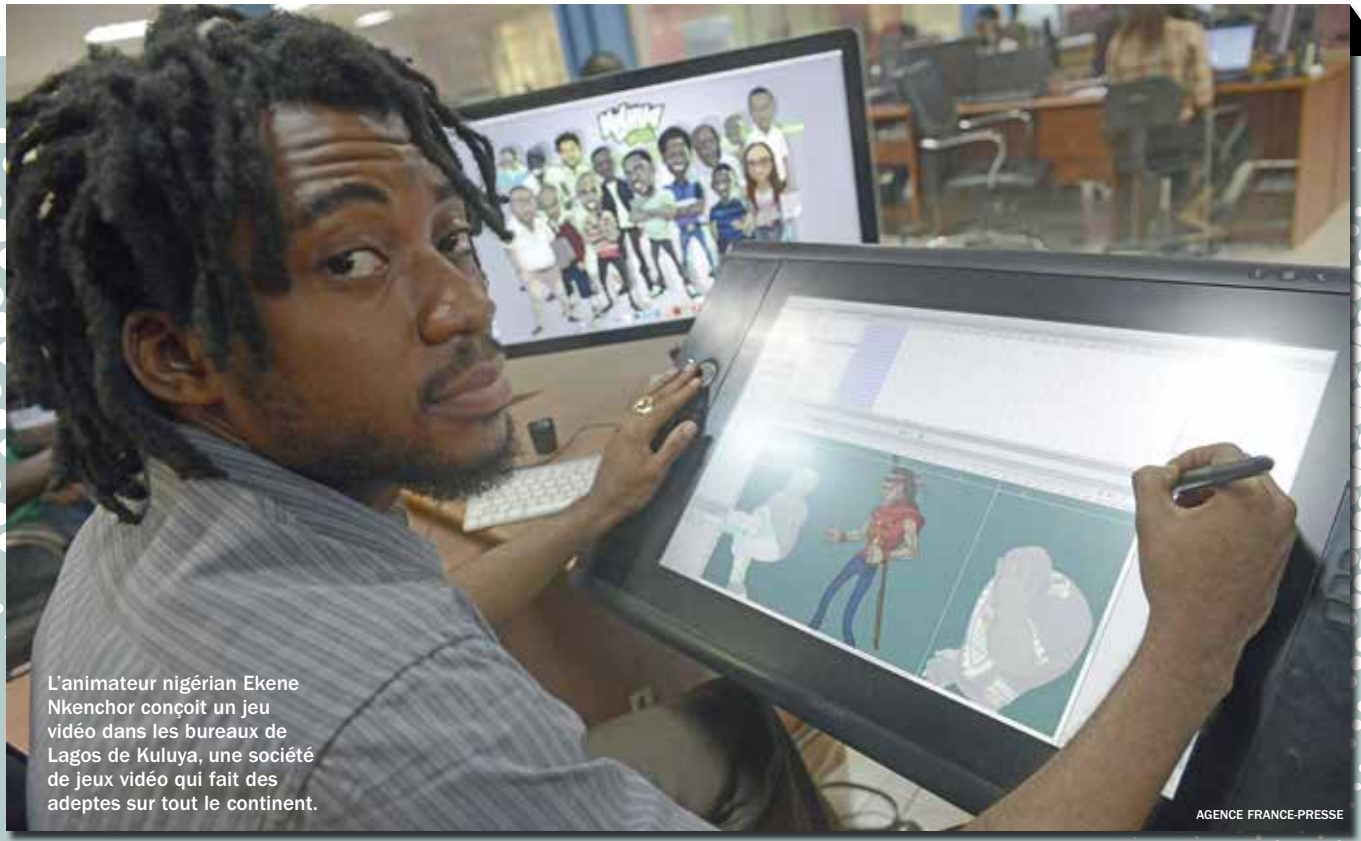
Maty Mint Hamady, âgée de 46 ans, est diplômée d'économie de l'université de Nouakchott et de l'École nationale d'administration de Paris, l'une des plus prestigieuses grandes écoles d'Europe.

Membre éminent de l'Union pour la République, le parti au pouvoir du président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, elle a démissionné de son poste de ministre de la fonction publique, avec le reste du gouvernement, comme il est d'usage après des élections nationales.

Près d'un million d'habitants, soit un tiers de la population environ, vivent à Nouakchott. Ce poste est donc l'une des nombreuses fonctions politiques à haute visibilité de ce pays du désert ouest-africain. Bien que des femmes aient déjà été élues à la tête de communes plus petites à travers la Mauritanie, seuls des hommes avaient jusqu'à présent occupé le plus haut poste du gouvernement local dans la capitale.

AFP/GETTY IMAGES

Maty Mint Hamady est devenue la première femme maire de Nouakchott, en Mauritanie, en février 2014.



L'animateur nigérian Ekene Nkenchor conçoit un jeu vidéo dans les bureaux de Lagos de Kuluya, une société de jeux vidéo qui fait des adeptes sur tout le continent.

AGENCE FRANCE-PRESSE

DES START-UPS NIGÉRIANES PÉNÈTRENT LE MARCHÉ DES JEUX VIDÉO

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Nigeria et toute l'Afrique doivent relever le même défi, à savoir se débarrasser de moustiques agaçants, potentiellement vecteurs du paludisme et d'autre maladies, dont le bourdonnement perturbe le sommeil.

Deux start-up nigérianes se sont inspirées des bizarreries de la vie en Afrique pour créer des jeux vidéo en ligne et sur smartphones, qui font de plus en plus d'adeptes dans le monde entier.

***Mosquito Smasher* (Tueur de moustiques), qui a été comparé à l'application mobile Angry Birds, est devenu immensément populaire, ce qui n'est pas surprenant. Le principe de ce jeu est simple : il s'agir d'écraser le maximum d'insectes suceurs de sang possible avec le pouce, ce qui est à chaque fois salué d'un gratifiant « splat ! ».**

Dans un autre jeu très populaire, *Okada Ride*, un conducteur de taxi-moto doit slalomer entre les vendeurs à la sauvette, les barrages et les policiers dans les embouteillages monstres de Lagos, l'immense métropole tentaculaire de près de 20 millions d'habitants. « J'aime cette touche de quotidien dans les jeux vidéo nigérians », a confié Chucks Olloh, 32 ans, grand adepte des jeux.

L'industrie des jeux vidéo, qui représentait déjà plus de 63 milliards de dollars en 2012, devrait atteindre près de 87 milliards en 2017, selon une récente étude publiée par PriceWaterhouseCoopers.

Bien que le marché africain ne figure pas parmi les priorités des développeurs de jeux, les fondateurs de Maliyo (les créateurs de *Mosquito Smasher* et d'*Okada Ride*) espèrent remédier à cette situation.

Kuluya, une autre entreprise dont le nom signifie « action » dans la langue igbo du Sud du Nigeria, a déjà créé 70 jeux.

Elle espérait atteindre le million d'utilisateurs sur téléphone portable d'ici à la fin juin 2014. L'éventail de ses adeptes dépasse les frontières du Nigeria. « En Afrique, nous avons beaucoup de téléchargements depuis le Ghana, le Kenya et l'Afrique du Sud », a expliqué Lakunle Ogungbamila, dirigeant de Kuluya.

« Un de nos jeux a été beaucoup téléchargé en Éthiopie. Je ne sais pas trop pourquoi. Il s'appelle *Ma Hauchi* et met en scène un chasseur qui tire sur des vautours. C'est un jeu très simple. Nous avons aussi beaucoup de téléchargements depuis la Chine, l'Inde, la Thaïlande et Taiwan. »

Après 10 ans passés au Royaume-Uni, où il a dirigé une société de recrutement, Hugh Obi, créateur de *Mosquito Smasher*, a décidé de rentrer chez lui, en 2012, pour lancer sa société de jeux vidéo en ligne. En vue de partager les coûts de fonctionnement élevés, dans une ville où les coupures de courant quotidiennes sont monnaie courante, il a dû investir dans des générateurs diesel. En outre, il partage, aux côtés de ses cinq employés, un espace de travail avec huit autres entreprises.

Depuis un bureau à Yaba, situé dans la banlieue de Lagos, Maliyo offre 10 jeux gratuits en ligne à 20.000 utilisateurs au Nigeria, ainsi qu'en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Il se prépare à lancer des versions pour smartphones de ses jeux les plus populaires.

Les Pays Africains se Bousculent Pour Créer des Fonds Souverains

REUTERS

Des pays africains riches en ressources créent des fonds souverains.

De gros producteurs de pétrole, à savoir l'Angola, le Ghana et le Nigéria, ont instauré des fonds souverains au cours des deux dernières années. Avant eux, seuls le Botswana, le Gabon et la Guinée Équatoriale avaient jusqu'ici établi de tels programmes. Le Liberia et la Zambie ont annoncé la création des fonds en janvier 2014. La Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda, Maurice, le Mozambique et le Zimbabwe ont déclaré avoir les mêmes intentions.

Ce système est attrayant, car les recettes des matières premières peuvent être divisées entre un fonds pour l'infrastructure et un autre pour l'épargne collective, qui peut être utilisé afin de garantir des montants plus élevés.

Razia Khan, chef de la cellule de recherche sur l'Afrique de la Standard Chartered Bank a déclaré à cet effet que « l'Afrique a besoin de plus de fonds d'épargne. Si cette épargne est réalisée de manière adéquate, les fonds souverains et l'accumulation des épargnes à long terme traduiront essentiellement l'amélioration de la solvabilité des États, ainsi que l'accès aux plus grandes sources de financement à des conditions favorables. Et cela n'exclut en aucun cas les investissements dans les infrastructures. »

Les critiques sont d'avis que l'Afrique pourrait tirer meilleur profit de ses ressources en investissant dans l'éducation, l'énergie et le transport afin d'approvisionner d'autres industries, au lieu de garder de l'argent sous forme d'actifs liquides à faible rendement dans des paradis fiscaux, comme c'est généralement le cas des fonds souverains.

Uche Orji, directeur général du Sovereign Wealth Fund du Nigeria, prend la parole lors d'un sommet philanthropique à Abuja.

REUTERS

Le Liberia examine divers modèles de fonds souverains, y compris celui de la Norvège, qui est le fonds souverain le plus transparent du monde d'après le ministre des Finances Amara Konneh. L'État ouest-africain veut, par ailleurs, éviter le « syndrome hollandais », où la dépendance de l'extraction des ressources entraîne la mort des autres industries.

Selon l'agence Bloomberg News, le fonds souverain angolais, le deuxième d'Afrique avec 5 milliards de dollars, commence à investir dans l'hôtellerie et les structures commerciales en Afrique subsaharienne.

Des critiques ont appelé les pays qui établissent ces fonds souverains à être les plus transparents possible afin d'éviter la corruption. Le fonds Pula du Botswana, estimé à 6,9 milliards de dollars, est le plus transparent du continent. Il obtient une note élevée sur l'indice de transparence Linaburg-Maduell, qui note les fonds en fonction de leur transparence.

L'INDUSTRIE **DES TAXIS « DÉGLINGUÉS »** D'AFRIQUE DU SUD SE CHIFFRE À DES MILLIARDS DE DOLLARS

REUTERS

Le taxi-minibus de Zakes Hadebe a presque un demi-million de kilomètres au compteur. L'indicateur de vitesse est cassé et il lutte pour garder la jauge à essence juste au-dessus du dernier trait.

Pourtant, un matin à 8 heures, Zakes Hadebe et sa guimbarde ont déjà bravé la pluie, la circulation et le prix de l'essence, toujours en hausse, pour transporter 40 travailleurs du bidonville sud-africain de Soweto à Johannesburg tout proche.

L'industrie des taxis-minibus en Afrique du Sud, méprisés pour leur conduite imprudente et dont la réputation est entachée de violence, déplace 15 millions de personnes tous les jours, pour la plupart des travailleurs à bas revenus. Ressemblant plus à des bus qu'à des taxis de New York ou de Londres, les véhicules à 16 places bringuebalants font tourner l'une des plus vastes économies d'Afrique. Avec un revenu annuel estimé à 3,7 milliards de dollars, l'industrie attire aussi l'attention de sociétés de financement locales et de constructeurs de voitures dans le monde. Nissan a commencé à vendre des taxis en Afrique du Sud après une absence de 18 ans, défiant la suprématie de Toyota.

« Si l'industrie des taxis devait s'arrêter complètement, il n'y aurait pas de femmes de ménage chez vous, pas de café au bureau, pas de travailleurs à l'usine », a affirmé Nkululeko Buthelezi, directeur général du Conseil national des taxis sud-africains.

Depuis la fin de l'apartheid en 1994, l'exploitation de taxis est devenue le plus grand secteur d'Afrique du Sud appartenant à des Noirs, avec environ 250.000 véhicules qui emploient directement 600.000 personnes. Bien que le propriétaire moyen possède 2,5 véhicules et emploie des chauffeurs, certains comme Zakes Hadebe, conduisent eux-mêmes.

« L'essence est le plus gros problème », a expliqué le chauffeur de 33 ans, dont le revenu quotidien se situe au bas de l'échelle moyenne de l'industrie entre 1.000 et 2.500 rands (soit entre 93 et 230 dollars), et ce avant d'avoir payé l'essence. « Vous devez utiliser chaque centime que vous gagnez. »

Des passagers faisant la navette entre Soweto et Johannesburg paient le prix de la course au chauffeur de taxi. L'industrie du taxi transporte 15 millions de personnes par jour en Afrique du Sud. REUTERS

KWAME NKRUMAH

PERSONNEL *D'ADF*

Président fondateur du Ghana, Kwame Nkrumah a accédé aux sommets du pouvoir et connu les abîmes de l'échec. Aujourd'hui, malgré ses erreurs, il est considéré comme un héros, dans son pays comme dans le reste du continent.

Né en 1909 dans la colonie britannique de la Côte d'Or appelée Gold Coast en anglais, Kwame Nkrumah a fréquenté l'une des meilleures écoles de son pays avant de partir aux États-Unis en 1935. Diplômé de l'université Lincoln en Pennsylvanie, la plus ancienne université noire des États-Unis, en 1939, il a embrassé la culture noire américaine et est devenu ami avec ses intellectuels. Il a été élu président de l'Organisation des étudiants africains d'Amérique et du Canada.

Kwame Nkrumah a poursuivi sa carrière à Londres où, inspiré par l'indépendance de l'Inde, il a activement participé au mouvement pour la décolonisation de l'Afrique et a été l'un des organisateurs du cinquième Congrès panafricain en 1945. Deux ans plus tard, il est retourné dans son pays qu'il a trouvé sur la voie de l'indépendance. Or, pour lui, les choses n'avançaient pas assez vite. Il a donc créé le *Convention People's Party* et voyagé à travers le pays en appelant à la grève et aux boycotts. Des violences ont éclaté et il a été arrêté par les Britanniques qui l'ont condamné pour insurrection à trois ans de prison.

Son arrestation a fait de Kwame Nkrumah un héros. La loi britannique l'autorisait à se présenter aux élections législatives depuis sa geôle. En 1951, son parti a remporté une victoire écrasante, avec 34 des 38 sièges à pourvoir. Il a été libéré quelques jours plus tard, après 14 mois de détention. En moins d'une journée, il est devenu le nouveau premier ministre du pays.

Dans son livre *The Fate of Africa* (Le destin de l'Afrique), Martin Meredith a écrit que les choses avançaient tellement vite que Kwame Nkrumah s'est demandé s'il n'était pas en train de rêver et s'il n'allait pas se retrouver « assis par terre dans sa cellule en train de manger un bol de porridge ».

Alors qu'il était premier ministre, l'autorité suprême se trouvait toujours entre les mains du gouverneur britannique. En juillet 1953, Kwame Nkrumah a introduit une motion au Parlement exigeant l'auto-détermination pour son pays. L'année suivante, les Britanniques ont accepté une nouvelle constitution avec un gouvernement entièrement africain.

À minuit, le 6 mars 1957, le Ghana était né, du nom d'un empire africain du 11e siècle.

Le nouveau pays possédait de nombreux atouts : il était l'un des plus riches du continent, avec de bonnes écoles, une classe moyenne aisée et un système judiciaire honnête et équitable. Son nouveau président avait de l'expérience et était âgé de 47 ans seulement.

En 1961, Kwame Nkrumah s'est rendu en Union soviétique pour y étudier son industrialisation. Il en est revenu avec un plan socialiste de sept ans. Il a commencé à mettre en place des services d'utilité publique et à créer des entreprises d'État. Cependant, il allait trop vite en besogne. Très vite, son pays a sombré dans la gabegie et la corruption. Il a dépassé largement le budget de son pays et a utilisé les revenus du cacao pour éponger les pertes du Ghana, au grand dam des planteurs de cacao.

Lorsqu'il défendait l'indépendance, il avait appelé à la grève et au boycott. Devenu président, il a interdit de telles pratiques. Il a également édicté une loi sur la détention préventive qui permettait à son administration d'arrêter et de détenir quiconque représentait un risque pour la sécurité publique, sans droit à un procès équitable. Il détenait des prisonniers sans les avoir jugés, ce que même les colons britanniques n'avaient jamais fait.

Occupé à échafauder des plans pour l'unité africaine, Kwame Nkrumah a apparemment perdu tout intérêt pour son propre pays. Il a fait du Ghana un pays à parti unique en 1964 et s'est fait appeler Osagyefo, « le rédempteur ».

Le 24 février 1966, il s'est rendu en Chine avec le noble projet de mettre fin à la guerre du Vietnam. En son absence les officiers de son armée se sont rebellé et se sont emparés du gouvernement. Il a été contraint de vivre en Guinée, un autre pays qui s'essayait au socialisme. Il n'avait pas perdu l'espoir de reprendre un jour le pouvoir. Or, il est mort en exil en 1972.

Le temps a redoré son blason. La date de son anniversaire est un jour férié au Ghana. La BBC l'a décrit comme « le dirigeant du premier pays africain noir à s'être libéré des chaînes du colonialisme ». On se souvient de lui comme d'un visionnaire mais aussi d'un leader de l'indépendance africaine et de l'unité africaine.

Cette statue a été érigée en hommage au premier président du Ghana Kwame Nkrumah, dans un parc commémoratif à Accra.
REUTERS

OÙ SUIS-JE ?

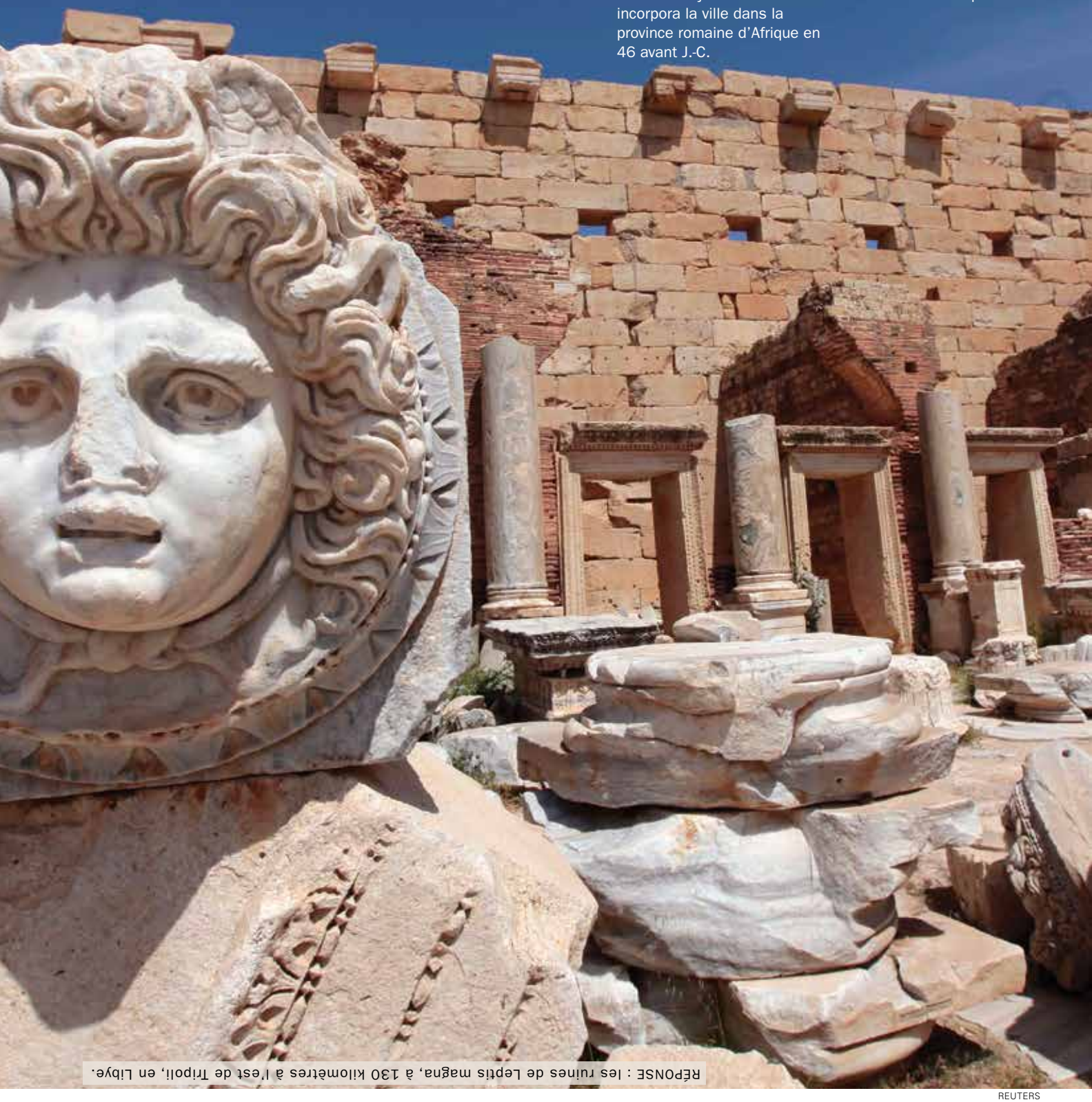
INDICES

1. Fondée au début du 1er millénaire avant J.-C., cette ville fut d'abord un port phénicien.

2. La ville existait depuis plus de 600 ans lorsque l'un de ses fils, Septime Sévère, devint empereur de Rome, en 193 avant J.-C.

3. Les Romains y avaient installé une garnison au cours de la guerre contre Jughurta, roi de Numidie, un royaume qui comprenait l'Algérie et la Tunisie d'aujourd'hui. Rome incorpora la ville dans la province romaine d'Afrique en 46 avant J.-C.

4. L'ancien port existe toujours, avec son bassin artificiel, ses môles, ses fortifications, ses entrepôts et ses temples.



RÉPONSE : les ruines de Leptis magna, à 130 kilomètres à l'est de Tripoli, en Libye.

REUTERS

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

VEER

adf AFRICA DEFENSE FORUM